



AGENCE D'URBANISME
À LA RÉUNION



pôle urbanisme



pôle habitat



pôle environnement



pôle ressources

2015

rapport d'activités

“ À LA CROISÉE DES REGARDS
SUR NOTRE TERRITOIRE ”

**Fabienne COUAPEL-SAURET**

Présidente de l'AGORAH

Conseillère Régionale de La Réunion

L'année 2015 a permis à l'AGORAH, agence d'urbanisme réunionnaise œuvrant en coopération régionale sur l'ensemble de la zone de l'Océan Indien, d'atteindre sa maturité et d'acquiescer une légitimité solide auprès des acteurs de l'aménagement. Lieu de connaissances partagées, de réflexions conjointes, et d'accueil des élus, des techniciens ou de la société civile, l'AGORAH arrive désormais à communiquer pleinement l'ensemble de ses travaux, inhérents aux questionnements du devenir de la ville tropicale durable, quels qu'en soient les volets thématiques (urbanisme, habitat, environnement, mobilités, développement durable, stratégie économique, système d'information géographique, ...). Aujourd'hui, l'agence connaît une assise reconnue par tous sur ses sujets de prédilection que sont : l'OBSERVATION de l'évolution du territoire, les EXPERTISES et de productions d'études inhérentes à l'urbanisation de l'île, et l'ANIMATION de rencontres interprofessionnelles, dont l'AGORAH a pérennisé la pratique locale.

Forte d'un dynamisme conforté par de nouveaux partenariats publics, elle redonne ses lettres de noblesse à sa vocation de centre de ressources, et valorise ainsi, un capital de savoirs et savoir-faire ouvert à tous.

2015, année de légitimité pour l'AGORAH, dans la qualité de son OBSERVATION de La Réunion. En effet, les productions constantes de ses huit observatoires (Loyers Privés, Transactions Immobilières et Foncières, Habitat Indigne, Equipements, Mobilités Durables, Foncier Economique, Déchets et Risques Naturels), ont permis la première publication d'un document de référence annuel, le « Bilan des Observatoires de l'AGORAH ». Offrant une information fiable, recroisée en groupes techniques et stratégiques par les sachants, cet ouvrage permet non seulement d'afficher des données vérifiées et stabilisées, mais également de les croiser entre elles, afin d'éclairer la mise en œuvre de politiques publiques transversales. Le « Bilan des Observatoires de l'AGORAH » est complété par une autre production majeure de l'agence, que sont les « Portraits de Quartiers ». Articulant les échelles d'analyse entre les périmètres des secteurs urbains jusque ceux des agglomérations, ces atlas répertorient et actualisent désormais les territoires de la CINOR, de la CIVIS et bientôt du TCO. La sécurisation des données, apportée par le Pôle Ressources de l'AGORAH, confère également à ce travail d'OBSERVATION, une solidité dans les traitements statistiques et les bases informatiques utilisées. Il s'agit bien là d'une garantie optimale, dans le système mis en place pour l'accompagnement de nos partenaires.

2015, année de maturité pour l'AGORAH, dans la performance de son EXPERTISE en aménagement du territoire réunionnais. La mutation technique engagée fortement en 2014 a pu se poursuivre durant cette année 2015, grâce à la reconnaissance du positionnement stratégique et prospectif de l'AGORAH.

La valeur ajoutée de l'agence a résidé dans l'investissement de sujets innovants, comme par exemple en planification, dans l'accompagnement de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Possession, en « éco-PLU participatif ». La proposition de **co-élaboration avec la population**, les techniciens et les élus, d'un document réglementaire « de terrain », a ainsi permis dès 2015, de voir se développer des marches exploratoires dans les quartiers (« diagnostics en marchant ») ou des approches sensibles du territoire avec la démarche des « zonages à dire d'acteurs » (ZADA). Un film court documentaire porte ainsi le témoignage de cette expérience, et souligne l'importance de la proximité et de la concertation avec les différents publics, professionnels et habitants. Cette impulsion novatrice dans les études a été confortée dans la mise en œuvre, avec l'Agence Régionale de Santé de l'Océan Indien (ARS-OI) et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), d'une méthode de repérage des « marchands de sommeil ». Grâce à une convention partenariale pluriannuelle, l'AGORAH a pu affiner ces décryptages en 2015 et prolongera l'analyse sur une dizaine de communes de l'île, d'ici 2017.

Il est important de souligner que toutes les études et productions de l'AGORAH sont téléchargeables librement sur son site internet, www.agorah.com. Les bases de données demeurent quant à elles, uniquement réservées aux membres adhérents ou partenaires.

2015, année de partages pour l'AGORAH, dans le dynamisme de son ANIMATION des réseaux d'acteurs. Les ateliers, colloques, conférences, formations organisés par l'agence font écho aux nombreuses sollicitations et participations extérieures menées par l'équipe de l'AGORAH. Ainsi, de son stand au salon des collectivités locales CARRECO à son intervention à la table-ronde du SYMPOSIUM INTERNATIONAL SOLAR ENERGY, des ateliers professionnels

d'approfondissements au Livre Blanc de l'Etat sur la Ville Tropicale Durable, à ceux de l'ADEME sur l'Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU), de son implication auprès du Club EXPORT sur la thématique des Smart Cities à l'île Maurice jusqu'à son animation du séminaire « Design Urbain » lors de la 3^{ème} semaine de l'innovation portée par NEXA, l'AGORAH a systématiquement répondu « présente », lorsqu'il s'est agi de valoriser les connaissances et développer des liens de proximité avec les acteurs professionnels et institutionnels.

La réussite de ces actions, mesurable aussi bien dans l'usage permanent des outils qui sont mis à la disposition de tous, que dans le nombre de participants à chaque événement de l'agence, encourage bien sûr à maintenir cet esprit d'initiative dans le programme de travail de l'année 2016. Ainsi, un planning complet des animations (ateliers, conférences et formations) de l'AGORAH sera programmé sur l'année, afin de permettre, outre l'illustration des productions de l'équipe, une meilleure anticipation pour les intéressés. C'est dans cet élan positif pour la Réunion, que je vous souhaite une agréable lecture du rapport d'activités 2015 de l'AGORAH, ainsi que de son programme de travail 2016.

F. CS

LE MOT DU VICE-PRÉSIDENT

© DEAL



Daniel FAUVRE

Vice-Président de l'AGORAH

Directeur de la DEAL (Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement)

En 2012, le Président de la République a souhaité engager notre pays dans la transition énergétique, fondée sur la sobriété et l'efficacité, ainsi que sur le développement des énergies renouvelables, et plus globalement dans la transition écologique.

La stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable pour la période 2015-2020, tout comme la loi de transition énergétique pour une croissance verte du 17 août 2015, constituent un aboutissement de cette volonté de l'Etat à créer un élan d'écologie positive qui lève les freins, libère les initiatives et donne à chacun le pouvoir d'agir afin de faire progressivement émerger un nouveau modèle de société qui allie progrès économique, écologique et humain.

La prise en compte de l'environnement dans les politiques publiques est un exercice incontournable au développement durable de la Réunion.

Par son caractère partenarial, l'AGORAH est un acteur clé pour sensibiliser les acteurs locaux sur les enjeux du développement durable et soutenir la mise en œuvre des politiques publiques en matière de ville durable et de transition écologique et énergétique dans l'aménagement du

territoire. Les actions de l'Etat sont nombreuses à la Réunion : réflexions partenariales sur la ville durable réunionnaise de demain, démarches éco-cité, éco-quartiers, ateliers des territoires, rénovation énergétique des bâtiments, promotion des transport en commun et déplacements en mode doux, ...

Les différents observatoires du territoire portés par l'AGORAH permettent à la fois de disposer d'une connaissance sur la situation actuelle et d'une vision prospective des tendances évolutives, mais également de croiser les différents enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Le travail d'analyse réalisé par l'AGORAH à partir des données issues des observatoires sont de nature à apporter les éléments de contexte et les éclairages indispensables pour permettre à l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire d'évaluer les effets des politiques publiques locales.

Le renseignement des 23 indicateurs environnementaux du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) et l'animation assurée par l'AGORAH autour de ceux-ci, contribuent également au besoin de suivi du territoire réunionnais dans l'ensemble de ses composantes. Cette mission constitue un moment fort de partage et de discussion entre l'ensemble des acteurs locaux au sujet des ambitions souhaitées pour l'aménagement des territoires réunionnais.

D. F



ÉDITORIAL DE FABIENNE COUAPEL-SAURET

LE MOT DU VICE-PRÉSIDENT

L'AGENCE D'URBANISME

Qu'est-ce qu'une Agence d'Urbanisme ?

Présentation de l'AGORAH

Composition des instances de l'AGORAH au 31 décembre 2015

L'équipe de l'AGORAH en 2015

Les expositions de la Villa Lenoir

PÔLE URBANISME

Composition urbaine

Cahiers urbains

Approche environnementale de l'urbanisme – ADEME

Planification urbaine

Mobilités durables

Foncier économique

Observatoire des équipements

PÔLE HABITAT

Marchés immobiliers

Observatoire des transactions immobilières et foncières (otif)

Observatoire de l'habitat

Habitat indigne

Observatoire de l'Habitat indigne

Opérations d'aménagement

01

03

07

8

9

12

15

16

19

20

23

25

27

30

34

36

39

40

42

44

46

49

54

PÔLE ENVIRONNEMENT

Les déchets	58
L'énergie	64
Les risques naturels	69
L'écologie urbaine	73

PÔLE RESSOURCES

Activité SIG	78
PEIGEO	83
MOS	85
Mission image	89

MISSIONS TRANSVERSALES

Productions générales	94
Coopération Régionale	101
Développement de l'agence	104

PARTICIPATIONS DE L'AGENCE

Accompagnement des acteurs	108
Événementiels	113
Formations	119

sommaire





L'agence d'urbanisme

QU'EST-CE QU'UNE AGENCE D'URBANISME ?	8
PRÉSENTATION DE L'AGORAH	9
COMPOSITION DES INSTANCES DE L'AGORAH AU 31 DÉCEMBRE 2015	12
L'ORGANIGRAMME DE L'AGORAH EN 2015	14
LES EXPOSITIONS DE LA VILLA LENOIR	16



QU'EST-CE QU'UNE AGENCE D'URBANISME ?

Une agence d'urbanisme est un organisme parapublic, doté de la personnalité morale, financé conjointement par des collectivités locale et l'État, en vue de réaliser des études d'urbanisme, d'aménagement et de développement territorial.

Les agences sont nées avec la loi d'orientation foncière (LOF) de 1967 dite « Loi Pisani » en période d'expansion urbaine des « trente glorieuses ». Créées sur la base du volontariat et sous statut associatif, elles sont essentiellement apparues dans les grandes agglomérations françaises. Leurs objectifs étaient les suivants :

- créer les conditions d'une gouvernance partagée entre l'État, la ville centre et les autres communes sur les politiques urbaines
- accompagner le développement des agglomérations françaises par la mise en place d'observatoires, le lancement de réflexions prospectives et pluridisciplinaires à différentes échelles ainsi que la fabrication des documents d'urbanisme : SDAU, POS ...

Avant 1967, certaines agglomérations avaient créé des agences d'études urbaines qui préfiguraient les agences issues de la LOF.

Les agences d'urbanisme accompagnent depuis trente ans le développement des agglomérations françaises dans un souci d'harmonisation des politiques publiques et dans le respect des compétences des institutions qui les composent.

Les agences d'urbanisme sont précisément et par essence le lieu de l'émergence de projets partagés dans un cadre interterritorial. Elles associent dans leur partenariat la plupart des acteurs du développement local. Elles permettent aux collectivités locales d'engager un dialogue constructif avec l'État dans le champ de la planification, du développement territorial et de la contractualisation des projets.

Outils d'observation, de prospective, de réflexion et de dialogue, elles travaillent à toutes les échelles, du quartier à l'aire urbaine, sur les dossiers engageant l'avenir des territoires. Urbanisme réglementaire, développement économique, transport, habitat ou projet urbain constituent les domaines privilégiés où s'expriment leurs compétences.

La Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire votée en juin 1999 et la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 ont confirmé le rôle et les missions des agences. Elles précisent : « Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'État et les établissements publics ou autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire, des organismes de réflexions et d'études appelés « agences d'urbanisme ». Ces agences ont notamment pour mission de suivre les évolutions urbaines, de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme (notamment les Schémas de Cohérence Territoriale) et de préparer les projets d'agglomérations dans un souci d'harmonisation des politiques publiques ».

Réuni à Grenoble le 13 décembre 2005, le Bureau de la FNAU a approuvé un « manifeste » qui rappelle les missions et réaffirme les principes de fonctionnement des agences d'urbanisme.

Une note ministérielle du 30 avril 2015 a réactualisée les conditions de fonctionnement, les modalités de financement et le rôle des services de l'État vis-à-vis des agences d'urbanismes.

PRÉSENTATION DE L'AGORAH

Dès 1991, l'Etat, la Région et le département affirmaient « l'enjeu important qu'il y a à mener des études liées au développement, à l'aménagement territorial et à l'urbanisme à un niveau élevé et de façon partenariale ». Ils s'engagèrent donc de créer de concert une association permanente d'observation et d'études dans le domaine de l'aménagement, de l'habitat et de l'urbanisme et d'en assurer son financement sur la base d'un programme d'études conjoint.

C'est cet engagement qui a prévalu à la création de l'Association Réunionnaise pour l'Observation, l'Aménagement et l'Habitat (AROAH) le 29 Octobre 1991, très vite transformée en AGORAH (Agence pour l'Observation de la Réunion, l'Aménagement et l'Habitat - 10 Juillet 1992).

Seule agence d'urbanisme sur la zone Océan Indien, l'AGORAH existe depuis 24 ans, sous la forme d'une association Loi 1901 publique et partenariale. L'Etat, la Région, le Département, et dorénavant les EPCI, sont au cœur de la gouvernance de la structure, qui envisage dès lors modifier ses statuts, afin d'ouvrir ses actions à l'ensemble des acteurs publics de l'aménagement du territoire. En début d'année 2015, l'AGORAH a également souhaité proposer aux communes d'entrer individuellement dans l'action multi partenariale en cours, grâce à une adhésion annuelle permettant des accompagnements directs dans le développement de chaque territoire. De même, l'AGORAH a pu se rapprocher des bailleurs sociaux, de l'ARS OI ou de l'Agence Française de Développement (AFD) dont le conventionnement pluriannuel s'est mis en place durant l'année 2015.

Structure publique ouvrant la possibilité de pratiques « in house » pour ses partenaires, l'agence d'urbanisme peut solliciter, en complément de son programme de travail, dans le cadre de ses compétences et conformément à ses statuts, « des contributions ou fonds de concours qui lui seraient apportés par les collectivités locales, établissements

publics ainsi que toutes les personnes publiques ou privées intéressées. Ces fonds de concours peuvent comprendre des ressources affectées d'une manière générale toute autre ressource autorisée par les textes en vigueur » ou « des subventions qu'elle pourra solliciter en lieu et place des collectivités, établissements publics et sociétés nationales intéressées en exécution des conventions passées avec ceux-ci ». En parallèle, l'agence d'urbanisme applique désormais la note technique ministérielle du 30 avril 2015 publiée au Bulletin Officiel du MEDDE n° 2015/9 du 25 mai 2015, qui précise les modalités d'actions des études hors programme partenarial, particulièrement concernant la dispense de publicité et de mise en concurrence propre au « in house » ou « prestations intégrées » pour nos membres partenaires. De plus, l'assimilation au statut d'organismes de droit public a pour conséquence, conformément aux dispositions de l'article 256 B du CGI, de placer en dehors du champ d'application de la TVA, les activités des agences d'urbanisme qui produisent des études inhérentes aux politiques publiques d'aménagement, mais également les activités qui en constituent le prolongement immédiat.

La restructuration de l'AGORAH engagée en 2011 et mise en œuvre depuis 2013, témoigne d'un changement majeur des positionnements et pratiques de l'agence. Au plus proche des acteurs de l'aménagement du territoire, il s'agit désormais de répondre aux trois volets structurants de cet outil d'intérêt général que sont : l'observation du territoire, la production d'études et d'expertises et l'animation de réseaux d'acteurs et de centres de ressources. L'organigramme de l'agence a donc été actualisé pour renforcer l'expertise thématique de chaque collaborateur, et offrir à nos partenaires une transversalité des savoirs et savoir-faire, indispensable à la réflexion pluridisciplinaire et en mode projet. L'accompagnement thématique des collectivités porte donc désormais sur de nombreux sujets et facilite l'appui en ingénierie urbaine souvent sollicitée par des communes ou des EPCI.

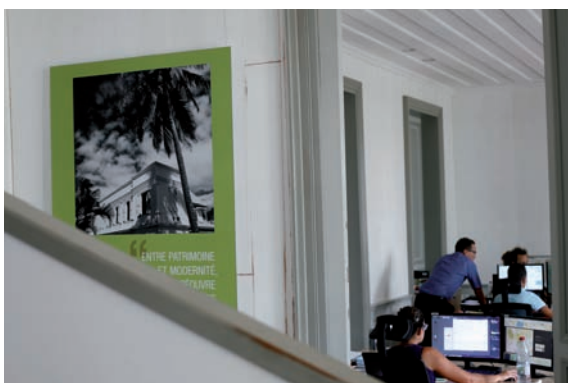


LE CŒUR DE MÉTIER DE L'AGORAH REPOSE DONC SUR TROIS PILIERS

OBSERVER

**« Des observatoires pour mieux
comprendre et guider l'action »**

Les observatoires représentent le socle de l'agence et la mémoire vivante du territoire. Véritables outils d'aide à la décision pour les politiques publiques, ils répondent à tous les enjeux complexes d'aménagement et à une territorialisation des résultats. Les informations alimentent également les bases de données de l'agence et son système d'information géographique.



ÉTUDIER

**« Des expertises au service
des politiques d'aménagement »**

Sur la base des données construites et rassemblées par les observatoires, l'AGORAH produit des analyses et expertises sur les différentes composantes de l'aménagement de La Réunion. Ces expertises sont mises au service du suivi et de l'évaluation du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) et répondent notamment aux besoins des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et des acteurs de l'aménagement (Etat, Région, Département et Organismes publics et parapublics).

ANIMER

**« Un lieu d'échanges, de débats,
de partage de la connaissance »**

Après plusieurs décennies d'existence, l'AGORAH capitalise une immense banque d'informations. C'est un véritable centre de ressources et un espace d'échanges entre tous les partenaires de l'aménagement. Aussi, l'AGORAH impulse désormais des événements thématiques privilégiant le partage des connaissances et la capitalisation des bonnes pratiques.

L'AGORAH propose ainsi à ses partenaires de répondre à leurs attentes en termes :

— De partage de datas issues de ses nombreuses bases de données et de son système d'information géographique performant et sécurisé ;

— De constitution de bases de données spécifiques à la collectivité appuyant l'étude d'un questionnement particulier ;

— De productions d'expertises et stratégies territoriales portant sur l'urbanisme, l'aménagement, la mobilité, l'habitat, le développement durable en matière de déchets et de risques naturels, l'écologie urbaine, ...

— De montages des dossiers d'appels à manifestation d'intérêt, à candidatures, ou à projets visant à l'obtention de financements nationaux ou européens ;

En lien avec l'aménagement du territoire, d'animations d'ateliers professionnels ou publics, d'organisation de conférences ou colloques, de réalisations d'expositions, ...

A ce jour, l'adhésion à l'AGORAH est simple: il suffit donc d'un courrier de demande d'adhésion et d'une délibération (ou procès-verbal d'engagement) pour solliciter l'agence, qui dès réception l'intègre dans l'ordre du jour de son prochaine Conseil d'Administration. Après validation des membres, l'AGORAH renvoie un courrier de validation au demandeur, avec la quittance de cotisation annuelle qui s'élève à 1000 € (valant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année civile en cours – il est donc pertinent d'adhérer en début d'année). Cette somme acquittée, la collectivité dispose, à sa demande, de la communication de bases de données, et de la transmission des études de l'AGORAH.

Lorsque l'entité publique souhaite passer une commande à l'AGORAH, une réunion technique se met en place pour vérifier le cadre de la mission, ce qui permet ensuite à l'agence d'estimer les ressources nécessaires à la réalisation de la prestation. Une convention de partenariat est alors proposée pour signature : elle comprend une note méthodologique, le délai, le temps dédié par collaborateur, les livrables envisagés et le coût de la mission. Toutes les missions de l'AGORAH sont sous la responsabilité de la Directrice Générale. Une équipe projet est systématiquement mise en place avec : un directeur d'études (responsable de pôle) adapté à la thématique de la prestation, un ou plusieurs chargés d'études techniques, un intervenant du pôle Ressources pour l'accompagnement SIG ou cartographique, l'infographiste de l'agence pour la valorisation formelle des productions / animations.

Cette organisation, déjà expérimentée dans le cadre du programme partenarial de l'AGORAH, est aujourd'hui un gage de qualité et d'implication de l'équipe auprès de nos partenaires commanditaires, et trouvent désormais un écho particulièrement positif auprès des acteurs locaux de l'aménagement du territoire.

L'AGORAH est membre, au niveau national, du réseau des agences d'urbanisme : la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme – FNAU – qui regroupe 53 agences, réparties en métropole et en France Outre-mer, et environ 1 500 professionnels de l'urbanisme (urbanistes, géographes, architectes, géomaticiens, économistes, sociologues...). Ce réseau technique permet d'échanger des réflexions, des expérimentations et de mutualiser ainsi les savoir-faire.



COMPOSITION DES INSTANCES DE L'AGORAH AU 31 DÉCEMBRE 2015

L'AGORAH est composée de membres de droit : l'État, le Conseil Régional, le Conseil Général, et de membres adhérents (après accord du Conseil d'Administration) :

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les Membres de droit :

— L'ÉTAT

M. Loïc ARMAND

Secrétaire Général pour les Affaires Régionales
SGAR - (succédant à M. Thierry DEVIMEUX)

M. Daniel FAUVRE

Directeur de la DEAL
Vice-président de l'AGORAH

— LE CONSEIL RÉGIONAL

Mme Fabienne COUAPEL-SAURET

Vice-présidente du Conseil Régional
Présidente de l'AGORAH

M. Alin GUEZELLO

Conseiller Départemental

— LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

M. Gérald INCANA

Vice-président du Conseil Départemental

M. Daniel ALAMELOU

Conseiller Départemental

— LES MEMBRES ADHÉRENTS, ÉLUS DÉSIGNÉS LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2013

M. Bernard FONTAINE

Représentant de l'ARMOS
(succédant à M. Joël PERSONNE)

M. François GUIOT

Directeur du CAUE

M. Mickaël FOUREL

Directeur de la SAFER

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les Membres de Droit :

— L'ÉTAT

M. Loïc ARMAND

Secrétaire Général pour les Affaires Régionales
SGAR - (succédant à M. Thierry DEVIMEUX)

M. Daniel FAUVRE

Directeur de la DEAL
Vice-président de l'AGORAH

M. Louis BIANNIC

Directeur de la DAAF

Mme Valérie ROUX

Directrice de l'INSEE

M. Bruno OUDARD

Secrétaire Général des Hauts
(succédant à M. Christophe VIRET -
Commissaire de l'Aménagement des Hauts)

— LE CONSEIL RÉGIONAL

Mme Fabienne COUAPEL-SAURET

Conseillère Régionale
Présidente de l'AGORAH

Alin GUEZELLO

Conseiller Régional

M. David LORION

Vice-président du Conseil Régional

Mme Patricia PILORGET

Conseillère Régionale

M. Paulet PAYET

Conseiller Régional

— LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

M. Gérald INCANA

Vice-président du Conseil Départemental

M. Robert NATIVEL

Vice-président du Conseil Départemental

M. Daniel ALAMELOU

Conseiller Départemental

M. Gérard FRANCOISE

Conseiller Départemental

M. Pierre VERGES

Démissionnaire — non remplacé

Les Membres adhérents

M. Gérald MAILLOT

Président de la CINOR

M. Serge HOAREAU

Vice-président de la CIVIS

Mme Françoise LAMBERT

Vice-présidente du TCO

Mme Vanessa MIRANVILLE

Maire de La Possession

M. Roger RAMCHETTY

Président du CCEE

M. Ibrahim PATEL

Président de la CCIR

M. Jean Raymond MONDON

Président du CESER

M. Jean-Noël CLAIN

Elu de la Chambre des Métiers

M. Alix GALBOIS

Président du Syndicat Mixte
des Transports de la Réunion - SMTR

Mme Nathalie INFANTE

Directrice Régionale de la Caisse des Dépôts
- CDC (succédant à M. Olivier CAMAU)

M. Jean Michel BORDAGE

Directeur Régional de l'ADEME

Stéphane FOUCAULT

Directeur de l'AFD de Saint-Denis

M. François MAURY

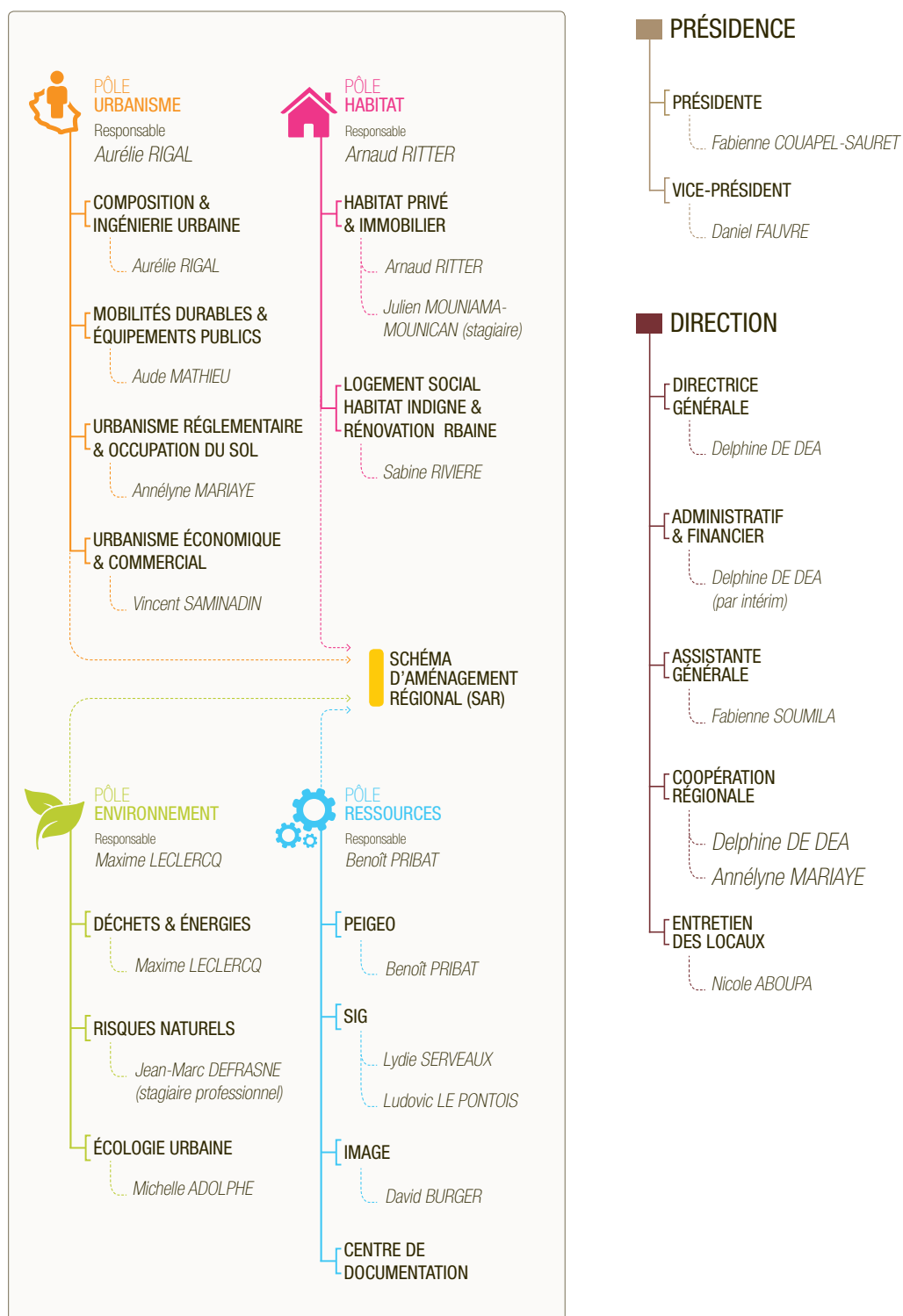
Directeur Général de l'ARS-OI
(succédant à Madame Suzanne COSIALS)

M. Joël PERSONNE

Directeur de la SEMADER



L'ORGANIGRAMME DE L'AGORAH EN 2015



L'ÉQUIPE DE L'AGORAH EN 2015



Aurélie RIGAL



Julien MOUNIAMA-MOUNICAN



Michelle ADOLPHE



Pauline SEIGNE



Fabienne SOUMILA



Vincent SAMINADIN



Delphine DE DEA



Benoît PRIBAT



Ludovic LE PONTOIS



Sabine RIVIERE



David BURGER



Maryse CHAMANT



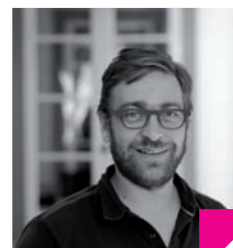
Marion OVIZE



Nicole ABOUPA



Aude MATHIEU



Arnaud RITTER



Annélyne MARIAYE



Clency HENRIETTE



Lydie SERVEAUX



Maxime LECLERCQ

- Direction
- Pôle Urbanisme
- Pôle Habitat
- Pôle Environnement
- Pôle Ressources
- Missions transversales

Effectif en absence : Valérie Anne SERVIABLE (Congé parental)



LES EXPOSITIONS DE LA VILLA LENOIR



L'EXPOSITION PERMANENTE

Février 2015

En octobre 2014, l'agence s'est installée au sein de la Villa Lenoir permettant aujourd'hui au personnel d'investir le rez-de-chaussée et l'étage supérieur. Un an après cette installation, la demeure confirme peu à peu son rôle d'agora et accueille désormais de nombreux acteurs venant participer aux réflexions sur l'aménagement du territoire.

Le chantier de rénovation s'est déroulé tout au long de l'année 2014 et s'est poursuivi ponctuellement en 2015. La transformation a été particulièrement importante et l'agence a souhaité garder la mémoire de cette «renaissance de la Villa Lenoir» à travers une exposition photographique. Pour cela, l'AGORAH s'est fait accompagner d'un photographe, Romain Philippon, afin de capturer les différentes étapes du chantier. La sélection des photographies a ensuite donné lieu à l'exposition permanente qui est aujourd'hui visible au sein d'un espace dédié dans la Villa Lenoir.

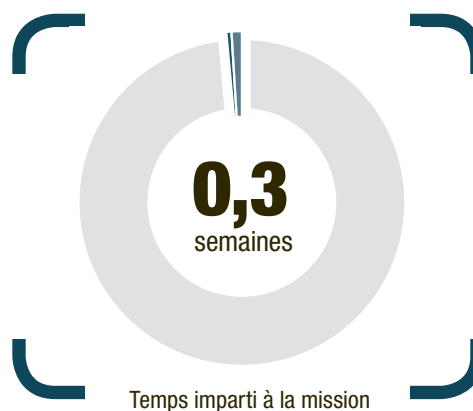
Lorsque j'ai visité la Villa Lenoir pour la première fois avec Delphine De Dea, le temps s'est un peu arrêté. Ces craquements de plancher, ces grincements de volets, cet écho de pièce vide, et ces bruits d'oiseaux qu'on vient déranger. Les sons ! Ce furent mes premières sensations. J'ai cru à une certaine lourdeur dans l'atmosphère, comme si de vieux et pesants souvenirs voulaient nous envelopper. Mais tout cela fut vite dissipé. Le calme et la sérénité des lieux l'emportèrent très rapidement. Cette «vieille dame» qui avait besoin d'être soignée, avait l'air heureuse qu'on lui ouvre à nouveau les portes. Photographiquement, j'ai donc centré mon regard sur la bâtisse, malgré l'armée de fourmis ouvrières qui l'ont entourée pendant plusieurs semaines. J'ai mis en avant ses rides et ses articulations, son dépoussiérage et son rajeunissement. Pendant plusieurs semaines, je suis passé sur le chantier, et j'ai vu les effets inverses du temps qui passe, comme une magie nécessaire. Tout comme la photographie est essentielle pour la mémoire de notre société, je me suis rendu compte à quel point la préservation de notre architecture était nécessaire pour notre héritage et notre culture.

Romain Philippon

L'EXPOSITION TEMPORAIRE

Afin de valoriser le cadre exceptionnel de la Villa Lenoir rénovée, et en écho à l'exposition permanente dédiée à la « renaissance » du lieu, l'AGORAH souhaite accueillir chaque année une ou plusieurs expositions temporaires. Illustrant obligatoirement la thématique de l'identité du territoire réunionnais, ces expositions peuvent s'approprier les murs intérieurs de la case créole, mais aussi les jardins et espaces extérieurs, les façades... sous réserve de l'accord des Monuments Historiques pour ce bâtiment classé.

Pour impulser la dynamique culturelle d'un regard sensible sur le territoire, l'AGORAH a choisi d'accueillir en 2015 l'exposition temporaire « Fragments » - 2015 - par Morgan FACHE, François GAERTNER, Eric LAFARGUE, Romain PHILIPPON, Antonio PRIANON.





PAINS

MON SUSHI
JAPAN EXPRESS FOOD



CC DUPARC STE MARIE
TÉL: 0262 2010 00
QUARTIER CATHÉDRALE STE DENIS
TÉL: 0262 201 00

OUVERT
<<<<

Pôle Urbanisme

A large, stylized orange figure is centered in the background. The figure has a circular head and a rectangular torso. Its arms are outstretched, and it appears to be holding a large orange circle that is positioned above the figure's head, partially overlapping the word 'Urbanisme'.

COMPOSITION URBAINE	20
CAHIERS URBAINS	23
APPROCHE ENVIRONNEMENTALE DE L'URBANISME – ADEME	25
PLANIFICATION URBAINE	27
MOBILITÉS DURABLES	30
FONCIER ÉCONOMIQUE	34
OBSERVATOIRE DES ÉQUIPEMENTS	36

COMPOSITION URBAINE

LIVRE BLANC

CONTEXTE

Dans le cadre de l'action du Plan d'Action Stratégique de l'État 2011-2013 (PASE) concernant la promotion d'un aménagement équilibré à La Réunion, la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) a engagé une démarche collective intitulée « La Ville Durable Réunionnaise – Construisons l'île de demain ! ». La finalité de cette démarche a été la production d'un « Livre Blanc », à partir des axes et actions dégagés lors des réflexions, ce dernier devant constituer le dire de l'État sur la ville réunionnaise durable.

Deux phases de travail ayant déjà eu lieu sur la période 2013-2014, l'AGORAH avait déjà pu participer ou partager des visions et amorcer les pistes de réflexions sur les caractéristiques et les orientations opérationnelles à suivre pour construire des villes durables réunionnaises.

Cette démarche partenariale ayant permis de nombreuses rencontres inter-acteurs, ces fructueux échanges avec les professionnels, les associations et membres de la société civile avaient servi de base au Pôle Urbanisme de l'AGORAH pour permettre la concrétisation d'un livret, intitulé « *A la croisée des regards – La ville durable réunionnaise dans son territoire* ».

A l'issue de ces premiers résultats, l'État a souhaité approfondir et compléter ces réflexions, notamment sur des thèmes ayant été peu abordés lors des phases précédentes. Ainsi, et compte tenu de son investissement dans la démarche, l'agence s'est vue confier cette mission d'approfondissement sur les quatre thèmes suivants :

— La place et le rôle du développement économique dans les villes ;

— Les mobilités durables ;

— L'intégration de la ville dans les grands paysages offerts par l'île ;

— Les spécificités tropicales de la ville réunionnaise durable.

L'objectif était double :

— La co-production d'une grille d'actions avec des éléments de réponses opérationnelles traduisant les enjeux et orientations pour construire des modèles de villes durables réunionnaises ;

— La publication d'un second livret pour valoriser les savoirs-savoir-faire locaux.

MÉTHODOLOGIE

L'AGORAH a ainsi proposé quatre workshops thématiques, ouverts à un public composé essentiellement de professionnels de la thématique, afin d'alimenter la dynamique et d'enrichir les réflexions. Sur chacun des workshops, l'animation a pris les formes suivantes :

— Interventions d'experts (opérationnels et techniciens) sur chaque sous-thème,

— Mini-ateliers thématiques par sous-groupes (de 4 à 6 personnes),

— Restitutions à l'ensemble des participants.

En effet, afin d'étudier de manière transversale chaque thème, plusieurs sujets ont été abordés :

— Thème n°1 : La place et le rôle du développement économique dans les villes :

■ La ville connectée grâce aux innovations numériques dans l'aménagement urbain ;

■ Les zones commerciales périphériques et l'attractivité des centres villes ;

■ La place des zones d'activités économiques dans l'aménagement du territoire ;

- La culture comme vecteur de développement économique à l'échelle du territoire.

L'animation a été assurée par Christopher GLICK, Directeur de l'Association de Gestion du Centre-Ville Dionysien et Shanti MERALLI-BALLOU, Président-Directeur Général de l'agence Silicon Village.

— Thème n°2 : Les mobilités durables :

- L'intermodalité à La Réunion,
- Les mobilités douces et alternatives.

L'animation a été assurée par Matthias LE PESQ, Chef de projet PDU / Référent mobilités Ecocité au TCO et Karim LECHLECH, Directeur Transports et Déplacements à la Région Réunion.

— Thème n°3 : L'intégration de la ville dans les grands paysages offerts par l'île :

- L'impact de la composition urbaine sur le Grand Paysage et la nature en ville ;
- L'ouverture des villes sur le littoral.

L'animation a été assurée par Annick MIQUEL, Directrice de l'Observatoire Villes Ports Océan Indien, Laurence BREGENT, Directrice du bureau d'études Zone Up, François GARDE, Professeur des Universités à l'Ecole d'Ingénieurs ESIROI de l'Université de La Réunion et Fabrice BOYER, Responsable secteur Sud du Parc National de La Réunion

— Thème n°4 : Les spécificités tropicales de la ville réunionnaise durable.

- Benchmark des bonnes pratiques de villes tropicales durables ;
- L'urbanisme tropical développé à La Réunion ;
- La résilience urbaine.

Sur ce dernier thème, l'AGORAH a dans un souci d'animation différenciée organisée sur une journée, un diagnostic en marchant dans les rues de Saint-Denis, suivi d'une conférence, afin d'illustrer les enjeux et problématiques soulevés lors des workshops. Ainsi, en première partie de journée, la marche exploratoire autour de différents sites de la ville de Saint-Denis s'est articulée autour

d'une présentation de projets urbains et d'une analyse in-situ de la composition urbaine et territoriale. L'animation a été assurée en binôme, par une intervenante locale et un intervenant extérieur pour un regard distancé :

— Christine PARAME, Directrice Générale Adjointe au Service Développement Urbain de la mairie de Saint-Denis,

— Matthias ARMENGAUD, urbaniste et directeur d'AWP, agence de reconfiguration territoriale.

En seconde partie de journée, Matthias ARMENGAUD a animé avec l'AGORAH, une conférence sur les spécificités tropicales de la ville durable réunionnaise. Ce temps de partage a permis aux acteurs de la ville, du paysage et du développement durable, d'échanger avec un urbaniste de renommée internationale.

Le circuit de déambulation proposé a été le suivant :

— Départ de l'AGORAH,

— Le Barachois jusqu'à l'Espace Océan, pour investir la thématique de l'intégration de la ville dans les grands paysages offerts par l'île et les projets urbains de la ville de Saint-Denis,

— Le Carré piéton, pour aborder la question de la place et du rôle du développement économique dans les villes.

— Les participants ont pu échanger et débattre au cours du circuit.



À la suite de cette marche exploratoire, une conférence animée par Matthias Armengaud a été proposée en seconde partie de journée, afin d'une part, d'identifier les bonnes pratiques réunionnaises en matière de ville durable et pouvant être exportées à l'international, et d'autre part, exposer des solutions et idées importables adaptées au contexte local. Pour aborder ce thème, et notamment sur les questions de l'urbain et de sa relation au climat, à la nature et aux risques naturels, une synthèse traitant des thèmes principaux suivants a été produite :

— L'urbanisme tropical et la résilience urbaine, abordant le concept de ville durable tropicale et du rapport de la Nature dans la construction humaine,



Atelier du Livre Blanc « La place et le rôle du développement économique dans les villes ».

— Un benchmark sur quatre zones tropicales dans le monde (Amérique du Sud, DOM-TOM, Asie du Sud-Est et l'Océan Indien), offrant un aperçu des différentes échelles (la ville, le quartier, les espaces publics, l'architecture) de plusieurs villes.

Un livret a ainsi été produit par l'AGORAH, enrichi de la présentation des projets urbains de Saint-Denis et de l'étude d'AWP sur les spécificités tropicales de la ville réunionnaise.

La publication, et la diffusion auprès des partenaires de l'agence, d'un Livre Blanc thématique reprenant les résultats de l'étude et des ateliers sont venues clôturer cette démarche.

CALENDRIER

L'AGORAH a ainsi organisé un cycle de 3,5 journées d'ateliers professionnels, dédiées aux différentes thématiques à traiter, au cours du mois d'avril 2015 :

— Atelier n°1 « Le rôle et la place du développement économique dans les villes » : Lundi 13 avril 2015 ;

— Atelier n°2 « Les mobilités durables » : Mardi 14 avril 2015 ;

— Atelier n°3 « L'intégration de la ville dans les grands paysages offerts par l'île » : Mercredi 15 avril 2015 ;

— Atelier n°4 « Les spécificités tropicales de la ville réunionnaise durable » : Mardi 21 avril 2015.

RÉSULTATS

Pour veiller à la qualité d'animation de l'atelier, plusieurs types de livrables ont été réalisés :

- Quatre rapports de synthèse thématiques ;
- Des fiches-actions par sous-thématique abordée ;
- Les documents de séance (dossiers préparés préalablement par l'AGORAH)
- Des comptes-rendus de workshops produits par l'AGORAH.

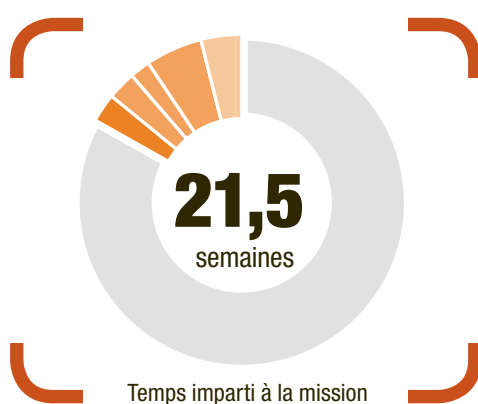
CAHIERS URBAINS

CONTEXTE

Afin de répondre aux enjeux de ses missions d'aménageur et d'opérateur de logements, la SEMADER a sollicité un accompagnement de l'AGORAH afin de disposer d'outils de prospective urbaine, lui permettant de mieux diagnostiquer le territoire et d'anticiper son développement opérationnel futur. A cet effet, l'AGORAH a ainsi apporté un appui méthodologique à la SEMADER en réalisant des diagnostics urbains sur 19 quartiers préalablement identifiés et expertisés par la SEMADER.

Les aires d'étude de ces quartiers étaient réparties sur huit communes : Saint-Denis, Sainte-Suzanne, La Possession, Saint-Leu, L'Etang-Salé, Saint-Louis, Saint-Pierre et Le Tampon. Afin d'intégrer une vision globale, l'AGORAH écrit un 20^e cahier urbain, dont le périmètre a été identifié sur la commune de Saint-André.

Ces diagnostics ont été formalisés sous la forme de cahiers urbains. Leur objectif étant de définir les potentialités de constructibilité de ces quartiers, en fonction de leurs échelonnements dans le temps et de la typologie d'urbanisation.



Un travail de terrain mené par l'équipe de L'AGORAH.

MÉTHODOLOGIE

Pour cela, des parcelles d'aménagement potentiel ont été au préalable identifiées par la SEMADER, puis par l'AGORAH selon deux processus différents. En effet, la méthodologie de la SEMADER a reposé sur des enquêtes de terrain, dont les résultats ont été géolocalisés ensuite par l'AGORAH. Ces parcelles d'aménagement potentiel pouvant être représentées sur l'ensemble des zonages réglementaires. L'AGORAH a complété cette méthodologie en développant un croisement de bases de données lui permettant d'identifier à son tour des parcelles d'aménagement potentiel, mais exclusivement en zones urbaines (zone U) et à urbaniser (zone AU). Dans le traitement opéré sur les bases de données, plusieurs paramètres pouvant contraindre l'aménagement de ces parcelles ont été exclus (zones « interdiction » des PPR, les Zones d'Activités, les routes, ...).



À partir de ces premiers résultats, l'AGORAH a ainsi proposé des répertoires de données croisées dressant sur chaque périmètre d'étude une analyse géographique, historique, démographique, réglementaire (SAR, POS/PLU,...), environnementale (PPR, ZNIEFF,...), du marché de l'habitat, de la composition urbaine, des équipements publics, des transports et des mobilités, etc. Des cartographies viennent appuyer ces analyses.

Chaque cahier urbain évalue par conséquent, le potentiel de constructibilité de ces parcelles d'aménagement en s'appuyant sur un état des lieux.

De plus, chaque analyse territoriale a été nourrie par une visite de terrain, afin de se rendre compte concrètement des mutations opérées, des facteurs non-documentaires, des composantes et des réelles potentialités de constructibilité.

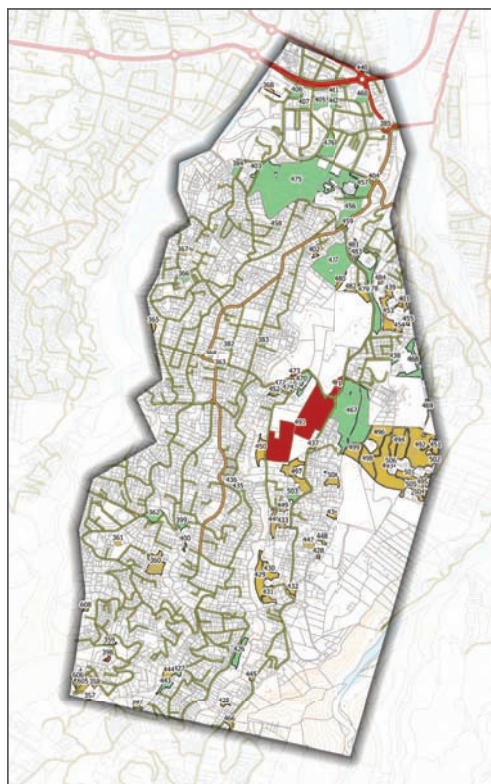
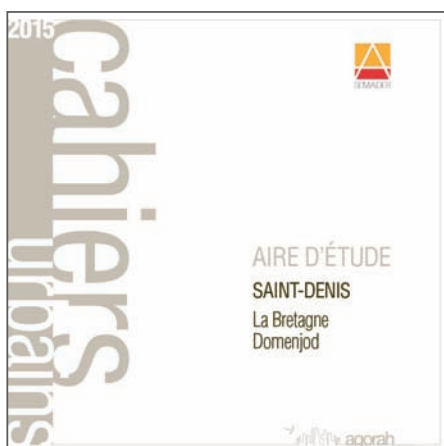
RÉSULTATS

Chaque cahier urbain est accompagné d'une cartographie nommée « carte des potentialités de constructibilité » et d'un tableau récapitulatif, représentant de fait une classification des potentialités de constructibilité de ces parcelles d'aménagement potentiel en fonction de différents enjeux :

- Réglementaire,
- Environnementaux,
- Proximité des équipements
- Accessibilité.

En outre, les livrables finaux qui ont été remis à la SEMADER sont :

- Les vingt cahiers urbains,
- Un rapport de synthèse de ces vingt diagnostics urbains.



APPROCHE ENVIRONNEMENTALE DE L'URBANISME – ADEME

CONTEXTE

Suite aux engagements nationaux lancés entre 2008-2010 (évaluation nationale de l'ensemble du dispositif AEU et Grenelle de l'Environnement), pour faire évoluer la démarche de l'Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU) vers l'AEU2, l'ADEME REUNION a confié à un groupement de trois bureaux d'études locaux (LEU, GB2 et SICLE AB), une mission d'évaluation et d'analyse de 6 projets ayant fait l'objet d'une AEU (la ZAC Beauséjour à Sainte-Marie, la ZAC Carreau jardin à Bras-Panon, le PRU de Saint-Paul, la RHI de Saint-Louis, la ZAC de la Madeleine à Saint-Benoit et la ZAC de la Saline) et d'un projet emblématique et environnementalement performant (la ZAC Cœur de Ville à La Possession).

OBJECTIF

L'évaluation réalisée par le groupement a été très exhaustive sur les 7 projets, dont la réflexion s'est orientée sur trois grandes thématiques :

- La contextualisation du projet ;
- L'analyse du portage politique et du mode de gouvernance de projet ;

L'évaluation des trois thèmes structurants : la programmation dans les projets d'aménagement, les transports et la mobilité et enfin la gestion de l'eau, le paysage et la biodiversité.

C'est à ce titre que l'ADEME a confié à l'AGORAH une mission d'accompagnement auprès des réseaux d'acteurs, permettant d'appréhender et partager les savoirs et savoir-faire en termes de développement durable. L'organisation d'ateliers et des visites de sites ont ainsi valorisé les investigations initiales.

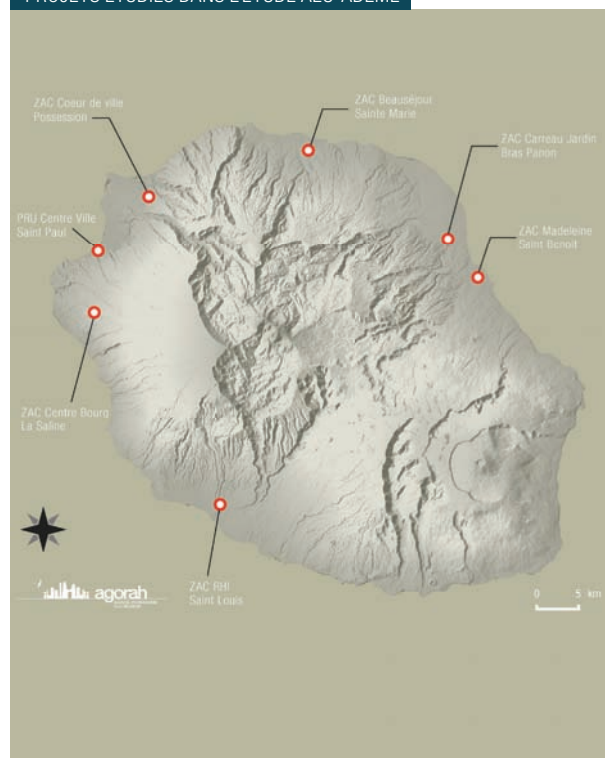
RÉSULTAT

L'AGORAH a ainsi produit des réflexions et animé des rencontres interactives.

Rapport synthétique

Afin de permettre la réappropriation, la synthèse et la communication de l'évaluation initiale, l'AGORAH a élaboré un rapport synthétique et pédagogique, présentant par une analyse transversale les thématiques étudiées et faisant état des échanges tenus lors des ateliers et des conclusions de ces derniers.

PROJETS ÉTUDIÉS DANS L'ÉTUDE AEU-ADEME



Animation de 6 ateliers et une visite de site

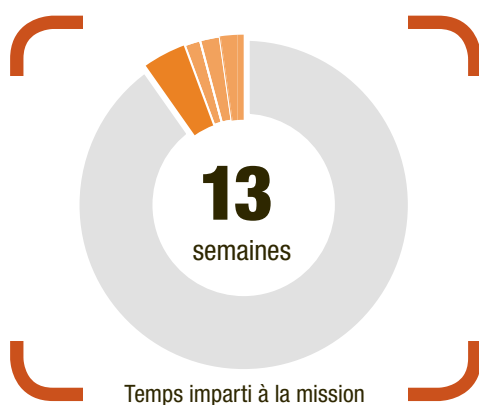
Pour valoriser l'évaluation initiale et échanger avec les acteurs locaux sur les pratiques de la mise en œuvre des préoccupations environnementales dans les projets d'aménagement et de renouvellement urbain, il a été proposé un cycle d'ateliers et de visites, dont selon le planning détaillé ci-dessous :

— Thème 1 : Gouvernance et Pilotage dans les projets d'aménagement, le 26 novembre 2015, après-midi

- Atelier 1 – le pilotage et la gouvernance dans les projets d'aménagement - Interventions de Jean-Louis Maillot (CIVIS) et Aude Quid'beuf (ville de La Possession).



Atelier 1 – « Le pilotage et la gouvernance dans les projets d'aménagement » 26 novembre 2015.



— Thème 2 : Extension ou valorisation urbaine, la ville réunionnaise de demain,

- Visite de la ZAC de La Saline : 8 décembre 2015 matin ;
- Atelier 2 – la reconversion des friches industrielles / les dispositifs environnementaux (trame verte et bleue, gestion des eaux pluviales...) comme composantes de la ville de demain - Intervention de Laurent Marin (Atelier LD Austral) : 8 décembre 2015 après-midi ;
- Atelier 3 – l'attractivité des villes nouvelles par l'accessibilité et les modes de déplacement alternatif / conception et programmation d'une nouvelle ville – Interventions de Matthias Le Pesq (TCO) et Sandrine Roussot (SEMA-DER) : 11 décembre 2015 matin.

— Thème 3 : Faire des quartiers en renouvellement urbain des quartiers exemplaires ?

— Atelier 4 – l'exemplarité environnementale dans les projets de renouvellement urbain par l'économie des ressources, la diversité, la mixité, le désenclavement, la mobilité ou encore la mutabilité des projets - Interventions d'Anne-Sophie Hainsselin (ANRU) et Florence Desnos (Ville du Port) : 14 décembre 2015 après-midi ;

— Thème 4 : Sociologie des usages et des usagers.

- Atelier 5 – Les outils de sensibilisation et d'appropriation des usagers aux enjeux du développement durable - Interventions de Simon Brochut (ANRU) en visioconférence depuis le siège de l'ANRU, Sébastien Clément (Ecole du Jardin Planétaire), Stéphanie Abrousse (TECHNE CITE) et Didier Ah-Nieme (GB2) : 17 décembre 2015 après midi.

PLANIFICATION URBAINE

BASE PERMANENTE DES POS ET DES PLU

CONTEXTE

Sous l'impulsion de ses partenaires, l'AGORA a œuvré depuis 2012 pour réaliser et mettre en œuvre opérationnellement un référentiel géographique numérique et normalisé des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols (POS) et Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)) en vigueur sur le territoire réunionnais.

Cette base de données, dénommée « Base permanente des POSPLU » se veut être un outil évolutif d'aide à la décision, à la conduite des politiques publiques, pour tous, tant les services administratifs et les professionnels, que les citoyens. La plus-value ajoutée à cette base de données a été le développement d'une application web, accessible par tous, via la plateforme géomatique régionale PEIGEO (Plateforme d'Echange de l'Information GEOgraphique).

La Réunion a ainsi souhaité se mettre en cohérence avec les obligations législatives européennes et nationales (directive INSPIRE, ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013,...), dont les objectifs de ces dernières années visent notamment la création d'un « portail national cartographique ». En effet, les collectivités sont désormais soumises à des obligations de transmission numérique de leurs documents d'urbanisme et servitudes d'utilité publique, puisqu'à compter du 1er janvier 2020, le caractère exécutoire du document d'urbanisme sera conditionné par leur publication sur ce « portail national ».

RÉSULTATS

À ce jour, la base permanente des POS et PLU comporte l'intégralité des 24 communes de l'île. De même, l'application web de la base permanente des POS-PLU est opérationnelle sur PEIGEO depuis début 2015. Elle propose de visualiser à la parcelle pour chaque zonage réglementaire, le règlement associé. Lorsque une zone a fait l'objet d'une procédure de modification ou de révision impactant sur le règlement, est ajouté le règlement ainsi modifié.

Pour ce faire, un aplat de couleurs est proposé en fonction des zonages réglementaires et s'organise comme suit :

- les zones urbaines (U) en rouge ;
- les zones à urbaniser (AU) en orange ;
- les zones agricoles (A) en jaune ;
- les zones naturelles (N) en vert.

Des travaux d'actualisation de la base de données ont été menés par le biais d'entretiens réguliers avec les services concernés des collectivités, afin de maintenir la dynamique de l'outil. Des mises à jour ont ainsi pu être effectuées sur quelques communes ayant engagé des procédures de révision simplifiée, de modification simplifiée ou de modification.



Il n'y a pas eu de PLU approuvé en 2015. En effet, à ce jour il y a quatre communes disposant d'un PLU « Grenelle ». Les 20 communes restantes sont actuellement en cours de révision ou d'élaboration de leur document d'urbanisme, afin de répondre aux exigences juridiques (lois Grenelle, ALUR) visant le renforcement de la dimension environnementale et territoriale des documents d'urbanisme par de nouveaux objectifs (gestion économe des espaces agricoles, naturels et forestiers ; amélioration de la performance énergétique des bâtiments ; préservation de la biodiversité ; etc.). L'échéance pour l'application de ces nouvelles dispositions étant fixé pour au 1er janvier 2017.

ECO PLU PARTICIPATIF LA POSSESSION

CONTEXTE

La commune de La Possession a prescrit la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour laquelle elle a confié au bureau d'études CODRA la réalisation des pièces matérielles réglementaires. Voulant bâtir un document d'urbanisme innovant, attaché à une vision durable de son territoire, elle s'est associée à l'AGORAH pour élaborer un « Eco-PLU », dont les objectifs de respect de l'environnement et de qualité du projet urbain seront prépondérants. De même, la commune souhaite intégrer, tant dans l'élaboration du document réglementaire, que dans les orientations privilégiées par lui, une démarche participative, auprès des citoyens.

Cette mission, d'une durée de 9 mois, a commencé en septembre 2015, et s'achèvera en juin 2016.

OBJECTIF

L'AGORAH a développé sa démarche au regard des cinq finalités du développement durable fixées à l'article L 110-1 du code de l'environnement :

- 1° La lutte contre le changement climatique ;
- 2° La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
- 3° La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
- 4° L'épanouissement de tous les êtres humains ;
- 5° Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

De même, et afin de disposer d'un projet de territoire structurant, cet « Eco-PLU » sera par les documents complémentaires produits par l'AGORAH (cahiers transversaux de type « plans guides », cahiers urbains spécifiques aux projets d'aménagement, cahier développement durable...), une articulation entre la vision stratégique du développement urbain, l'outil de cadrage de ces orientations et les déclinaisons opérationnelles.

L'AGORAH a également proposé la mise en œuvre d'une démarche participative auprès des citoyens. Différentes actions (diagnostics en marchant, « Zonages à dire d'acteurs », ateliers inter acteurs, atelier de co-production du PADD...) sont menées tout au long de l'élaboration de « l'Eco-PLU participatif » venant compléter par le regard croisé des élus, des professionnels de l'aménagement et des habitants, les productions réglementaires.

En 2015, la démarche participative s'est appuyée sur des diagnostics en marchant, associant élus municipaux, représentants des Conseils de Quartiers et experts techniques. Sous la forme d'un atelier d'une quinzaine de personnes, ces circuits marchés ont permis de

formaliser les orientations, enjeux et contraintes du futur ECO-PLU. Quatre sites représentatifs des enjeux du territoire possessionnais ont été identifiés : Moulin Joli pour les Bas, Pichette pour les mi-pentes, Dos d'Ane pour les Hauts et Ravine à Malheur. Ces diagnostics, animés par les représentants de la commune de La Possession et l'AGORAH se sont tenus sur quatre demi-journées réparties entre le 19 novembre et le 12 décembre 2015.

RÉSULTATS

Pendant la phase Diagnostic Environnemental, l'AGORAH a ainsi produit une analyse fine de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers depuis 2005 en mobilisant de nombreuses bases de données, des propositions de mesures à prendre en considération dans l'ECO-PLU, et la priorisation de critères « mesurables » pertinents.

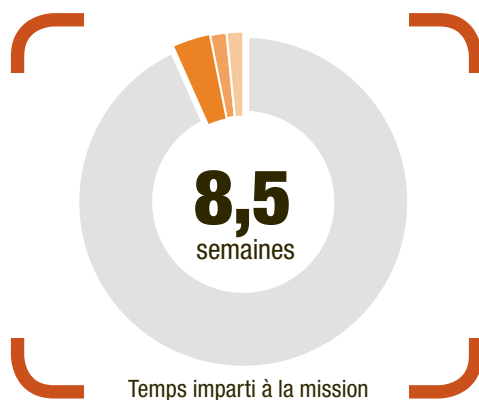
L'AGORAH a aussi produit un livret de présentation pour chacune des marches exploratoires, enrichi des extraits du diagnostic réalisé par le CODRA et d'un carnet d'enquête qui a été remis à chaque participant. Ces derniers dûment remplis ont été analysés et synthétisés dans un « cahier participatif », et viennent alimenter le diagnostic environnemental.



Diagnostic en marchant de Dos d'Ane.



Diagnostic en marchant du quartier Moulin Joli.



MOBILITÉS DURABLES



Pistes cyclables dans le quartier de Ravine Blanche à Saint-Pierre.

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SRIT ET DU PRV

CONTEXTE

La Région Réunion a missionné l'AGORAH afin de réaliser l'évaluation environnementale du Schéma Régional des Infrastructures et des Transports (SRIT) et du Plan Régional Vélo (PRV) de La Réunion.

Le SRIT et le PRV sont des documents de prospective territoriale qui visent à établir les principales orientations en matière de transports et de déplacements à La Réunion d'ici à 2030.

Ils sont élaborés à partir d'un diagnostic détaillé du territoire et proposent des actions à mettre en œuvre pour développer au mieux et faciliter les mobilités sur le territoire.

OBJECTIF

L'évaluation environnementale de ces documents a pour but de limiter l'impact négatif de la mise en œuvre des actions qu'ils proposent sur les composantes de La Réunion. Cette évaluation permet ainsi d'intégrer au mieux les actions de développement proposées aux spécificités du territoire tout en veillant à la préservation de ce dernier.

RÉSULTATS

L'évaluation environnementale du SRIT et du PRV de La Réunion menée par l'AGORAH, a permis la réalisation du rapport réglementaire ainsi qu'une exposition itinérante pour l'information du public. Le rapport était organisé comme suit :

Un résumé non technique : il est destiné à donner les principales clés de lecture et les principales informations au grand public. Il s'agit d'un résumé simplifié du document d'évaluation environnementale.

— Une présentation des documents : elle permet de faire une présentation des documents concernés par cette évaluation environnementale ici le SRIT et le PRV. Elle fait un rappel des documents cadres et de la réglementation en matière de mobilités et recense les acteurs ayant participé à l'élaboration de ces projets.

— Un état initial de l'environnement : il s'agit d'un diagnostic exhaustif du territoire permettant une analyse des différentes composantes environnementales de La Réunion. Il a également pour but de faire un état des lieux de l'ensemble des domaines en lien avec la thématique des déplacements (infrastructures, santé publique, émissions de polluants, ...).

— Les scénarios retenus : cette partie permet de présenter les différents scénarii proposés avant la validation définitive du document. Elle permet d'observer les évolutions des documents entre leur lancement et leur approbation. Les actions proposées peuvent alors être modifiées au cours de l'élaboration du document et ainsi limiter son impact sur l'environnement.

— L'incidence environnementale : elle consiste en une évaluation des incidences potentielles de la mise en œuvre des actions du SRIT et du PRV sur l'ensemble des composantes environnementales détaillées et étudiées lors de l'état initial de l'environnement et d'ainsi mesurer les impacts du document sur le territoire.

— Les mesures : elles sont proposées afin de lutter contre les effets potentiellement négatifs de la mise en œuvre des documents sur le territoire. Il existe trois types de mesures : évitement, réduction et compensation. Elles visent donc à limiter voire à supprimer les impacts négatifs de la mise en œuvre des actions sur chacune des composantes environnementales.

— Les indicateurs de suivi des effets du SRIT et du PRV sur l'environnement : ils ont pour but d'analyser et de faire un état des lieux de la mise en œuvre des actions des documents sur le territoire. Ils sont également là pour apporter une vision quant à l'efficacité du document et peuvent donc servir à le modifier ou à l'adapter afin qu'ils répondent au mieux aux attentes établies en amont.

— Analyse des méthodes utilisées : cette ultime partie permet de réaliser un exposé de la méthode retenue pour réaliser cette évaluation environnementale et notamment pour calculer l'incidence des actions sur l'environnement ainsi que l'efficacité des mesures proposées. Elle reprend également chacune des étapes de la composition du document et donne un aperçu des difficultés rencontrées lors de son élaboration.

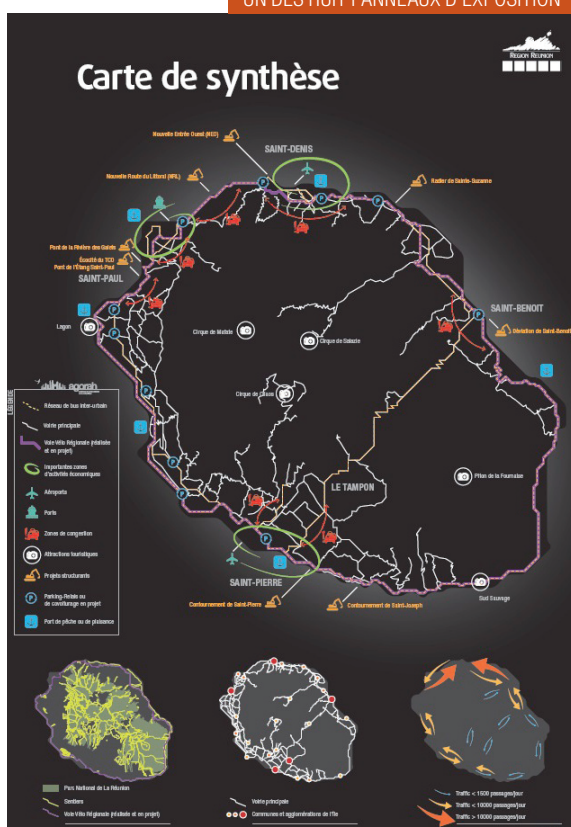


EXPOSITION AUTOUR DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SRIT ET DU PRV

CONTEXTE

Le Code de l'Environnement prévoit une mise à disposition du public pour toute évaluation environnementale. Dans ce contexte, une exposition itinérante a été organisée durant deux mois de novembre à décembre 2015. Les pièces de l'évaluation environnementale accompagnées des documents du SRIT et du PRV et d'un cahier de doléances ont donc été proposées au grand public afin de recueillir leurs avis sur cette démarche.

UN DES HUIT PANNEAUX D'EXPOSITION



OBJECTIF

L'objectif premier était de communiquer autour de cette action phare qu'est l'évaluation environnementale du SRIT et du PRV tout en offrant, grâce à l'exposition, les clés de compréhension nécessaires au grand public.

Ainsi, les 8 panneaux ont permis de donner un aperçu :

- Du SRIT,
- Du PRV,
- De la procédure d'évaluation environnementale,
- Des éléments phares issus du diagnostic,
- Des enjeux relevés,
- Des impacts potentiels de la mise en œuvre des actions sur le territoire,
- Des mesures proposées afin de limiter l'impact négatif des actions, Des principaux projets et problématiques en matière de déplacements à La Réunion grâce à une carte de synthèse.

RÉSULTAT

La mise à disposition du public a été mise en itinérance afin de toucher un maximum de personnes. Ainsi, elle a été proposée :

- Pendant 2 semaines à La Région Réunion,
- Pendant 2 semaines à l'AGORAH,
- Pendant 3 semaines dans les antennes de La Région Réunion sur les différents bassins de vie,
- Pendant une semaine dans le local des Grands Chantiers de la Région Réunion.

Cette démarche a permis de communiquer autour des projets phares en matière de déplacements menés par la Région Réunion mais également de recueillir l'avis de la population sur cette thématique. Une fois les remarques répertoriées, ces dernières ont permis d'adapter le document d'évaluation environnementale afin qu'il soit en accord avec les attentes de la population.

SUIVI ET ANIMATION DU SRIT

CONTEXTE

L'AGORAH a été missionné, en fin d'année 2015, par la Région Réunion afin d'assurer le suivi de l'ensemble des indicateurs ainsi que l'animation autour du SRIT.

En effet, le Schéma d'Aménagement Régional propose 12 actions phares parmi lesquelles figurent l'action 12 « Evaluation et suivi des actions du SRIT ». Les 12 actions sont déclinées en fiches-actions qui proposent des indicateurs de suivi de leur mise en œuvre et de leur impact sur le territoire.

Selon cette fiche action n°12, il s'avère donc nécessaire de mettre en place une organisation destinée à suivre et mesurer les actions du SRIT dont la Région Réunion, en qualité de maître d'ouvrage, en assurera le pilotage qu'elle pourra déléguer.

OBJECTIF

La mission de suivi du SRIT a trois objectifs majeurs :

- Mesurer l'avancement de la mise en œuvre de ces actions ;
- Evaluer le coût et l'efficacité des actions au regard des objectifs préalablement fixés ;
- Identifier les dysfonctionnements et de proposer les mesures correctives à mettre en œuvre.

Cette mission de suivi sera accompagnée de tout un volet d'animation, de communication et de sensibilisation autour du document et des actions phares qu'il propose.

RÉSULTATS

Cette mission a débuté en fin d'année 2015. Le but est de proposer un suivi cohérent des indicateurs proposés dans le SRIT. Il s'agira de former des groupes thématiques propres à chaque indicateur afin d'élaborer une méthodologie de suivi, de récolte et de mise à jour des données. Des ateliers interactifs seront également organisés afin d'appuyer le volet animation de cette démarche.

OBSERVATOIRE DES MOBILITÉS DURABLES

CONTEXTE

À la demande de ses partenaires et notamment de la Région Réunion, l'AGORAH s'est vue confier la refonte d'une partie de l'Observatoire des Transports et des Déplacements mis en œuvre par l'agence entre 1999 et 2011. Il s'agit alors de créer un nouvel observatoire : l'observatoire des mobilités durables.

OBJECTIF

Il s'agira ainsi d'observer les composantes territoriales de La Réunion en lien avec les déplacements et l'aménagement du territoire comme les pistes cyclables ou encore les arrêts de bus. Le but est également de proposer une prospective territoriale des déplacements par rapport aux documents cadres du territoire (SAR, SRIT, PRV, ...).

RÉSULTATS

La fin de l'année 2015 a permis d'insuffler les premières dynamiques autour de la création de cet observatoire. Un travail a été fait afin de définir les acteurs à mobiliser autour de cette thématique et de ce nouvel outil de prospective territoriale.

Le recueil des premières données a également été réalisé, le but étant d'avoir une vision exhaustive des données existantes en interne à l'AGORAH mais aussi auprès des partenaires de l'agence. Le recensement de ces données a permis de définir les premiers contours de cet observatoire. Enfin, un travail de benchmarking a permis de définir les premières pistes pour la création méthodologique de cet observatoire.

Ainsi, le travail élaboré en fin d'année 2015, permettra, dès le premier trimestre 2016, de lancer cet observatoire avec les premiers Comités, technique et de pilotage, qui permettront de définir le contenu et les objectifs de l'observatoire des mobilités durables.



FONCIER ÉCONOMIQUE

OBSERVATOIRE DU FONCIER ÉCONOMIQUE

CONTEXTE

L'AGORAH s'est vu confier par ses partenaires institutionnels en 2014, la reprise et le pilotage de l'Observatoire des Zones d'Activités Économiques, devenu aujourd'hui l'Observatoire du Foncier Économique.

Désormais, l'observatoire ne se limite donc plus aux zones d'activités de production, de transformation et de service aux entreprises et recense le foncier économique d'une manière plus générale, comprenant :

- Les zones d'activités de production, de transformation et de service aux entreprises,
- Les zones commerciales,
- Les zones de fait (concentration d'entreprises hors périmètre des zones d'activités économiques, mais suffisamment importante pour présenter un enjeu économique),
- Les zones touristiques (accueillant des activités économiques).

OBJECTIF

Aujourd'hui les principaux objectifs de l'observatoire sont les suivants :

- Observer de manière exhaustive et homogène du foncier économique sur le territoire (via l'actualisation et le fonctionnement de bases de données) ;
- Proposer l'analyse dynamique des données ;
- Anticiper les besoins futurs en adoptant une vision prospective : assurer la production de données projetées ;
- Assurer un rôle de centralisation et d'agrégation des données ;

— S'établir en tant qu'outil d'aide à la décision concertée, à usage de planification, à destination des collectivités ainsi que des aménageurs et commercialisateurs ;

— Coordonner, communiquer, animer des temps d'échanges, de restitutions avec tous les acteurs de de l'aménagement du territoire et du développement économique concernés.

Au-delà de ces différents objectifs, un objectif central a été assigné à cet outil qu'est l'observatoire, à savoir de contribuer à une meilleure connaissance pour la mise en œuvre d'une politique éclairée de la gestion du foncier économique réunionnais.

RÉSULTATS

Suite à une année 2014 qui a permis de bâtir, avec les différents partenaires, la nouvelle gouvernance de l'observatoire et la méthodologie de recensement, l'année 2015 a permis de mettre en pratique ces différentes évolutions donnant lieu aux premières productions de l'observatoire :

PRODUCTION DE L'OBSERVATOIRE

Une première expérimentation a eu lieu en début d'année sur le territoire de la commune de Sainte-Suzanne. En coopération avec la CINOR et la commune de Sainte-Suzanne, un travail de recensement des différentes zones d'activités existantes et en projet a ainsi été réalisé. Suite à cette première étape, un travail de terrain a été effectué par l'AGORAH afin de garantir des données qualitatives à l'échelle de la parcelle.

Ce travail de terrain s'est poursuivi par une restructuration de la base de données permettant une actualisation des données sur les zones d'activités de Sainte-Suzanne, mais aussi un suivi de leurs évolutions depuis le premier recensement de l'Observatoire, en 2004.

Ce travail en amont a par la suite permis d'effectuer les premières analyses des dynamiques des zones d'activités économiques de la commune de Sainte-Suzanne via la constitution de l'Atlas du Foncier Économique.

La validation de la restructuration de l'observatoire et de l'expérimentation menée sur la commune de Sainte-Suzanne par le Comité de Pilotage a ensuite permis de poursuivre ce travail de recensement et d'analyse sur l'ensemble du territoire de la CINOR, venant compléter l'Atlas du Foncier Économique.

PILOTAGE DE L'OFE

COTECH n°2 du 13 février 2015

Il s'agissait de présenter l'expérimentation réalisée sur Sainte-Suzanne aux membres du COTECH afin de souligner les atouts et les difficultés que génèrent les évolutions réalisées et d'offrir un aperçu des données pouvant être recensées et analysées.

COPIL n°1 du 2 juillet 2015

L'objet de ce premier comité de pilotage concernait la validation de la nouvelle gouvernance et la méthodologie, afin de poursuivre le recensement sur le reste du territoire réunionnais.

PARTENARIAT AVEC L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Une convention de partenariat entre l'Agence Française de Développement (AFD) et l'AGORAH a été signée le 23 juin 2015. Par le biais de celle-ci, l'AFD s'inscrit ainsi dans la gouvernance de l'OFE et participe ainsi au financement de l'observatoire sur une période de 2 ans.

Les attentes de l'AFD par rapport aux travaux de l'Observatoire du Foncier Économique se concentrent sur la production avant la fin de l'année 2016 d'un atlas des ZAE précisant les retombées socio-économiques sur l'ensemble du territoire, avec des focus sur la localisation des ZAE innovantes et des zones artisanales.

PERSPECTIVES 2016

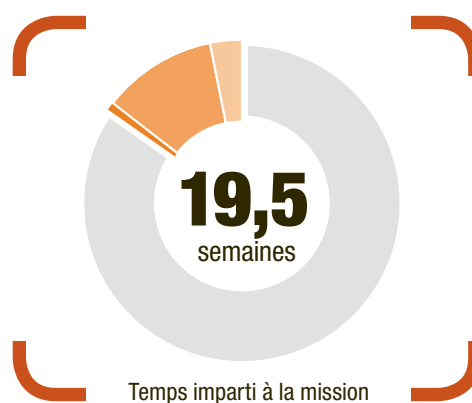
L'enjeu de l'Observatoire du Foncier Économique est de couvrir la totalité du territoire d'ici fin 2016 et d'effectuer une actualisation en continu. Des réflexions transversales et croisées sont également prévues par l'AGORAH, afin d'éclairer les politiques publiques sur les stratégies d'urbanisme économique et commercial à mettre en œuvre.



Réunion du Comité de Pilotage n°1 de l'Observatoire du Foncier Économique.



Parc d'activités de Commune Bègue à Sainte-Suzanne.



OBSERVATOIRE DES ÉQUIPEMENTS

BASE RÉGIONALE DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

CONTEXTE

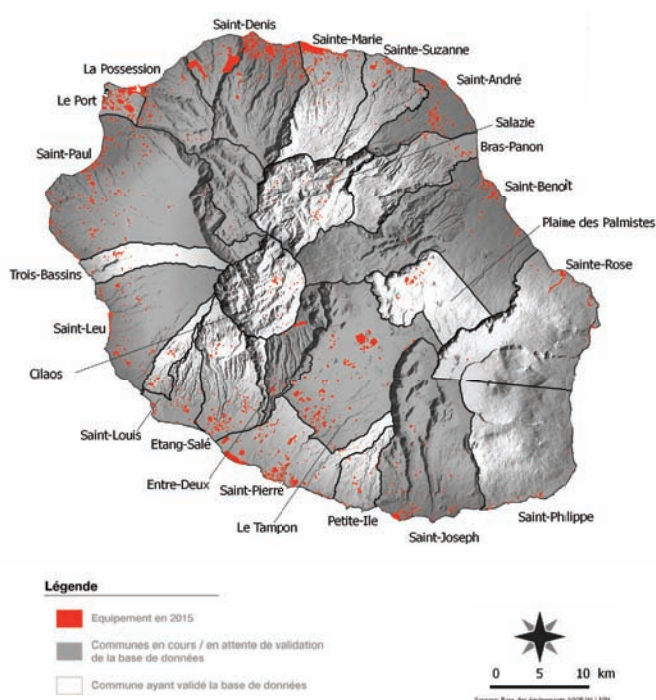
L'AGORAH a créé en 2001 la base des équipements de La Réunion : une base de données recensant de manière exhaustive et proposant une localisation précise des équipements publics ou recevant le public du territoire. En 2005, dans le cadre de la révision du Schéma d'Aménagement Régional, un travail d'actualisation de cette base de données a été fait afin d'avoir une vision globale du développement du territoire.

Dans le cadre de ses travaux d'observation et à la demande de ses partenaires, l'AGORAH propose, à la fin de l'année 2013, une refonte de cette base de données en vue de sa réactualisation. Ainsi, la nomenclature permettant le recensement des équipements a été modifiée afin d'être en adéquation avec les problématiques et les spécificités du territoire mais aussi en vue de prendre en compte les évolutions tant sociétales que territoriales de La Réunion. Ainsi, entre 2013 et 2015, la réactualisation de cette base de données a été menée par l'AGORAH en lien avec les différentes collectivités de l'île notamment grâce aux connaissances des acteurs de terrain.

En fin d'année 2015, l'AGORAH propose de faire évoluer cette base de données en un observatoire à part entière. Cet observatoire des équipements permettra d'avoir une vision stratégique du territoire réunionnais en termes d'équipements.

OBJECTIFS

L'évolution de cette base en un observatoire est une priorité afin d'avoir une vision exhaustive des équipements présents sur le territoire ce qui permettra à l'AGORAH d'apporter son expertise autour de cette thématique. La création de cet observatoire permettra également de fédérer les acteurs de l'aménagement du territoire mais aussi de produire des études transversales ou prospectives autour des équipements.

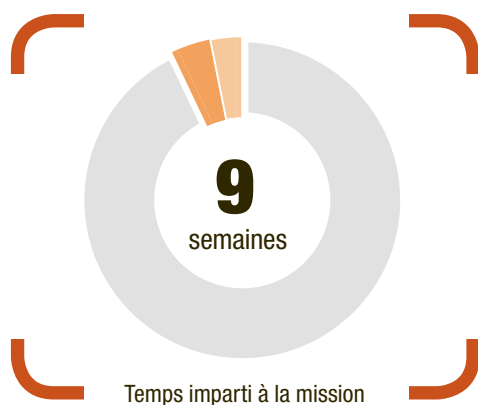


RÉSULTATS

Le travail d'actualisation a été réalisé sur l'ensemble des communes de La Réunion. À la fin 2015, 15 des 24 communes de l'île ont validé l'actualisation sur leur territoire. La précision de localisation des équipements ainsi que les informations détaillées apportées par la base sont une réelle plus-value, notamment pour les communes dans l'aménagement, la structuration et le développement de leur territoire.

La validation des informations sur l'ensemble de La Réunion permettra de dégager des tendances d'implantation et de développement des équipements à l'échelle régionale, mais aussi intercommunale ou en fonction des typologies des quartiers.

Ainsi, en 2015, 4 318 équipements ont pu être recensés contre 3 718 en 2005 soit 600 nouveaux équipements.



Mairie de Saint-Philippe.



Gare routière de Saint-Pierre.



Ecole primaire de Saint-André.





Pôle Habitat

A large, stylized pink house icon with a white outline, positioned behind the title text.

MARCHÉS IMMOBILIERS	40
OBSERVATOIRE DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES (OTIF)	42
OBSERVATOIRE DE L'HABITAT	44
HABITAT INDIGNE	46
OBSERVATOIRE DE L'HABITAT INDIGNE	49
OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT	54

MARCHÉS IMMOBILIERS

EXPÉRIMENTATION NATIONALE DES LOYERS PRIVÉS

CONTEXTE

L'expérimentation nationale d'observation des loyers privés est menée par le Ministère du Logement et de l'Égalité des Territoires en partenariat avec l'ANIL et l'Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne (OLAP).

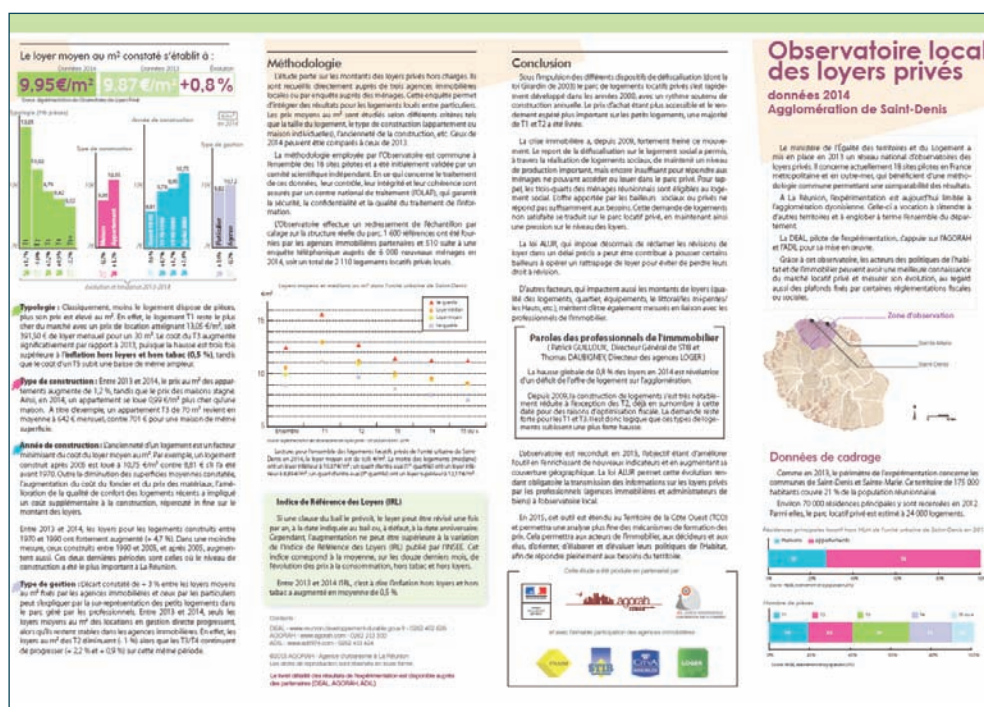
Le 18 octobre 2012, dans le cadre de la loi ALUR, le Ministère du Logement et de l'Égalité des Territoires a lancé un appel à projet afin d'expérimenter un réseau d'observation des loyers privés s'appuyant sur les observatoires locaux. La DEAL, l'ADIL et l'AGORAH y ont répondu conjointement. La Réunion a été retenue le 14 décembre 2012 parmi 38 candidatures.

OBJECTIF

Cette expérimentation a été menée depuis 2013 sur l'agglomération de Saint-Denis (communes de Saint-Denis et Sainte-Marie), territoire cible retenu.

Le parc locatif privé y représente 28 000 logements, dont 49% gérés par les agences immobilières. L'échantillon représentatif a été dimensionné en concertation afin de recueillir 2 500 références de logements auprès des professionnels et 500 références par enquête téléphonique pour toucher le marché de particulier à particulier.

En 2015, le Territoire de la Côte Ouest (TCO) a souhaité que l'observatoire s'étende à ses communes. Pour cela, une subvention spécifique a été accordée à l'AGORAH, en plus de celle du Ministère, pilote de l'expérimentation.



MÉTHODE

Comme les années précédentes, 2015 a été consacrée à mener à bien cette expérimentation, appuyée par un comité scientifique composé d'experts indépendants, qui a garanti la qualité et la rigueur des méthodes de recueil et de traitement des données.

En ce qui concerne les données récupérées en 2014, l'AGORAH et ses partenaires sont arrivés au terme de cette démarche en s'appuyant sur un réseau de professionnels déjà mobilisés dans ce cadre et en sous-traitant l'enquête ménage par la société SAGIS. La rigueur statistique demandée a ainsi permis d'obtenir des chiffres d'une fiabilité incontestable, partagés par tous.

RÉSULTATS

En 2013 puis en 2014, une base de données homogène avec l'ensemble des références récupérées, soit 3 000 logements locatifs privés a été créée. Chaque année, la collecte de données réalisée a permis de mettre à jour les références existantes et de compléter au fur et à mesure cette base. En effet, la conduite de cette expérimentation sur plusieurs années permet d'analyser les tendances des loyers privés sur le territoire étudié. L'analyse a donc été complétée et enrichie en 2015.

Comme l'année précédente, une publication synthétique de 4 pages a été réalisée par l'AGORAH, (en partenariat avec l'ADIL et la DEAL) sur l'analyse des chiffres 2013 et 2014, en apportant une expertise sur les évolutions constatées

En 2015, la collecte de données (en cours) s'est déroulée sur le périmètre initial (Saint-Denis / Sainte-Marie), mais également sur l'ensemble des communes du TCO. L'idée devra être proposée aux autres collectivités (EPCI) afin de disposer d'un financement spécifique pour la mise en place de cet observatoire sur les mêmes territoires en 2016, voire de l'ouvrir à de nouveaux.



Temps imparti à la mission



OBSERVATOIRE DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES (OTIF)

CONTEXTE

La connaissance des marchés immobiliers et fonciers est primordiale à La Réunion. Dans un contexte de forte pression démographique et sur un territoire où les espaces urbanisables sont réduits, les prix ont fortement augmenté sur le long terme, atteignant des niveaux parfois insupportables pour les ménages et les opérateurs. La charge foncière occupe, notamment, un poids important dans tout projet de construction ou d'aménagement.

Le maintien d'un outil de mesure, fiable et suivi, des marchés immobiliers et fonciers s'avère ainsi un préalable indispensable et une première étape à la définition des politiques locales de l'habitat et du foncier.

Or, l'accès aux données relatives aux mutations immobilières et foncières se révèle de plus en plus difficile. Jusqu'en 2006, l'AGORAH a pu collecter, en accord avec les services fiscaux, les informations dont elle avait besoin pour réaliser l'observatoire des transactions immobilières et foncières. La consultation des extraits d'actes notariés centralisés au service des domaines permettait d'établir une base de données complète et fiable en vue d'une analyse des marchés réunionnais. La réorganisation des systèmes d'information fiscale a amené progressivement à une disparition des extraits papier. Cette évolution explique la difficulté de l'AGORAH (tout comme de nombreux organismes en charge d'observation des mutations) à mobiliser aujourd'hui des données et la recherche d'autres sources d'informations potentielles.

Dès 2010, l'AGORAH a acquis pour la période 2007-2010, la base de données issue de la

Chambre des Notaires (Perval) afin de vérifier si son exploitation statistique était envisageable. Cette source a ainsi été récupérée chaque année jusqu'en 2013. À partir de là, une publication, sous la forme d'un quatre pages, a été réalisée en mars 2013 sur l'évolution des prix depuis 2000 à La Réunion. Mais le problème majeur de cette source est le fait que son exhaustivité ne soit que partielle. En effet, son taux de couverture oscille en fonction des années entre 45 et 60% de l'ensemble des transactions conclues sur le territoire réunionnais. Les moyennes statistiques par secteur géographique ne sont donc que peu fiables sur une bonne partie de l'île.

Une note méthodologique d'actions a donc été réalisée, ayant pour objet de définir en 2015, les modalités et possibilités de refonte de l'observatoire des transactions immobilières et foncières, réflexion faisant suite aux échanges entamés avec l'EPF Réunion et la SAFER en 2014, sur la nouvelle source de données disponible, issue de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) : Demande de Valeur Foncière (DVF). Cette dernière pourra faire l'objet d'une transmission de l'EPF Réunion vers l'AGORAH dans le cadre d'une convention d'échange entre les deux structures. Elle définira leurs modalités de transmission et d'utilisation, dans le cadre de l'observatoire.

Dans un contexte de crise du logement, la relance de cet outil se révèle d'autant plus nécessaire. Elle permettra de mesurer les évolutions récentes des prix et des volumes des transactions, et leurs impacts sur les marchés immobiliers et fonciers. L'AGORAH a donc souhaité initier le lancement de l'observatoire des transactions avec ses différents partenaires.

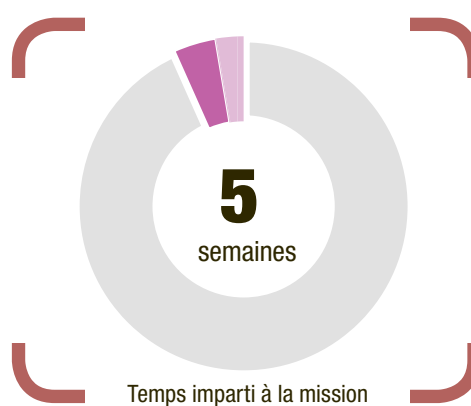
OBJECTIF

Ils s'inscrivent directement dans le cadre de la Loi ALUR qui cherche à « accroître les conditions de transparence sur les prix afin de mieux contrôler les manquements aux règles de déontologie du secteur immobilier ». Sont présentées ci-après les objectifs à atteindre :

- Apporter aux acteurs de l'habitat identifiés, la connaissance et la compréhension des volumes et des prix des biens fonciers et immobiliers ayant fait l'objet d'une transaction selon le type de bien (segmentation du marché), sur différentes périodes ;
- Proposer un suivi de l'évolution de ces volumes et de ces prix dans le temps ;
- Réaliser une approche de la répartition des prix selon différentes régions, communes et découpage infra-communal (quartiers) de La Réunion. Ces unités géographiques pourront faire l'objet de modifications lors des comités techniques ;
- Proposer une connaissance des zonages inscrits aux POS/PLU en vigueur à la date des mutations observées.

RÉSULTATS

Du fait des refus récurrents de la DGFIP quant à la transmission de DVF, l'OTIF a malheureusement pris du retard dans son exécution. Le partenariat à venir avec l'EPF de La Réunion devrait solutionner la question en 2016, du fait d'un partage de données.



OBSERVATOIRE DE L'HABITAT

PORTRAITS DE QUARTIERS CINOR, CIVIS ET TCO

CONTEXTE

En 2014, la CINOR a sollicité l'AGORAH pour la réalisation de « portraits de quartiers », afin d'être accompagnée dans la mise en place d'outils d'évaluation de sa politique de l'habitat. En effet, en vue de son second PLH 2011-2017, la CINOR a missionné l'AGORAH pour la réalisation de 26 portraits de quartiers, 3 portraits communaux (Saint-Denis, Sainte-Marie, Sainte-Suzanne) et un portrait inter-communal (CINOR). Ce travail a également été proposé à la CIVIS afin de poser les bases de son futur PLH et au TCO afin d'évaluer le programme d'actions de son PLH, arrivant à terme en 2016.

OBJECTIF

L'objectif est de disposer de données d'observations quantitatives pertinentes pour suivre l'évolution de ces quartiers au regard de plusieurs thématiques (démographie, habitat, ...) et de poser les bases évaluatives des impacts du PLH sur le territoire.

Une fiche de synthèse par quartier regroupe ainsi une trentaine d'indicateurs à partir des thématiques suivantes :

- Démographie (données INSEE) ;
- Habitat et dynamiques de construction (données DEAL, INSEE, PERVAL, ORL) ;
- Evolutions sociales (données DGI, CAF) ;
- Activités – emploi – formation (pôle emploi, INSEE) ;
- Equipements (base AGORAH, INSEE).

Un cahier détaillé composé des pages « habitat/enjeux d'aménagement/emploi/revenus/insertion » vient compléter cette première partie.

MÉTHODE

La création des « portraits de quartiers » a pu être possible grâce à 4 étapes majeures :

- Phase 1 : création d'une base de données unique « Portraits de quartiers » regroupant l'ensemble des sources de l'AGORAH mises à jour, des sources spécifiques des EPCI et du recollement des différentes bases externes (INSEE/IRIS, RPLS, Sitedel, Perval, CAF, DGI, ...).
- Phase 2 : création de la fiche synthétique et du cahier détaillé sur un tableur et mise en place des liaisons avec la base de données.
- Phase 3 : conception et réalisation des cartes thématiques à l'échelle des EPCI avec croisement d'indicateurs pertinents et de la fiche communes comparative. Rédaction commentaires par thématique pour chaque quartier. Formalisation des synthèses quartiers et commune.
- Phase 4 : assemblage du document final en regroupant les cartes, les fiches communes et quartiers. Chaque commune fait l'objet d'une publication propre.

L'année 2015 a été consacrée à l'actualisation des portraits de quartiers de la CINOR, le rendu de ceux de la CIVIS réalisés fin 2014/début 2015 et le lancement de la démarche sur le TCO, en se basant sur la même méthode, à adapter en fonction de leurs besoins.



RÉSULTATS

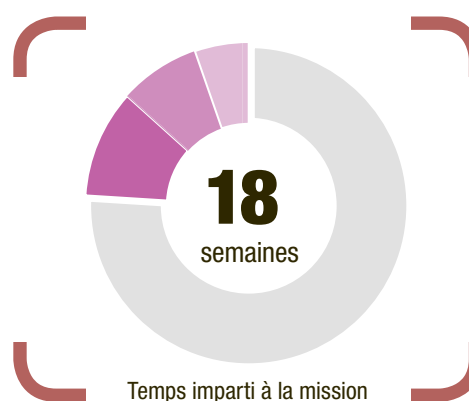
— CINOR : démarrée en octobre 2013, la création de ces « portraits de quartiers » s'est achevée durant le premier trimestre de l'année 2014. Afin de suivre annuellement l'évolution de ces quartiers, l'AGORAH procède à une actualisation de ces monographies, dont la première s'est déroulée de juin à novembre 2015. Leur présentation se passera en même temps que le bilan annuel du PLH, date non fixée à ce jour.

— CIVIS : commencée en juin 2014, les portraits de quartiers ont été livrés en novembre 2014. La restitution de ce travail s'est déroulée en juin 2015, et fera l'objet d'une présentation en Commission Aménagement afin de sensibiliser les élus sur le PLH/PILHI.

— TCO : Réunion de lancement le 17 novembre 2015. Une évolution des fiches quartiers a été proposée fin 2015 en prenant en compte les besoins spécifiques formulés.

La collectivité a en outre souhaité s'appuyer sur le découpage territorial du SCoT TCO afin de disposer d'une analyse croisée entre les documents de planification.

Ces travaux de qualité, déjà partagés avec les partenaires de l'AGORAH, sont aujourd'hui en cours de publication pour une diffusion plus large.



PAGE SYNTHÉTIQUE DES ÉVOLUTIONS ET DES TENDANCES CONSTATÉES ENTRE 2014 ET 2015 SUR LA CINOR :

	Population		Taille moyenne des ménages		Nombre de logements sociaux		Nombre de permis de construire autorisés		Nombre de chômeurs		Stock d'établissements	
	Valeur (2012)	Var. 2010 - 2012	Valeur (2012)	Var. 2010 - 2012	Valeur (2013)	Var. 2010 - 2013	Valeur (2014)	Var. 2012 - 2014	Valeur (2013)	Var. 2012 - 2013	Valeur (2013)	Var. 2012 - 2013
Saint-Denis	145 238	0,1%	2,41	-3,7%	19 593	7,5%	551	-67,0%	22 067	14,6%	10968	7,4%
Centre Ville	17 796	-0,3%	2,32	-3,3%	1 943	2,3%	88	-60,7%	2 408	13,0%	3166	5,5%
La Source Bellepierre	13 112	-0,8%	2,36	-4,2%	1 933	11,6%	78	-54,4%	1 758	13,2%	650	7,0%
Vauban Camélias	12 435	-7,9%	2,28	-4,1%	3 441	4,0%	89	63,4%	2 188	8,9%	783	4,8%
Montgaillard Camélias	11 138	-2,4%	2,34	-2,5%	1 622	14,9%	11	-95,2%	1 818	25,2%	541	7,4%
Butor Ste Clotilde	16 415	2,4%	2,26	-3,8%	3 465	12,4%	54	-86,4%	2 885	17,1%	994	-1,1%
Chaudron Primat	14 569	-0,4%	2,56	-3,5%	4 040	0,7%	6	-96,0%	2 815	12,2%	1602	7,4%
Moufia	14 674	-0,1%	2,20	-2,9%	1 390	2,4%	26	-52,1%	2 283	19,5%	925	12,8%
La Bretagne	12 899	2,6%	2,78	-3,0%	283	0,0%	76	-43,7%	1 619	40,7%	873	22,6%
Domenjod	2 337	12,1%	3,04	-0,9%	71	0,0%	31	72,7%	358	39,2%	111	18,2%
Bois de Nêfles	12 024	8,3%	2,23	-8,3%	720	32,9%	82	-39,5%	1 508	9,8%	553	11,8%
Saint-François	3 077	0,5%	2,84	-1,0%	96	84,6%	3	-70,0%	462	24,5%	113	0,0%
Le Brûlé	1 461	-4,6%	2,75	-1,5%	0	0,0%	1	-75,0%	311	38,0%	63	32,7%
La Montagne	9 234	1,3%	2,79	-3,4%	389	14,4%	3	-96,6%	972	-17,6%	492	-0,4%
Saint Bernard	4 068	-4,1%	2,95	-4,0%	200	52,7%	5	-70,6%	684	1,3%	103	35,5%
Sainte-Marie	31 596	5,5%	2,90	-3,0%	1 485	5,6%	72	-86,7%	4 664	15,5%	1808	19,3%
Centre Ville La Convenance	10 250	2,0%	2,83	-1,4%	1 262	6,3%	3	-99,0%	1 727	14,9%	549	18,0%
Gillot La Mare Duparc	2 249	-0,6%	2,78	0,1%	0	0,0%	3	-62,5%	217	-2,7%	470	39,5%
Rivière des Pluies	2 534	-4,2%	2,67	-8,0%	30	0,0%	2	-50,0%	313	13,4%	239	3,9%
Grande Montée L'Espérance	7 193	2,7%	3,03	-1,0%	162	0,0%	55	174,3%	1 048	19,3%	241	14,9%
La Ressource Beauséjour	7 499	20,1%	2,91	-6,5%	32	14,1%	7	-96,6%	1 039	15,2%	255	13,4%
Terrain Elisa Beaufond	1 872	7,2%	3,20	-5,9%	0	0,0%	2	-60,0%	320	25,0%	54	10,2%
Sainte-Suzanne	22 388	-0,1%	2,97	-3,1%	1 381	0,0%	49	-57,0%	3 585	7,8%	889	12,1%
Centre Ville	4 138	-6,3%	2,78	-3,4%	645	0,0%	8	-9,6%	702	-8,7%	197	9,1%
Les Jacques Bel Air	3 169	0,9%	3,03	-1,7%	406	0,0%	29	-34,8%	550	14,7%	75	11,3%
Bagatelle	4 772	1,5%	3,05	-3,6%	266	0,0%	8	-61,9%	771	13,0%	102	4,1%
La Renaissance	711	1,0%	2,92	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	137	7,0%	17	13,3%
Deux Rives	4 017	2,2%	3,09	-3,3%	0	0,0%	4	-77,8%	614	18,3%	136	14,3%
Quartier Français	5 580	0,9%	2,95	-4,1%	64	0,0%	1	-95,7%	811	8,4%	362	15,7%



HABITAT INDIGNE

ÉTUDE DE FAISABILITÉ SUR LA LOCALISATION DES SITUATIONS DE LOGEMENTS DÉGRADÉS DU PARC PRIVÉ LOUÉS PAR DES MÉNAGES SOCIALEMENT PRÉCAIRES À LA RÉUNION : TEST SUR LA COMMUNE DE SAINT-ANDRÉ

L'ARS, qui anime les actions prioritaires du comité « actions coercitives » du PDLHI (Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne), a souhaité disposer d'une expertise sur la faisabilité et la méthodologie à mettre en place pour localiser les situations cumulant la vulnérabilité sociale des locataires d'un logement et la qualité très médiocre du bâti à partir de l'inventaire des zones d'habitat précaire et insalubre (ZHPI) réalisé par l'AGORAH en 2008 et les données actualisées dans le cadre des PCLHI-PILHI (Plans communaux et intercommunaux de lutte contre l'habitat indigne).

OBJECTIF

L'ARS OI souhaite ainsi mettre en œuvre un repérage actif des locataires du parc privé, socialement défavorisés, habitant dans un logement dégradé, en croisant les bases de données disponibles, afin de traiter les situations qui le nécessitent par les procédures prévues au Code de la santé publique.

Elle a sollicité l'Agence d'urbanisme à La Réunion (AGORAH) en 2014, pour réaliser une étude de faisabilité sur la localisation des situations de logements dégradés du parc privé loués par des ménages socialement précaires à La Réunion. Cette mission s'est échelonnée et finalisée sur le 1^{er} trimestre 2015.

MÉTHODE

Un comité de pilotage a été constitué et assure la définition et le suivi de la méthodologie de l'étude. Courant 2014, plusieurs réunions techniques de suivi (ARS et AGORAH) ont permis de jalonner la démarche afin de valider certains choix méthodologiques qui se sont poursuivis et finalisés en 2015. Il a été convenu que le territoire test serait la commune de Saint-André sur lequel un plan communal de lutte contre l'habitat indigne a été validé.

Cette mission se compose 2 phases d'étude :

— **PHASE 1 : Inventaire et description des sources existantes disponibles** : Cette phase comporte une première étape de « benchmarking » qui identifie des pratiques, études, recherches, une seconde étape, examine et décrypte l'ensemble des sources mises à disposition de l'AGORAH par les partenaires (CAF, DGFIP, INSEE, EPCI, BET...) afin de pouvoir cibler les informations utiles, leur échelle de précision, les traitements possibles et les limites d'usage.

— **PHASE 2 : Phase exploratoire des données, choix des critères pertinents et mise en perspective** : La phase 2 est consacrée au volet méthodologique de l'étude à partir des données du recensement des ZHPI de l'AGORAH, des données PCLHI et des données de la CAF. Cette phase exploratoire retranscrit les étapes de tests et de choix méthodologiques effectués et constituant le processus de construction du modèle de traitement des données. Des investigations complémentaires viennent conforter les options choisies. Enfin, cette phase caractérise les résultats au regard de quelques indicateurs sociaux et urbains, fait la synthèse des enseignements et conclue sur la faisabilité de reconduire l'exercice.

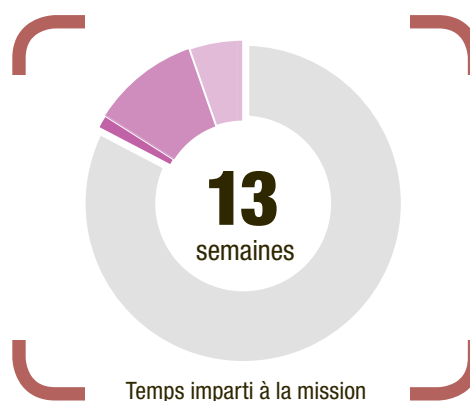
RÉSULTATS

En 2014, l'allongement de délais administratifs en lien avec les autorisations de transmission de la donnée de la CAF ont amené des retards de réalisation de la mission. En effet, en 2014 seule la phase 1 avait pu être finalisée, une dizaine de base de données avaient été examinées et ont donné lieu à la réalisation de fiches descriptives, et une partie sur les méthodes de repérage (benchmark) avait pu être restitué.

Début 2015, le modèle de traitement de données a pu se construire à partir des données des allocataires de l'allocation logement récupérées auprès de la CAF après accord de la CNIL. Les premiers résultats obtenus sur Saint-André permettaient de dénombrer 142 bâtiments indignes, soient 177 logements indignes du parc privé occupés par un locataire (16,3% des logements PCLHI).

Afin de vérifier la pertinence de ces repérages statistiques, des visites de terrain conjointes ARS-CAF ont permis de confronter la méthode à des situations réelles et d'identifier les précautions et limites d'usage au regard des résultats obtenus.

Les résultats ont été présentés aux partenaires principaux de la mission lors d'un comité de pilotage organisé le 9 avril 2015. Un rapport d'étude a été transmis à l'ARS en mai 2015.



Exemple d'habitat indigne à La Réunion.



RECONDUCTION DE LA MÉTHODE DE LOCALISATION DES SITUATIONS DE LOGEMENTS DÉGRADÉS DU PARC PRIVÉ LOUÉS PAR DES MÉNAGES SOCIALEMENT PRÉCAIRES SUR 4 COMMUNES : SAINT-LEU, LE PORT, LA POSSESSION ET SAINT-BENOÎT

CONTEXTE

Les résultats et la méthodologie mise en place sur la « commune test » de Saint-André au stade de l'étude de faisabilité s'étant avérés concluants, l'ARS a souhaité reconduire cet exercice sur d'autres communes du département, en priorisant celles engagées dans des plans de lutte contre l'habitat indigne.

Pour l'année 2015, 4 communes ont été identifiées : La Possession, Le Port, Saint-Benoît et Saint-Leu. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'une convention pluri-annuelle sur la période 2015-2017. Pour les années 2016 et 2017, les 8 autres communes seront à définir par l'ARS en fonction de ses besoins et enjeux.

OBJECTIFS

Cette étude poursuit les objectifs suivants :

- Accompagner l'ARS dans la lutte contre les « marchands de sommeil » en améliorant le repérage de ces situations à partir du recensement de l'habitat indigne issus de Plans Communaux ou Intercommunaux de Lutte contre l'Habitat Indigne (PCLHI-PILHI) réalisés par des BET ou de l'inventaire ZHPI de l'AGORAH lorsqu'il n'y a pas de plans d'actions disponibles et par le croisement de ces données avec celles récupérées auprès de la CAF.
- Caractériser les résultats sur le plan urbain (PRU, PPR) et social sur le modèle de l'étude de faisabilité réalisée en 2014, afin notamment de prioriser le traitement des situations repérées.

MÉTHODE

La mission consiste en :

- La collecte et le traitement des données sur les territoires considérés en suivant la méthode établie dans l'étude de faisabilité réalisée par l'AGORAH en 2014.
- La réalisation de corrections et de vérifications automatiques puis manuelles des situations sélectionnées.
- Le croisement des résultats avec des indicateurs urbains (PRU, PPR) et sociaux (à partir des données CAF) sur le modèle de l'étude de faisabilité réalisée en 2014.
- La rédaction d'un rapport d'étude annuel restituant les résultats pour l'ensemble des communes concernées.
- L'animation de 3 réunions sur le lancement, l'avancée de la démarche et la restitution des résultats qui donneront lieu à la production de relevés de décision et/ou compte rendus et de supports de présentation.

RÉSULTATS

La convention ARS-AGORAH a été signée en octobre 2015. Parallèlement les démarches d'ordre technique (rédaction convention ARS-CAF) et administrative (déclaration CNIL) ont été réalisées dans le cadre de la mise à disposition de données. Ces données de la CAF indispensables au lancement de la mission et le démarrage du processus de traitement est en cours d'acquisition, avec une réception prévue dans la deuxième quinzaine de novembre.



OBSERVATOIRE DE L'HABITAT INDIGNE

CONTEXTE

Enoncée comme une priorité du gouvernement, la politique de lutte contre l'habitat indigne (LHI) revête dans les départements et régions d'outre-mer de nombreuses spécificités. La loi Letchimy apporte depuis juin 2011, des dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne et préconise une meilleure connaissance et repérage des situations au travers la généralisation de plans d'actions de lutte contre l'habitat indigne à l'échelle communale ou intercommunale et le développement d'outils de suivi.

Le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat indigne créé en 2011 à La Réunion placé sous l'autorité du Préfet a pour objectifs de :

- Porter la politique de Lutte contre l'Habitat indigne,
- De structurer et coordonner le travail en réseau entre les différents acteurs de la LHI,
- Et d'élaborer et piloter un plan d'actions départemental.

Parmi les actions inscrites au programme d'actions du PDLHI au travers de ces comités techniques est souhaité la mise en place d'un observatoire habitat indigne rattaché au volet « actions incitatives et aménagement » piloté par la DEAL qui viendra en complément de celui défini par la loi Letchimy (ce dernier étant axé sur le repérage nominatif de l'habitat indigne volet ORTHI et repérage non nominatif de l'habitat informel).

Le déploiement local des plans d'actions de lutte contre l'habitat indigne depuis 2010 avec une phase de diagnostic, actualisant le repérage, et de préconisations, a permis la production de nombreuses données qui demandent à être valorisées et suivies au sein d'un observatoire régional de l'habitat indigne. En effet en 2014,

plus de la moitié des communes de l'île sont engagées dans un PCLHI ou un PILHI qui pour certaines entrent dans une phase de mise en œuvre avec la création d'observatoires locaux.

C'est dans ce contexte précis, et dans la continuité des missions déjà réalisées (inventaire ZHPI) par l'agence, que l'AGORAH s'est vue confier en 2014, par la DEAL, une réflexion sur la faisabilité de l'élaboration d'un futur observatoire régional de l'Habitat Indigne autour d'une série de travaux préliminaires : inventaire des données des PCLHI-PILHI, examens des méthodologies employées, points sur la situation des communes non couvertes par un plan.

En 2015, la mission se poursuit et consiste à proposer une méthodologie d'élaboration de l'observatoire et de déployer les actions prioritaires à sa création.

OBJECTIFS

Un objectif central a été assigné à cet outil :

« Contribuer à une meilleure connaissance du phénomène de l'indignité de l'habitat à La Réunion pour la mise en œuvre et le suivi d'une politique de résorption efficiente ».

À partir de là, 5 sous-objectifs jalonnent cette mission d'observation et d'analyse en continu du phénomène :

- Valoriser et capitaliser les données nouvellement produites dans le cadre des plans communaux ou intercommunaux de lutte contre l'Habitat indigne (PCLHI-PILHI) ;



- Centraliser, homogénéiser les informations existantes et développer un système de remontée de l'information ;
- Proposer des analyses dynamiques des données ;
- Production de notes et de bilans relatifs au phénomène, à son évolution et sa résorption ;
- Coordonner, communiquer, animer des temps d'échanges, de restitutions avec tous les acteurs de l'habitat concernés.

ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIONS EN 2015

L'année 2015 est une année de construction méthodologique et du développement partenarial de l'outil qui s'apprécie en termes d'avancement du processus de création de l'observatoire au travers :

La mise en place d'une méthodologie de l'observatoire

— Une note de cadrage méthodologique a été construite par l'AGORAH courant du 1^{er} trimestre 2015 afin de constituer une proposition méthodologique, une base de réflexion soumise aux partenaires en vue d'assurer une co-construction, une structuration cohérente et une implication collective dans le montage de l'observatoire. Ainsi la méthode proposée, s'appuie **3 phases** :

— **Phase 1 : de définition de la gouvernance autour :**

- D'un **Comité de Pilotage** à la fonction décisionnelle qui se compose des Directions générales/ techniques de l'Etat (Préfecture, DEAL, DJSCS, ARS), du Conseil Régional, du Conseil Départemental, de l'AGORAH, des EPCI, du Délégué Régional de l'ANCCAS, de l'ARMOS et de la CAF.

■ D'un **Comité Technique** qui a pour fonction de réfléchir et donner un avis technique et d'être force de proposition. Il se compose des directions techniques » et/ou « chargé de mission » des partenaires du COPIL, de la Fondation Abbé Pierre, des opérateurs et bailleurs sociaux, de l'animateur du PDALPD, des BET en charge des PCLHI-PILHI.

■ Et d'un **Comité Consultatif** qui a pour objectif d'éclairer le comité technique sur des problématiques spécifiques, retour d'expérience en rapport avec des questionnements, points précis posés en comité technique. Il se compose des partenaires du comité technique auxquels pourront s'ajouter des partenaires institutionnels connexes (ex : INSEE/ SEM d'aménagement/SPL-SPLA, EPFR...), des prestataires, des associations.

— **Phase 2 : de structuration de l'observatoire**

La structure technique de l'observatoire se définit au travers notamment la définition du cadrage sémantique et du champ d'action de l'observatoire, des objectifs et missions de l'observatoire, de l'inventaire des données « socle » et la mise en cohérence de l'observatoire avec les outils et plans déjà existants.

— **Phase 3 : de déploiement de l'observatoire**

Ce déploiement sera effectué selon 3 grands axes inhérents à ce type d'outil : Observation / Bases de données, Etudes / Expertises et Animations.

L'animation et le pilotage des instances de gouvernance de l'observatoire

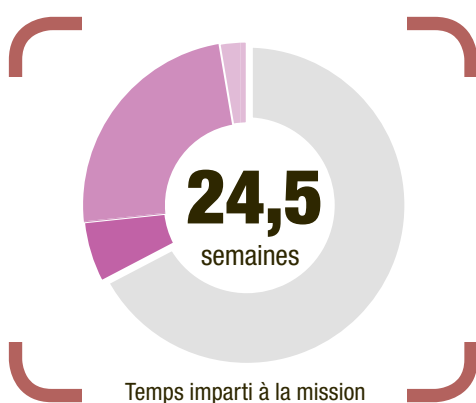
Suite à l'étape de construction méthodologique, plusieurs comités ont été organisés dans l'objectif de partager et de valider les différentes étapes afin d'enclencher la démarche de création de l'observatoire :

— Comité technique N°1 du 30 avril présentant aux partenaires les travaux engagés en 2014, la proposition méthodologique d'élaboration de l'observatoire et la feuille de route 2015,

— Comité de Pilotage N°1 du 17 juin validant la méthodologie de l'observatoire et de la feuille de route 2015. Un communiqué de presse a été réalisé à l'issue du comité de pilotage.

— Une réunion d'un groupe de travail préalable au comité technique N°2 organisé le 6 octobre qui avait pour objectif de présenter l'état d'avancement de l'inventaire et de la collecte des 1^{ères} données et de définir collégialement, les données restantes à collecter pour 2015 et d'envisager de futures exploitations à partir d'un 1^{er} jeu de données.

— Comité technique N°2 du 10 décembre 2015 restituant la méthode et l'état d'avancement à l'issue de la phase de la collecte des données, des propositions de premières exploitations et des suites à creuser pour 2016 sur ce axe de l'observatoire. Parallèlement, sont proposés les 1^{ers} éléments constituant l'armature d'une guide méthodologique (cadre et principes).



Exemples d'habitat indigne à La Réunion.

La mise en œuvre de la phase d'inventaire et de collecte des données

— Etape de prise de contact-rencontres des fournisseurs potentiels de données : prémisses de construction des bases de partenariat et du mode de fonctionnement de remontée de l'information

Ce travail d'échanges et de rencontres des partenaires a été une étape essentielle à la réflexion sur les premières bases de données de l'observatoire.

Un premier inventaire a pu être réalisé, proposé et consolidé sur un plan technique avec les partenaires de l'observatoire.



Collecte d'un 1^{er} jeu de données brutes

L'AGORAH a, dans un premier temps, priorisé la collecte des données sur les volets du repérage de l'habitat indigne et des actions de résorption menées.

Les premières données brutes mises à dispositions en 2015 ou en cours d'acquisition sont les suivantes :

- Signalements et suivi des arrêtés d'insalubrité de l'agence régionale de la santé,
- Les recours à la commission de médiation DALO de la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Les actions d'améliorations de la Fondation Abbé Pierre,
- Financement des opérations de résorption de l'habitat insalubre (DEAL) - phase études et opérationnelle,
- Les améliorations lourdes financées au titre de la LBU (DEAL)
- Le recensement de l'habitat indigne dans le cadre des PCLHI/PILHI de la CIREST et de Petite-Ile,
- Les signalements du guichet unique du TCO, (en attente)
- Indicateurs techniques et sociaux de mise en œuvre du PILHI sur les sites prioritaires d'intervention issus de l'observatoire local de l'insalubrité du TCO (en attente),
- Démarche en cours avec le Conseil Départemental sur le volet « amélioration légère de l'habitat »,
- Démarche en cours auprès de l'ensemble des SEM d'aménagement sur l'état d'avancement du programme des RHI.

— Établissement d'un 1^{er} socle commun d'indicateurs PILHI

A travers la récupération des données des PCLHI – PILHI de la CIREST et de Petite-Ile auprès des bureaux d'études en charge de ces plans en accord avec les communes et EPCI, se dessine la structuration d'une base SIG du bâti indigne qui pourrait permettre de décliner une série d'indicateurs clés, pertinents à différentes échelles de territoire.

Les données issus de l'observatoire du TCO et de son guichet unique des signalements invitent à une réflexion plus globale à mener sur les indicateurs de suivi des actions menées, sur la pertinence d'intégrer des éléments de diagnostic social, technique et de préconisations ou encore sur la question centrale du processus d'actualisation des données à développer. Ces sujets constituent des pistes en temps qu'actions inhérentes à la construction de l'observatoire pour l'année 2016 et qui seront à débattre.

Exploitations d'un 1^{er} jeu de données brutes mises à disposition en 2015

En accord avec les partenaires de l'observatoire, les exploitations possibles ont porté en 2015 sur :

- Les signalements et suivi des arrêtés d'insalubrité de l'agence régionale de la santé ;
- Les recours à la commission de médiation DALO de la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale ;
- Les actions d'améliorations de la Fondation Abbé Pierre ;
- Le financement des opérations de résorption de l'habitat insalubre (DEAL) en phases études et opérationnelles ;
- En fonction de leur mise à disposition : données TCO, DEAL, SEM sur RHI, Conseil Départemental.

Le premier objectif a été de mettre à plat une série de chiffres clés et enseignements généraux par type de données et fournisseurs, quelques croisements de données seront proposés mais demanderont à être consolidés et poursuivis en 2016.

- Structuration des bases de données,
- Consolidation du socle commun d'indicateurs PILHI,
- Formalisation d'un guide méthodologique.

PERSPECTIVES 2016

Courant du 1^{er} semestre 2016, la production d'un guide méthodologique à destination des territoires non couverts qui souhaitent rentrer dans une démarche PCLHI-PILHI sera réalisée afin d'aider à la production d'un socle commun d'indicateurs et à l'homogénéisation des démarches au niveau régional. Poursuite du déploiement de l'outil sur l'année 2016 avec pour actions prioritaires :

- Finalisation de l'inventaire des données,
- Finalisation de la première exploitation des données,



Exemple d'habitat indigne à La Réunion.



Exemple d'habitat indigne à La Réunion.



OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

ÉTAT DES LIEUX ET ANALYSE DES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

OBJECTIF

L'ARMOS a confié à l'AGORAH la réalisation d'une étude pour, d'une part, faire le bilan des opérations d'aménagement « vivantes » (ZAC, RHI, ANRU, permis d'aménager à partir d'un seuil) et des projets, et d'autre part, rappeler l'intérêt de ce type d'opérations et formuler des pistes d'amélioration opérationnelles. Les objectifs de cette mission peuvent se résumer ainsi :

- Recenser toutes les opérations d'aménagement en cours à vocation «habitat/équipement» ;
- Déterminer la consommation actuelle de ces opérations et leur état d'avancement : nombre de logements neufs et réhabilités produits et reste à faire ; part du foncier déjà aménagé et nombre d'ha restants ;
- Permettre de rappeler l'intérêt des opérations d'aménagement comme éléments d'organisation et de construction de la ville, lieux et cadre de vie des habitants au regard des effets négatifs d'un urbanisme « d'opportunité », non maîtrisé ;
- Identifier les projets à venir sur le territoire ;
- Confronter l'offre existante et à venir recensée face aux besoins en logements estimés ;
- Identifier et synthétiser les éléments de blocages limitant l'aménagement opérationnel (création de nouvelles opérations, réalisation des opérations en chantier...) qui seront recueillis au cours de nos entretiens avec les acteurs de l'aménagement ;

— Préconiser des pistes d'amélioration pour faciliter la création d'opérations d'aménagement et rappeler les fondamentaux et principes généraux de l'aménagement opérationnel, en tant qu'éléments de connaissance.

Afin de pouvoir faire vivre ce recensement des opérations d'aménagement dans le temps et de le faire évoluer vers un observatoire permanent, les entretiens aborderont la potentielle mise en place d'un système de remontée d'informations de la part de l'ensemble des acteurs. L'étude proposera l'armature nécessaire à créer afin d'atteindre cet objectif.

MÉTHODE

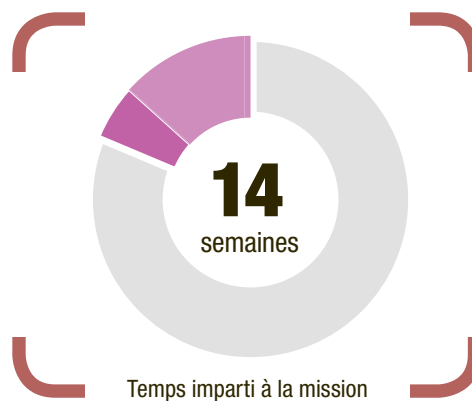
Les grandes étapes proposées pour la réalisation de cette mission sont les suivantes :

- Entretiens avec les acteurs de l'aménagement ;
- Récupération des données et création des bases par type d'opération (ZAC, RHI, ANRU,...) ;
- État des lieux des projets ;
- Traitement de la donnée et analyse statistique ;
- Réalisation d'un outil cartographique (base SIG) regroupant l'ensemble des opérations d'aménagement ;
- Formalisation de l'étude ;
- Préparation d'un séminaire technique de restitution des résultats et de l'analyse, et table ronde de sensibilisation des élus ;
- Définition de l'armature d'un système de remontée d'informations avec l'ensemble des acteurs en vue de la création d'un outil de suivi.

RÉSULTATS

Un cahier des charges a été rédigé puis présenté et validé en commission aménagement de l'ARMOS le 24 septembre 2015.

En ce qui concerne les livrables, toutes les données nécessaires à notre étude ont été remplacés et complétés fin 2015. Début 2016, ces bases seront analysées. L'étude sera formalisée, puis présentée aux techniciens et aux élus dans le premier trimestre 2016.



Programme de logements collectifs à l'Etang-Salé-les-Hauts.







Pôle Environnement

LES DÉCHETS	58
L'ÉNERGIE	64
LES RISQUES NATURELS	69
L'ÉCOLOGIE URBAINE	73

LES DÉCHETS

OBSERVATOIRE RÉUNIONNAIS DES DÉCHETS

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Les partenaires institutionnels de l'AGORAH lui ont confié en 2014 la mise en œuvre, le déploiement et le pilotage de l'Observatoire Réunionnais des Déchets (ORD).

Le besoin de création d'un observatoire des déchets à l'échelle d'un territoire tel que celui de La Réunion était en effet une demande récurrente des acteurs du secteur déchets et des pouvoirs publics.

S'inscrivant dans un contexte réunionnais prégnant en termes de gestion des déchets, et faisant face à des enjeux multiples, cette mission d'observatoire revêt une importance notable.

La gestion des déchets à La Réunion connaît en effet de forts enjeux, notamment en termes de réduction des déchets à la source (env. 610 kg de déchets ménagers et assimilés (DMA) collectés par habitant en 2008, soit une augmentation d'env. 2% en deux ans), de structuration des filières, de poursuite de l'optimisation du tri (déchets recyclés : 17% en 2006 et 22% en 2008), et de sensibilisation des populations à ce sujet.

Les principaux objectifs et missions de l'observatoire des déchets au regard des besoins des acteurs institutionnels et professionnels du secteur (entérinés par les membres du COTECH le 24 avril 2014 et ceux du COPIL le 26 juin 2014) sont les suivants :

- Observation exhaustive et homogène de l'ensemble des gisements de déchets produits sur le territoire et des filières associées (via la création et le fonctionnement de bases de données) ;

- Analyse dynamique des données (indicateurs de suivi des déchets, analyse croisée des bases de données AGORAH, spatialisation des données SIG) ;

- Publication de bilans périodiques relatifs à la gestion des déchets du territoire, à partir des bases de données et analyses, en vue de constituer des outils techniques et d'aide à la décision concertée, à destination des collectivités ainsi que des professionnels de la filière Déchets ;

- Rôle de centralisation et d'agrégation des données ;

- Mise en cohérence de l'observation locale avec les besoins d'observations nationaux et européens ;

- Comparaison de la situation de La Réunion avec celle d'autres territoires ;

- Anticiper les besoins futurs en adoptant une vision prospective : assurer la production de données projetées ;

- Coopération avec les pays de la zone Océan Indien pour favoriser l'émergence d'une politique durable et commune de la gestion des déchets ;

- Communication sur la prévention, la réduction, la valorisation et le traitement des déchets, tant à destination des citoyens que des différents acteurs de la filière. In-fine, l'objectif central de cet outil qu'est l'observatoire est de contribuer à la mise en œuvre d'une politique de gestion durable des déchets du territoire par le biais d'une meilleure connaissance commune du domaine des déchets.

AVANCEMENT ET ACTIONS RÉALISÉES SUR 2015

Suite à une première année 2014 d'existence de l'observatoire qui était centré sur sa construction, l'année 2015 a permis de réaliser les premières productions de l'observatoire.

Ainsi, à fin 2015, le point d'avancement relatif à l'observatoire est le suivant.

BASE DE DONNEES

Suite à l'inventaire des données réalisé en 2014, l'AGORAH s'est focalisée sur le jeu de données le plus représentatif (SPED 2012 des EPCI), afin d'initier la création d'une première esquisse de base de données.

LIVRET CHIFFRES CLES DMA 2012

La base de données précitée a permis de produire un premier jeu de données portant sur les Déchets Ménagers et Assimilés de La Réunion en 2012.

Ces données ont fait l'objet d'une production sous forme de livret qui a été présentée aux partenaires de l'ORD lors du COTECH n°3 du 2 avril 2015.



PILOTAGE DE L'ORD

COTECH N°3 DU 2 AVRIL 2015

Suite au COTECH n°2 (effectué fin 2014) qui portait notamment sur l'inventaire des données, l'AGORAH s'est basée sur ces travaux pour initier la collecte des données, initier une base de données, et produire un 1^{er} livret de données sur les déchets ménagers et assimilés.

Ainsi, en vue de partager ces éléments avec les partenaires de l'ORD, l'AGORAH a organisé un 3^{ème} COTECH qui portait sur :

- Le bilan des travaux de l'observatoire en 2014 ;
- La présentation de la base de données « Déchets Ménagers et Assimilés » et du recueil de données associé ;
- La définition d'un plan d'actions ORD 2015 :
 - Poursuite de la base de données Déchets Ménagers et Assimilés ;
 - Mise en œuvre de la base de données Déchets d'Activités Economiques ;
- Point sur la gouvernance et le financement de l'observatoire.

ANIMATION DE L'ORD

PRESENTATION DE L'ORD AU CESER

Le 17 mars 2015, l'AGORAH a également eu l'occasion d'effectuer aux membres du CESER, dans le cadre du groupe de travail « démographie, famille et conditions de vie du CRIESR », une présentation de l'agence, de ses missions, et tout particulièrement de l'ORD.

Cette présentation a fait l'objet d'un support de présentation.

PERSPECTIVES 2016

Pour faire suite au COTECH du 2 avril 2015, il conviendra d'enclencher un COPIL. L'objectif de cette rencontre sera de :

- Présentation de l'avancement de l'ORD 2015 ;
- Présentation du livret « bilan DMA 2012 » ;
- Validation des différents points proposés par le COTECH, dont la mise en place de groupes de réflexions partenariaux sur les DMA et les DAE (voir ci-après).

Suite à ce COPIL et aux groupes de travail DAE et DMA (voir ci-après), le cycle de gouvernance se poursuivra à travers la mise en œuvre des COTECH et des COPIL nécessaires à la validation des travaux suivants de l'ORD.

VOLET « DECHETS MENAGERS ET ASSIMILÉS » (DMA) :

- Recueil de données :
- Ce volet ayant donné lieu à un premier jeu de données en 2015, il convient désormais de le compléter et de l'enrichir, d'une part sur les millésimes de données récents (2013 à 2015), mais également sur les millésimes historiques (années 2010 et antérieures).
- Base de données :

Notons que la base de données a été construite en 2015 à partir des données EPCI, en format papier. Pour 2016 et les années à venir, il conviendra s'appuyer sur les données numériques en possession des EPCI.

- Groupe de travail DMA

Suite à la présentation du 1^{er} bilan DMA 2012, il est proposé aux partenaires de l'ORD de se réunir en groupe thématique, afin de poursuivre les travaux de l'observatoire sur le volet DMA, notamment :

- Acquisition des données sources non agrégée des SPED ;

- Cadrage des prochains bilans DMA, en fonction des besoins des partenaires ;
- Réflexion à porter sur la projection de données.

Suite à ces travaux, l'AGORAH vise à produire un bilan annuel sur les DMA, puis en étendant le périmètre déchets, au fur et à mesure de l'acquisition des données sources (REP, déchets d'assainissement, déchets agricoles et sylvicoles, DAE, etc.).

VOLET « DÉCHETS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES » (DAE) :

L'observation des DAE revêt un enjeu important pour le dimensionnement des filières et des équipements de traitement de déchets, mais le constat partenarial actuel tend à montrer que les données existantes ne sont pas suffisantes.

Outre une acquisition des données GEREPA auprès du Ministère de l'Environnement (projet en cours porté par l'AGORAH, en vue d'une convention avec la DGPR, service en charge de ces données), il est proposé aux partenaires de l'ORD de se réunir en groupe thématique, afin d'initier les réflexions relatives à l'acquisition des données relatives aux DAE (et leur mode de financement associé), notamment :

- Enquête DAE auprès des producteurs de déchets (artisans, commerçants, industries, etc.) ;
- Données des prestataires de collecte des DAE ;
- Utilisation de ratios de production de DAE.

Suite à ces travaux, l'objectif pour l'AGORAH est d'acquies les données DAE, de les traiter sous forme de base de données, puis d'en assurer la publication périodique.



Temps imparti à la mission



ÉTUDE « ÉTAT DES LIEUX DES DÉPÔTS SAUVAGES DE DÉCHETS À LA RÉUNION »

CONTEXTE ET OBJECTIFS

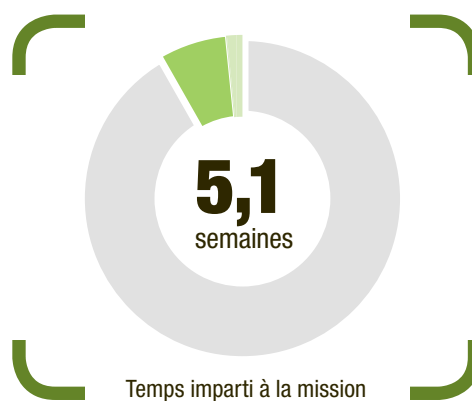
Lors du conseil d'administration de l'AGORAH de février 2014, et dans le cadre de l'axe « expertise » du champ métier des déchets, les partenaires de l'agence ont acté la réalisation de l'étude relative aux dépôts sauvages à La Réunion.

La thématique de cette étude s'inscrit dans un contexte prégnant des déchets à La Réunion. En particulier, la problématique des dépôts sauvages induit un impact sanitaire, environnemental et visuel fort qui tend à cristalliser et à symboliser les défauts de la gestion des déchets du territoire.

Pour ce faire, l'AGORAH propose, à travers cette étude, de mettre en exergue les différentes problématiques relevant des dépôts sauvages à La Réunion.

Cette étude comprend principalement un 1^{er} état des lieux de la situation, en tenant compte des retours d'expérience des partenaires qui ont été consultés.

Cette étude pourra ensuite être poursuivie par des volets complémentaires, en fonction des constats effectués, ainsi que des souhaits des partenaires.



QUALITROPIC

Le pôle de compétitivité QUALITROPIC a mis en place un réseau d'experts pour la labellisation de ses projets d'innovation portés par les entreprises du pôle.

Au vu de ses compétences spécifiques en environnement industriel et gestion des déchets, le directeur d'études déchets de l'AGORAH a intégré en 2015 ce réseau d'experts, afin de participer aux différents jurys de sélection des projets d'innovation portés par QUALITROPIC.

Dans ce cadre, l'AGORAH a participé aux différents rendez-vous suivants :

- Réunion d'information relative au rôle d'expert (Février 2015) ;
- Comité d'expertise projet (traitement de déchets liquides dangereux par un procédé innovant – Mars 2015) ;
- Comité d'expertise projet (portail de dématérialisation des flux pour favoriser l'approvisionnement de la restauration collective en produits alimentaires locaux – Mai 2015).



L'ÉNERGIE

ÉVALUATION DU SRCAE

CONTEXTE ET OBJECTIFS

La RÉGION RÉUNION a adopté son SRCAE, qui a été approuvé en décembre 2013.

La collectivité souhaite désormais assurer le suivi des orientations du SRCAE, ainsi que l'évaluation de ce schéma.

Pour ce faire, la RÉGION RÉUNION a souhaité confier à l'AGORAH l'évaluation des orientations du schéma relevant des champs de compétence suivants de l'agence :

- Aménagement / urbanisme ;
- Environnement / risques naturels / changement climatique ;
- Mission de suivi des 23 indicateurs environnementaux du SAR (certaines des orientations du SRCAE présentant des indicateurs de suivi identiques à ceux du SAR).

Dans ce cadre, l'AGORAH a proposé d'accompagner la RÉGION RÉUNION, en vue d'assurer l'évaluation de ces orientations du SRCAE. La mission que se propose de réaliser l'AGORAH, se déroule en deux grandes étapes :

— Etape 1 : Approche quantitative : l'évaluation quantitative repose sur le renseignement des valeurs des indicateurs des différentes orientations stratégiques du SRCAE ; c'est l'objet du présent rapport d'étude (voir détail ci-après).

— Etape 2 : Approche qualitative : pour compléter le 1^{er} axe, et en vue de répondre pleinement aux objectifs des orientations stratégiques du SRCAE, une approche qualitative complémentaire sera également réalisée. Cette évaluation se voulant partagée, l'AGORAH assurera le pilotage de cette étape, en y associant les partenaires concernés.



Vue paysage des mi-pentes.

AVANCEMENT ET ACTIONS RÉALISÉES SUR 2015

Suite à la signature de partenariat en avril 2015, l'AGORAH a réalisé l'étape 1 de la mission (évaluation quantitative des indicateurs du SRCAE) qui a été formalisée par un rapport d'étude. Cette 1ère étape porte sur le renseignement des indicateurs de certaines des orientations stratégiques du SRCAE. Ces indicateurs sont pour certains identiques aux indicateurs du SAR (au sujet desquels l'AGORAH pilote la mission de suivi des 23 indicateurs environnementaux pour le compte de la REGION REUNION). En fonction de la similarité ou non de ces indicateurs à ceux du SAR, l'approche proposée par l'AGORAH fait l'objet de 2 phases différentes (phases 2 et 3) :

— Phase 1 : Démarrage de la mission : formalisée par une réunion de démarrage qui s'est déroulée le 18 juin 2015, en présence de la REGION REUNION.

— Phase 2 : indicateurs du SRCAE identiques aux indicateurs du SAR :

Dans la mesure où l'AGORAH effectue, pour le compte de la REGION REUNION, le suivi des indicateurs environnementaux du SAR, il s'agissait de la phase la plus simple. En effet, l'AGORAH dispose à ce titre des valeurs des indicateurs du SAR en lien avec certaines orientations du SRCAE.

Cette phase concerne les 4 orientations suivantes du SRCAE (avec leurs indicateurs de suivi correspondants) :

- O 32 : Extension des zones d'urbanisation dispersées (SAR)
- O 34 : Taux d'artificialisation du trait de côte (SAR/SMVM) et Part des coupures d'urbanisation protégée dans les PLU (zones N ou ND) (SAR)
- O 36 et O 57 : Part des espaces agricoles du SAR protégée dans les PLU (SAR)
- Ainsi, cette approche se présente en deux temps :
- Intégration des valeurs des indicateurs du SAR, suite à leur validation par la commission SAR ;

- Analyse et évaluation des valeurs de ces indicateurs, au regard de la problématique du SRCAE.

— Phase 3 : indicateurs spécifiques du SRCAE :

Cette phase fut différente de la précédente dans la mesure où il convenait d'élaborer la méthodologie visant à renseigner les indicateurs concernés.

Elle concerne les orientations suivantes du SRCAE (avec leurs indicateurs de suivi correspondants) :

- O 37 : Nombre de programmes de R&D en simulations climatiques ;
- O 40 : Coût lié à l'arrêt d'une activité suite à des événements extrêmes ;
- O 41 : Nombre de professionnels ayant suivi une formation ;
- O 42 : Nombre de DICRIM réalisés et de PCS adoptés (SPRN).

Le déroulé méthodologique de cette phase fut le suivant :

- Travail préparatoire AGORAH : élaboration de la méthodologie de constitution des indicateurs ;
- Validation partenariale de la méthodologie (via une réunion technique) ;
- Collecte des données d'entrée, auprès des partenaires concernés ;
- Calcul des indicateurs de suivi ;
- Analyse et évaluation de l'indicateur ;
- Présentation des résultats de l'ensemble des indicateurs de l'étape 1 (via un comité technique).



PERSPECTIVES 2016

Suite à la réalisation de l'étape 1 de la mission en 2015, il conviendra pour l'AGORAH d'effectuer l'étape 2, dont le déroulé est le suivant :

— Etape 2 : Evaluation qualitative complémentaire : pour compléter la 1ère étape, et en vue de répondre pleinement aux objectifs des orientations stratégiques du SRCAE, une approche qualitative complémentaire sera proposée :

- Phase 4 : Travail préparatoire (élaboration méthodologique d'indicateurs complémentaires) ;
- Phase 5 : Concertation méthodologique (ateliers d'échanges participatifs avec les partenaires) ;
- Phase 6 : Production et rendu de l'évaluation.



ANIMATION GOUVERNANCE ÉNERGIE

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Comme présenté auparavant, la REGION REUNION a adopté son SRCAE qui a été approuvé par Arrêté Préfectoral (n°13-2500 du 18/12/2013). Ce schéma se décline notamment sous forme d'objectifs, ainsi qu'à travers 70 grandes orientations stratégiques, réparties en 7 secteurs :

- Energie ;
- Transports et déplacements ;
- Aménagement, urbanisme et cadre bâti ;
- Ressource en eau ;
- Milieux naturels ;
- Agriculture, élevage et forêts ;
- Santé et cadre de vie.

Suite à cette première étape, la REGION REUNION, avec l'appui de l'Etat, a déployé le dispositif « Gouvernance Energie – Plan d'actions régional sur les énergies et le climat » dès fin 2013. La coordination et l'animation de cet outil a été confié à Energies Réunion.

Au regard de ses compétences ayant trait à l'urbanisme et à l'environnement, l'AGORAH participe à ce dispositif au travers du Comité 4 «Climat, aménagement et transport», en co-animation avec la DEAL.

La feuille de route de ce comité se décline comme suit (répartition par thématiques, objectifs, actions) :

- Thématique Climat :
 - Objectif 1 : Etudier l'impact des émissions de gaz à effet de serre et autres polluants pour répondre à leur réduction de 10 % en 2020 :

- Définir le cadre et les missions d'un observatoire gaz à effet de serre et autres polluants

- Recensement des informations, au niveau régional sur les différentes composantes de l'émission GES

- Mise en place d'un suivi (outils et indicateurs) permettant d'évaluer l'impact des politiques mises en œuvre (SRCAE, PCET)

- Objectif 2 : Identifier les vulnérabilités aux impacts du changement climatique :

- Connaître les risques naturels : soutenir l'observatoire des risques naturels déjà en place, intégrer Météo France et le BRGM, regarder les évolutions du risque liées au changement climatique

— Thématique Aménagement :

- Objectif 1 : Réduire les consommations d'énergie dans le cadre bâti :

- Mise en place du PREH (Plan de Renovation Energétique de l'Habitat) à La Réunion

- Étendre le PREH aux logements sociaux

- Favoriser l'émergence d'éco-quartiers : cartographier et favoriser les éco-quartiers prioritairement en milieu urbain

- Objectif 2 : Aménager le territoire de manière optimisée, en préservant les milieux naturels et agricoles :

- Suivi de l'évolution de l'utilisation des terres (appui sur les études de l'AGORAH)

—

— Thématique Transport :

- Objectif 1 : Diminuer de 10 % le volume d'importation du carburant fossile pour le secteur des transports en 2020 :

- Développement des flottes captives, et des véhicules électriques, auprès des collectivités locales, des institutions et des entreprises en s'appuyant sur l'étude VE (cabinet TECHNOFI)

- Enquête Ménages et Déplacements (à mener par le SMTR)

- Actions des PCET et Agendas 21 : recensement et suivi des actions relatives aux déplacements en lien avec les PDU



AVANCEMENT ET ACTIONS RÉALISÉES SUR 2015

À travers ce dispositif Gouvernance Energie, la principale mission de l'AGORAH consistait donc en la co-animation du comité 4 « Climat, aménagement et transport », avec la DEAL.

Ainsi, sont présentées ci-après les interventions auxquelles a participé l'AGORAH (un total d'environ 20 réunions) :

Réunions de cadrage

Le début de l'année 2015 (en janvier et février) fut consacré à l'établissement de la feuille de route du comité 4 pour l'année 2015, avec la collaboration de la DEAL et de Energies Réunion SPL.

Cette feuille de route a été formalisée par l'élaboration d'une fiche synthèse du comité 4, qui portait notamment sur les actions suivantes :

- Actions orientées vers l'accompagnement de quelques actions des projets sélectionnés dans le cadre d'AAP (TEPCV et O gaspi/O déchets) et des PCET
- Actions orientées vers la dynamisation de la mise en place de plans de déplacement en relation avec les PCET/EPCI
- BdD GES et autres polluants : valorisation du travail de recensement des données (BDD)

Réunions d'accompagnement des TEPCV

En parallèle du dispositif « Gouvernance énergie », le gouvernement a lancé fin 2014 l'appel à projet « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » (TEPCV). Les résultats de cet appel à projet national ont été publiés début 2015 : plusieurs collectivités réunionnaises furent lauréates (1 projet exemplaire et 2 projets à énergie positive en devenir).

Les collectivités réunionnaises (CIVIS, CIREST, TCO) ont basé leur candidature sur leurs plans d'actions issus de leur PCET (Plan Climat Energie Territorial). Il convenait toutefois pour ces dernières d'affiner la qualité de leur dossier afin de répondre au mieux à cet appel à projet.

Dans ce cadre, le champ thématique de cet appel à projet étant similaire au comité 4 de la Gouvernance Energie, l'AGORAH et la DEAL (en partenariat avec l'ADEME), ont accompagné les collectivités concernées par l'AAP TEPCV en vue de finaliser leur dossier. Cet appui visait également un 2^{ème} objectif indirect : donner au comité 4 un champ d'actions plus opérationnel, comparativement aux actions qu'il a menées en 2014.

Cet accompagnement s'est traduit par plusieurs réunions auprès des collectivités. Ces dernières ont eu l'occasion de présenter leurs dossiers TEPCV sur lesquels le comité 4 prononçait un avis tant sur le fond que sur la forme.

PERSPECTIVES 2016

En fonction des suites qui seront données à la Gouvernance Energie par la Région Réunion et l'Etat, co-pilotes du projet, l'AGORAH devrait poursuivre ses missions de co-animateur au sein du comité 4.

Par ailleurs, au vu des autres compétences de l'agence, elle pourrait également participer à d'autres comités, notamment le comité 3 « Précarité énergétique » au travers de son champ de compétence relatif à l'habitat insalubre.

LES RISQUES NATURELS

OBSERVATOIRE DES RISQUES NATURELS

CONTEXTE

Du fait de son relief jeune très marqué, la nature de ses sols, son exposition au milieu tropical océanique et cyclonique, la fréquence élevée de son activité volcanique, sa sismicité faible mais fréquente et sa démographie très dynamique, l'île de La Réunion est exposée de façon permanente à 7 des 8 risques naturels majeurs.

Si la connaissance des phénomènes, de leurs effets combinés et de leurs conséquences est aujourd'hui acquise pour l'essentiel, la sensibilisation et la préparation de la population réunionnaise restent perfectibles.

A cet effet, dans son volet « Information et Education sur Les Risques », le Schéma de Prévention des Risques Naturels, approuvé en 2012, préconise la mise en œuvre d'une démarche pérenne de prévention des risques naturels auprès des populations par la création d'un Observatoire des Risques Naturels (ORN) dont la mise en œuvre a été confiée à l'AGORAH à compter de mars 2012.

Les instances publiques locales se sont ainsi engagées en faveur du développement d'une « culture commune du risque », en constituant un outil partenarial d'évaluation et d'aide à la décision et un espace d'échanges au service de l'intégration des risques naturels dans les politiques d'aménagement. La particularité de la gouvernance de l'ORN réside dans sa composition multidisciplinaire (acteurs institutionnels, scientifiques et techniques) car le levier d'action privilégié pour réduire les vulnérabilités réside dans une approche intégrée et prospective de l'aménagement du territoire.

L'année 2015 est une période charnière qui aura vu l'intensification des efforts pour la couverture totale de l'île par des Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN) adaptés pour chaque risque par commune, la finalisation pour La Réunion de la Politique de Gestion du Risque Inondation (PGRI) et des 6 Stratégies Locales de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) associées. Un important travail de réactualisation du Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) qui datait de 2011 est par ailleurs en cours de finalisation.

Le Conseil Départemental De Sécurité Civile Et Des Risques Naturels Majeurs (CDSCRNM) a réaffirmé le 14 octobre 2015 l'importance de l'amélioration de l'information des populations sur les risques naturels à La Réunion, axe fort de la démarche engagée par le gouvernement au niveau national dans le cadre de la revue des missions de l'État.



OBJECTIF

L'objectif global est d'améliorer la prise en compte des risques naturels au sein des politiques publiques d'aménagement pour la mise en œuvre d'une politique éclairée de la gestion du foncier réunionnais. Sa déclinaison en actions s'organise en trois axes d'intervention majeurs :

- Axe 1 : améliorer l'information sur les risques par la création d'un centre de ressources, d'une veille réglementaire, d'actualités et de situations, la production de supports de communication et la mise en œuvre d'actions de formation et de sensibilisation ;
- Axe 2 : intégrer les risques naturels au sein des politiques d'aménagement par l'appui aux collectivités qui se concrétise par des propositions d'actions, une aide à la mobilisation de financements, le suivi des indicateurs RN du SAR et du SPRN ;
- Axe 3 : évaluer et suivre l'évolution des risques naturels et des actions menées par des états des lieux, diagnostics, grilles d'évaluation, bilans et autres outils méthodologiques de suivi.

RÉSULTATS

Des supports de communication adaptés

Comme l'ont démontré les événements de l'année 2015 (éruptions volcaniques, submersion marine, feux de forêts, etc.), l'actualité sur les risques est toujours très riche sur l'île et l'information doit être capitalisée à travers la mise en place d'une veille permanente et organisée. Menée à titre expérimental sur un trimestre, cette veille a permis le suivi des événements et d'identifier les bases de données utiles en libre accès. À partir de ces éléments, des supports de communication ont été créés pour repositionner l'ORN sur l'espace internet et diffuser ses connaissances de façon adaptée :

Une carte des cyclones 1983 – 2015, une carte globale des risques, des cartes spécifiques par risques

- Un applicatif Web interactif d'information sur les cyclones en ligne sur le site internet de l'AGORAH. Il a été réalisé en exploitant les données de Météo France et du NOAA (Agence fédérale américaine d'observation océanique et atmosphérique).
- Une collection de fiches d'informations sur les 7 risques naturels majeurs : une matrice a été réalisée pour le risque cyclonique. Présentée en comité technique pour approbation, ce document d'information sera décliné pour les autres risques naturels majeurs.

Des outils de travail performants :

Afin de répondre au besoin de suivi des actions, divers documents de travail ont été réalisés.

- Un fichier de suivi de l'avancement des procédures PPR par communes en complément de l'applicatif disponible sur le site internet. Il est en effet important de mesurer le décalage entre les actes approuvés et l'état d'avancement des procédures.
- Un schéma d'articulation des documents réglementaires, des rôles et des responsabilités adapté au territoire réunionnais.
- Une matrice de suivi des indicateurs SAR 2015 avec commentaires. Cette matrice pourra être déclinée pour les indicateurs RN du SRCAC qui seront retenus.



PILOTAGE DE L'ORN

Secrétariat Technique du 11 septembre 2015

Il s'agissait de présenter aux membres du SECTECH le bilan des travaux effectués au cours d'un stage (ENSAM) sur l'ORN, et notamment le produit spécifique Cyclones (animation web, carte des cyclones 1978-2013, fiche d'aléa cyclones) et de présenter le projet de réalisation d'une fiche d'aléa pour chacun des aléas concernant le territoire. À cette occasion, une présentation de l'appli « Gestion de crise - feux de forêts » réalisé par le pôle ressource a été effectuée de façon à montrer la capacité de l'AGORAH à travailler sur des applicatifs opérationnels.

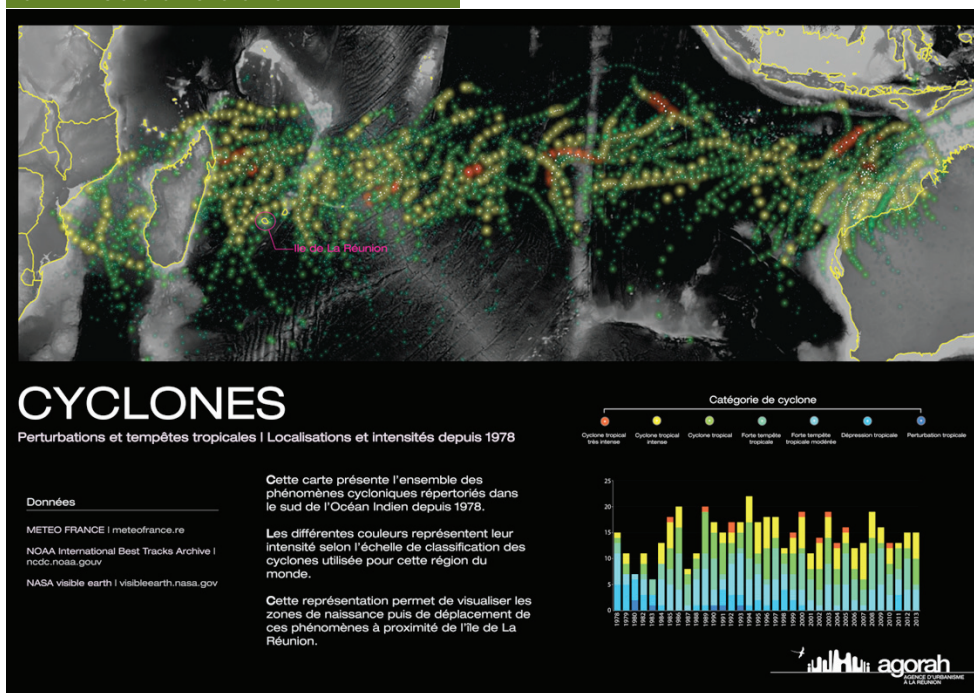


13 semaines dédiées par le stagiaire :

Jean-Marc DEFRAISNE,
Stagiaire professionnel.

Diplômé d'un Master Spécialisé «Management Global des Risques» à l'ENSAM ParisTech, il effectue un stage de mai à septembre 2015, où il participe au développement de l'Observatoire des Risques Naturels de La Réunion, porté par l'agence.

CARTE DES CYCLONES 1978 -2014



Comité Technique n°2 du 29 septembre 2015

Il s'agissait de présenter aux membres d'un COTECH élargi l'état d'avancement de l'Observatoire des Risques Naturels, les dernières réalisations, l'applicatif « Gestion de crise - Feux de Forêts », le bilan de la caravane TIMOUN et une synthèse de la thèse professionnelle du stagiaire.

Pour mémoire, l'AGORAH a été représentée pour apport d'expertise lors des différents rendez-vous institutionnels sur la thématique des risques naturels :

- Comité Technique Risques (CTR) du 28 mai 2015 (DEAL)
- Comité technique SRCAE du 18 juin 2015 (Conseil Régional)
- Comité de pilotage PGRI du 25 juin 2015 (DEAL)

PERSPECTIVES 2016

Les différents travaux et documents réalisés en fin d'année 2015 (PPRN, PGRI, DDRM) nécessitent un fort travail d'accompagnement, de communication et de sensibilisation vers les élus et la population.

La procédure de recrutement initiée en fin d'année 2015 devra permettre de constituer au sein du pôle environnement les ressources nécessaires pour la réalisation de ces missions. Ensuite, sur la base de l'avancement des travaux de l'année 2015 et pour faire suite au COTECH du 29 septembre 2015, il conviendra de réunir un COPIL pour fixer les axes de développement de cet outil sur l'année 2016.



*Livrets sur
les risques naturels majeurs
de La Réunion.*

L'ÉCOLOGIE URBAINE

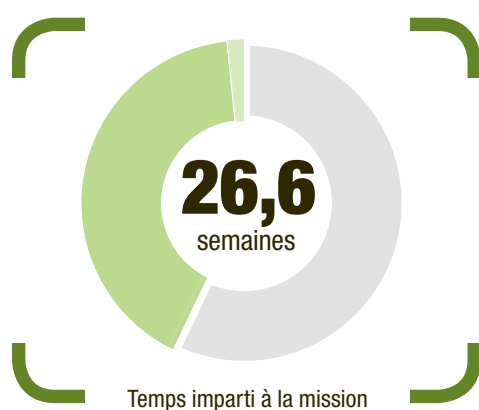
LA TRAME VERTE ET BLEUE

CONTEXTE ET OBJECTIFS

LAGORAH a en charge la rédaction d'un guide dont l'objectif est de vulgariser les volets écologiques et paysagers de la Trame Verte et Bleue (TVB), de sensibiliser et d'informer les collectivités, mais également de présenter les méthodologies développées localement par les acteurs pour intégrer cette thématique dans leurs documents d'urbanisme et leurs projets de territoires.

Pour mener ces travaux, l'AGORAH a choisi de travailler de manière participative avec les acteurs du territoire dans l'objectif de les sensibiliser et d'approfondir les connaissances existantes. Ce partage de savoirs et savoir-faire s'est fait via l'organisation d'ateliers dans l'objectif de :

- Contribuer à l'avancement du guide sur la TVB et son appropriation par les acteurs locaux
- Proposer un vocabulaire commun de la TVB entre l'écologie, le paysage et l'aménagement du territoire
- Identifier les attentes des acteurs face à la mise en œuvre de la TVB



AVANCEMENT ET ACTIONS RÉALISÉES SUR 2015

Ateliers sur l'appropriation par les acteurs locaux de la TVB

Les ateliers sur la thématique de la TVB ont été organisés sur deux journées en mai et juin 2015. Ouverts principalement aux techniciens des collectivités territoriales et aux professionnels, ces ateliers ont réuni une vingtaine de participants et une dizaine d'intervenants (DEAL, Parc National, CINOR, CIREST, TCO, Mairie de Saint-Paul, université de La Réunion, etc.). Le programme prenait en compte la pluralité des échelles territoriales auxquelles la TVB doit être considérée.

Le premier atelier était donc centré sur l'appropriation par les acteurs locaux de la TVB et son intégration dans les documents de planification territoriale à l'échelle régionale et intercommunale, avec des interventions sur les thématiques suivantes :

- L'approche paysagère de la TVB ;
- L'identification et la cartographie des continuités écologiques à La Réunion ;
- Les méthodologies employées par des intercommunalités pour l'intégration de la TVB dans leur SCOT.

Le second atelier était lui focalisé sur l'intégration de la TVB dans les documents de planification territoriale à l'échelle communale, avec des interventions sur les thématiques suivantes :

- La place de la TVB dans la charte du Parc National ;
- L'exemple de la prise en compte de la TVB à l'échelle de la commune de Saint-Paul (dans son PLU et via la mise en place d'un plan de gestion) ;
- L'identification de la TVB et la prise en compte des enjeux de société.



Les présentations et échanges ayant eu lieu au cours de ces ateliers ont abouti à la production d'actes figurant parmi les productions consultables sur le site internet de l'agence.

Production d'un vocabulaire commun

Dans l'objectif de vulgariser les termes clés des volets écologiques et paysagers de la TVB, les ateliers inter-acteurs ont permis de définir un « vocabulaire commun » entre les domaines de l'écologie du paysage et de l'aménagement du territoire. Les terminologies de « réservoirs de biodiversité », de « corridors écologiques », de « trames » et de « sous-trames » ont été redéfinies en partie, sur la base des compétences et expertises de chacun.

Par souci de cohérence, les acteurs locaux ont souligné l'importance de conserver les termes employés dans les orientations cadres de la politique de TVB. Cependant, un travail de sensibilisation et de formation est jugé nécessaire pour une meilleure appropriation de ce vocabulaire auprès des aménageurs.

Identification des attentes des acteurs

Les ateliers ont permis de faire ressortir les attentes des différents acteurs face à la mise en œuvre de la TVB. Ils ont organisé leurs échanges autour des points suivants, sur lesquels ils ont exprimé une volonté de sensibilisation et de poursuite dans l'amélioration des connaissances :

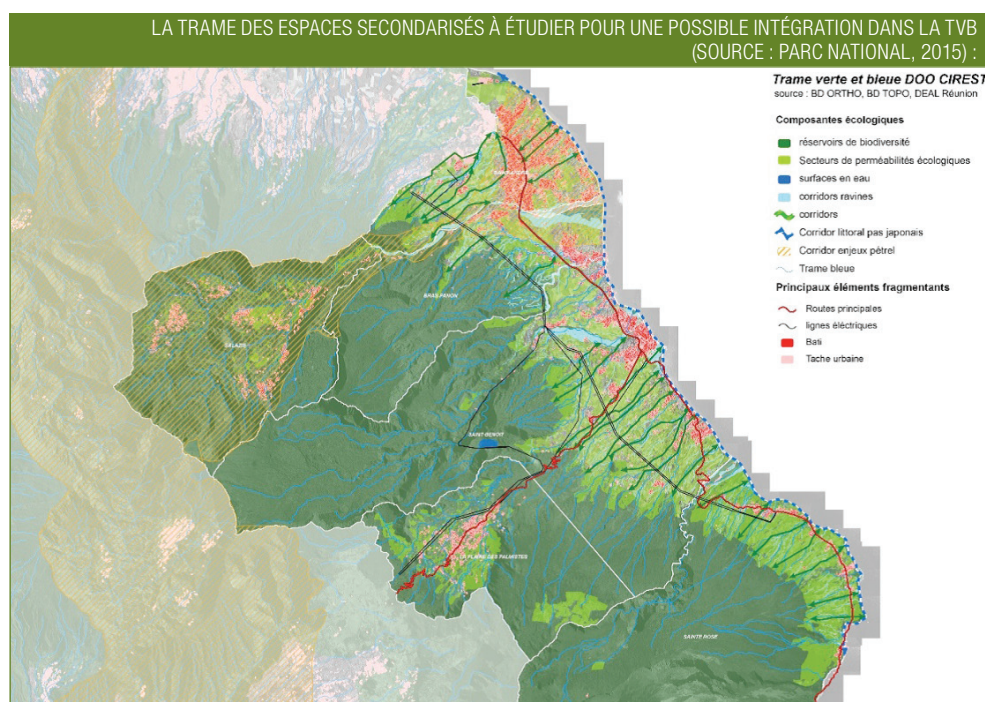
Le rôle des espaces « ordinaires » dans la connexion entre les Hauts et les Bas ;

— L'intégration de la biodiversité dans les aménagements en milieu naturel, agricole et urbain ;

— La mesure des impacts sur la biodiversité des aménagements en milieux naturels, agricoles et urbains ;

— Les outils qui identifient les continuités écologiques ;

— Les outils qui pourraient inciter les acteurs privés à participer à de projets de génie écologique.



— Les échanges ont permis aux acteurs d'aboutir, d'une part, à l'identification de points bloquants face à la mise en œuvre de la TVB, et, d'autre part, à un ensemble de propositions d'actions à développer pour favoriser le maintien des continuités écologiques et pour aller vers une meilleure intégration de la biodiversité dans les espaces naturels, agricoles et urbains.

Guide méthodologique de la TVB

Entamée en 2014, la rédaction de ce guide s'est poursuivie en 2015 afin d'intégrer les éléments ayant émergé au cours des ateliers inter-acteurs (notamment le vocabulaire commun et les attentes des acteurs), et afin d'appuyer les éléments méthodologiques et stratégiques identifiés en amont par des exemples de méthodologies mises en œuvre localement pour intégrer la TVB dans des documents de planification territoriale, à l'échelle micro-régionale et à l'échelle communale.

Une première partie a donc été ajoutée au guide afin de présenter les démarches mises en œuvre et les difficultés rencontrées par trois EPCI ayant eu la volonté d'intégrer la TVB dans leur projet de SCOT : la CINOR (1^{er} SCOT Grenelle de l'île), la CIREST (projet de SCOT intégrant la TVB dans son PADD en tant que volet opérationnel) et le TCO (projet de SCOT intégrant une cartographie des espaces de TVB selon quatre grandes fonctions : la préservation de la biodiversité, la protection des paysages, la valorisation des espaces agricoles et la définition des moyens de lutte contre les pollutions et les risques naturels).

Et une seconde partie a été ajoutée au guide afin de faire un focus sur la commune de Saint-Paul, dont le PLU a été approuvé avec une identification des espaces constitutifs de sa TVB, et qui a été la première commune à entreprendre la mise en place d'un plan de gestion de cette TVB.

Ce plan de gestion ayant pour objectif de proposer aux futurs aménageurs de la commune un catalogue opérationnel doté d'une palette de mesures compensatoires respectant les orientations nationales.

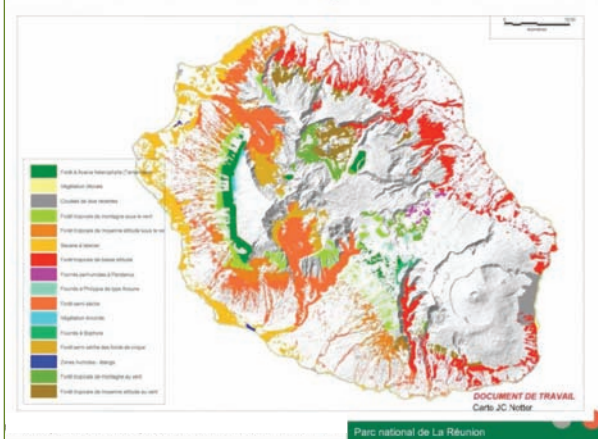
PERSPECTIVES 2016

Les travaux réalisés en 2015 seront finalisés pour être valorisés sous la forme de trois productions permettant de poursuivre la logique de sensibilisation et de formation des acteurs :

- Le guide méthodologique sur la TVB et son appropriation par les acteurs ;
- Une approche méthodologique des réseaux écologiques à La Réunion ;
- Une étude des habitats naturels et semi-naturels des paysages littoraux de l'Ouest de La Réunion.

LA PRISE EN COMPTE DE LA TVB DANS LE PROJET DE SCOT DE LA CIREST (SOURCE : RAPPORT DE PRÉSENTATION DU SCOT DE LA CIREST, 15/12/2015) :

Milieux secondaires reliques : échelle habitat





Pôle Ressources



ACTIVITÉ SIG	78
PEIGEO	83
MOS	85
MISSION IMAGE	89

ACTIVITÉ SIG

APPUI AUX PÔLES THÉMATIQUES

Le Pôle Ressources est un pôle transversal au sein de l'agence d'urbanisme qui est en charge de l'expertise technique et technologique sur les données et bases de données de l'AGO-RAH. Ce travail nécessite :

- Des outils de gestion de base de données géographiques pour sécuriser et faciliter l'accès aux bases de données ;
- Des compétences dans l'utilisation des systèmes d'information géographique pour exploiter de manière plus efficace les données et bases de données sous forme de chaîne de traitement ;

— Une vision transversale et pluridisciplinaire sur l'entrepôt de données pour améliorer la pertinence des analyses qui en sont faites.

Le processus de traitement est ensuite similaire qu'il s'agisse de big data ou d'entrepôts de données plus modestes et se résume en quelques mots clefs :

- Analyser via le contrôle qualité ;
- Organiser selon un classement normé ou au sein d'un système de gestion de base de données. Cette étape comprend l'hébergement et la sécurisation des données par des entreprises spécialisées ;
- Enfin, il y a le traitement et la valorisation via des études ou des applications dédiées.

Le point de départ du circuit est le contrôle qualité. Il s'agit de s'approprier la donnée entrante via une analyse pour estimer son potentiel et sa qualité.

Cette étape permet véritablement de maîtriser l'utilité d'une donnée. Dans un contexte de BigData, le volume très important de données entrantes ne permet pas de gérer manuellement cette étape. L'étape suivante pour l'AGO-RAH sera de maîtriser la rupture technologique et tous ces nouveaux outils pour :

- L'extraction de contenus non structurés afin d'en ressortir des entités nommées, des relations inter-entités, des thématiques, des opinions.
- Le stockage, l'archivage et la suppression d'un flux croissant de données.

traitement
stockage
organiser
calculer
contrôle
qualité
représenter
valorisation
Analyser

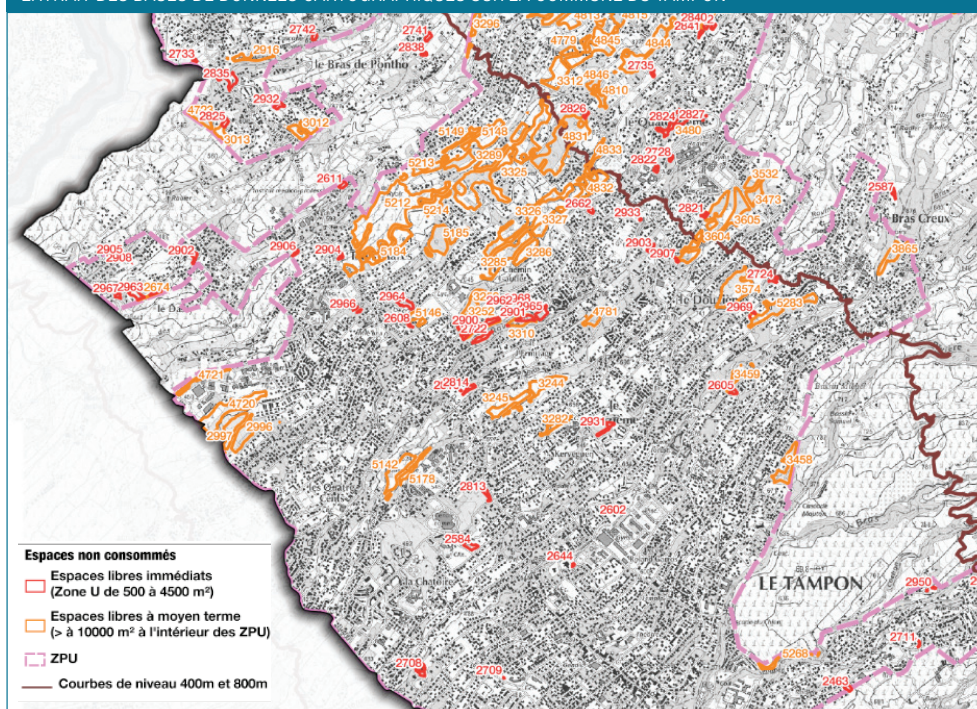
De ce contrôle qualité sur la donnée en découle son classement, son intégration dans le système d'information. A ce niveau, il est utile de se référer à des standards nationaux et/ou internationaux pour le classement des données ceci pour anticiper et faciliter leurs partage et leurs réutilisation par d'autres. A l'AGORAH, c'est le classement COVADIS qui est utilisé et qui sert aussi de référence pour la plateforme PEIGEO et la plupart des infrastructures de partage de données géographiques en France.



Les données qui présentent un intérêt sont intégrées à un système fiable et simple d'accès pour permettre :

- Leur mise à jour permanente ;
- Leur valorisation et leur archivage.

EXTRAIT DES BASES DE DONNÉES CARTOGRAPHIQUES SUR LA COMMUNE DU TAMPON



BASE DE DONNÉES CARTOGRAPHIQUES

En 2015, l'AGORAH a réalisé une étude cartographique de prospective urbaine, lui permettant de mieux diagnostiquer le territoire et anticiper le développement opérationnel futur du territoire réunionnais. Ce travail a été réalisé sur 10 communes.

Il consiste à confronter les espaces aménageables des documents d'urbanisme en vigueur aux contraintes physiques et règlementaires du territoire. Le résultat est une base de données brute sur le foncier disponible théorique.

Le document produit consiste en une représentation la plus lisible et efficace possible des résultats de l'identification des espaces libres sur la commune. Cette représentation est effectuée à deux échelles :

- L'échelle du bassin de vie ou du quartier pour avoir une vue d'ensemble sur les disponibilités foncières à moyen terme ;
- L'échelle de la parcelle ou du regroupement de parcelles (lilot) pour identifier le foncier disponible immédiatement. Pour visualiser tous les éléments constitutifs de cette base de données, un carroyage a été constitué dont l'unité est un rectangle de 1,3km / 1,1 km.

GROUPE CADASTRE

CONTEXTE

Compte tenu de leur richesse, de leur précision et de leur couverture sur l'ensemble de La Réunion, les données cadastrales sont et seront de plus en plus utilisées pour connaître et analyser notre territoire.

Le cadastre numérisé est composée de deux types de données :

Données géométriques mises à jour trimestriellement représentant les parcelles cadastrales (le PCI VECTEUR) au format EDIGEO.

— Données littérales mises à jour annuellement au format MAJIC.

Cependant, leur difficulté de disponibilité, et d'accessibilité ont fait apparaître des besoins d'interopérabilité et de mutualisation du processus de diffusion. A l'échelle nationale des initiatives, notamment du Conseil National de l'Information Géographique (CNIG), ont vu le jour pour normaliser et standardiser les données numériques. Ces travaux se sont appuyés sur un socle juridique européen et national, garant d'une volonté commune pour le partage et l'accessibilité sécurisés et simplifiés des données numériques, tant pour les services administratifs et les professionnels que pour les citoyens.

À la Réunion, la numérisation du cadastre s'est faite entre 2002 et 2007 et a fait l'objet de plusieurs conventionnements avec les différents organismes utilisateurs de la donnée.

Un groupe Cadastre a été créé en 2009, animé par l'AGORAH et la DEAL, dans le but de réunir les signataires de la convention cadastrale et la DG/FIP afin d'échanger sur l'utilisation des données.

OBJECTIFS ET ACTIONS

Les objectifs de réunir à nouveau le « groupe cadastre », étaient les suivants.

— Le conventionnement lié à la diffusion du cadastre :

- Proposition de simplification du circuit de diffusion;

— Utilisation de la donnée

- Point sur les données produites à partir du cadastre = > cadastre propriétaire, cadastre historique, propriété publiques

— Sur ces deux objectifs, l'AGORAH a proposé la création de groupes de travail portant sur la diffusion des données cadastrales d'une part et l'utilisation des données cadastrales d'autre part.

GROUPE ÉTALEMENT URBAIN

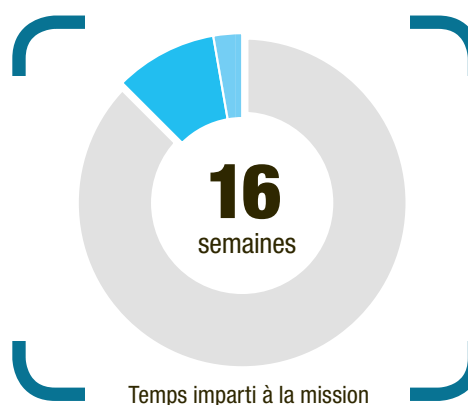
CONTEXTE

Les travaux du groupe étalement urbain menés avec l'ensemble des partenaires de l'agence depuis 2003 ont permis de mesurer l'état de l'urbanisation à La Réunion autour d'une définition partagée de l'espace urbain et son évolution depuis 1997.

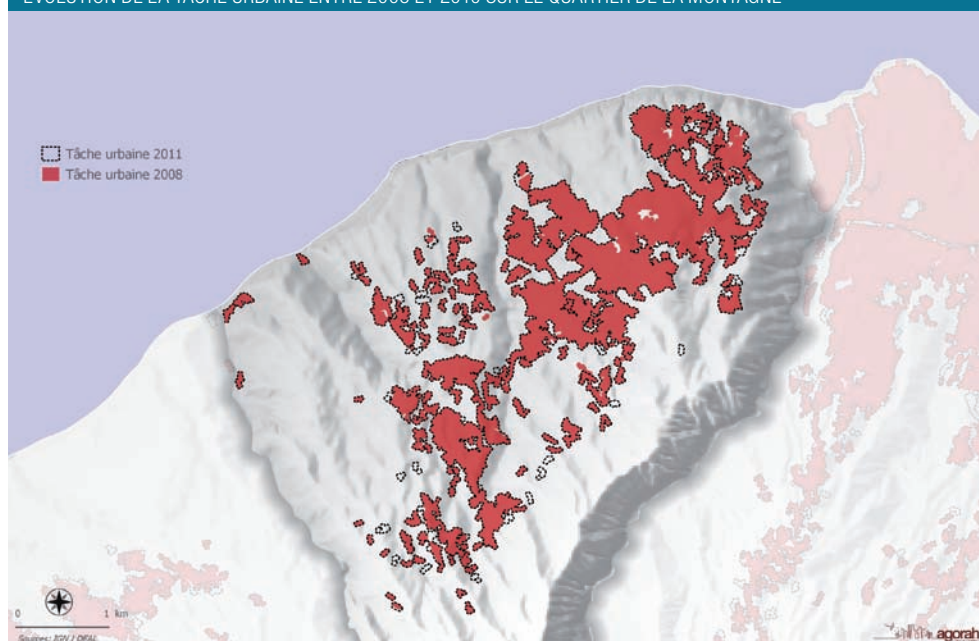
Toute réflexion sur l'étalement urbain à la Réunion commence par le constat d'un territoire fortement contraint. D'une superficie modeste, très accidentée et menacée par de nombreux risques naturels, La Réunion présente une forte sensibilité à la consommation d'espace.

Les problèmes induits par l'étalement urbain, phénomène existant dans la plupart des espaces urbains, se posent donc ici de manière particulièrement aiguë.

L'étalement urbain est la résultante de plusieurs facteurs de nature différente. En premier lieu, la croissance démographique soutenue du territoire est l'une des causes principales de ce phénomène en impactant directement la demande en termes de nombre de logements.



ÉVOLUTION DE LA TÂCHE URBAINE ENTRE 2008 ET 2010 SUR LE QUARTIER DE LA MONTAGNE

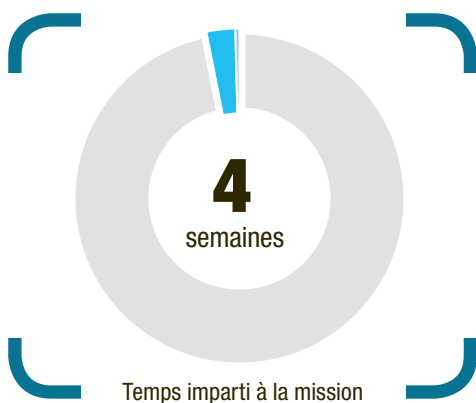


Cette dernière est également accentuée par l'évolution des modes de vie comme la décohabitation impliquant une diminution de la taille moyenne des ménages. Dans un second temps, la raréfaction du foncier disponible et constructible ainsi que les contraintes naturelles de La Réunion, contribuent entre autre à une augmentation du prix du foncier, renforçant ce phénomène d'étalement urbain. Enfin, la mobilité facilitée des ménages, en élargissant l'univers pour le choix de leur habitat et de leur mode de consommation, conditionne également cette dispersion. Par ailleurs, la préférence pour un habitat individuel est encore très présente à La Réunion.

La tache urbaine est une donnée de référence à la Réunion pour la mesure de l'étalement urbain. Elle est une réponse à un besoin de spatialiser l'espace urbanisé, de le quantifier et de suivre dans le temps ses évolutions afin d'alimenter les réflexions de planification et de prospective territoriale.

Elle est notamment une donnée de référence dans le cadre du suivi des indicateurs « urbains » du SAR (occupation des zones réglementaires dédiées à l'urbanisation, typologie zone dense étalée, dispersé). Elle est également utilisée dans de nombreuses analyses de l'AGORAH et de ces partenaires. Quatre mesures ont été produites à ce jour :

- Etat « 0 » : 1997
- Etat « 1 » : 2003
- Etat « 2 » : 2008
- Etat « 3 » : 2011



OBJECTIFS ET ACTIONS

L'objectif de réunir ce groupe étalement urbain était de valider les ajustements méthodologiques qui ont permis l'élaboration de la tache urbaine 2011.

Ce groupe étalement urbain a également permis d'assoir le principe de constitution de taches urbaines intermédiaires calculées annuellement.

Celles-ci utilisent les bâtiments du cadastre pour leur calcul et les résultats produits devront être confirmées à chaque livraison d'une nouvelle BD Topo de l'IGN.

Enfin la réunion du groupe étalement urbain a également permis de valider les calculs des indicateurs du SAR « Espaces urbains / Denses, Etalés, Dispersés » utilisant la tache urbaine pour leur calcul.

GESTION INFORMATIQUE

Le Pôle Ressources accompagne le personnel de l'AGORAH à l'utilisation des logiciels de l'agence et de leur matériel informatique ; il assure le bon fonctionnement des périphériques, du réseau et des postes de travail.

Ce travail est mené en continu dans le respect des normes de sécurité et de confidentialité relatives à l'informatique et à internet ; il nécessite des compétences informatiques poussées et la maîtrise de nombreux logiciels.

En 2015 les activités du Pôle Ressources dans ce domaine ont été les suivantes :

- Achats et installation des matériels et logiciels,
- Mise en service,
- Maintenance,
- Accompagnement des collaborateurs dans la maîtrise du matériel et des logiciels,
- Suivi des évolutions technologiques.

PEIGEO

PEIGEO est l'infrastructure régionale de partage et de valorisation de l'information géographique à La Réunion.

Ce projet a été soutenu dans sa phase de mise en œuvre par l'Union Européenne, L'Etat, La Région Réunion, le Conseil Départemental et l'AGORAH.

La plateforme PEIGEO s'est construite autour de l'acquisition mutualisée et du partage de données et cette activité, qui reste d'actualité, est fortement génératrice d'économies d'échelles.

Il s'agit de rassembler les données de divers partenaires publics en les rendant interopérables, de créer une dynamique collaborative de production et diffusion de données tout en respectant les règles et modalités de diffusion de chaque organisme.

La plateforme PEIGEO est accessible au public et propose en plus du catalogue de données inhérent à ce type d'infrastructure de données en ligne, des applications cartographiques thématiques accessibles pour le grand public et les professionnels.

ADMINISTRATION DE LA PLATEFORME

PEIGEO est une plateforme partenariale qui nécessite la contribution de chaque partenaire pour déposer les données produites par leur organisme. Une charte d'adhésion à la plateforme doit être signée par les partenaires pour accéder à l'espace professionnel.

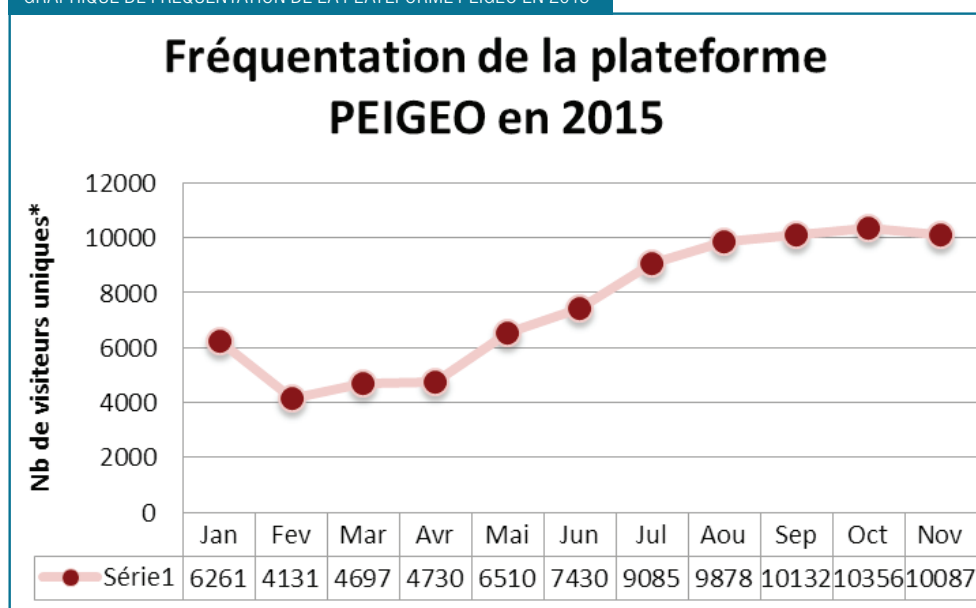
L'administration de la plateforme PEIGEO comprend la maintenance des applications et des outils ainsi que la gestion des utilisateurs et des profils utilisateurs.

En 2015 la plateforme a accueilli trois nouveaux partenaires :

- Le Conservatoire du Littoral ;
- L'Office National des forêts ;
- L'Agence Régionale de Santé.

Par ailleurs la charte d'adhésion est en cours de signature par l'Université de La Réunion.

GRAPHIQUE DE FRÉQUENTATION DE LA PLATEFORME PEIGEO EN 2015



Au niveau de la fréquentation de la plateforme, le nombre de visiteurs uniques est en augmentation tout au long de l'année 2015 pour se stabiliser à plus de 10 000 visiteurs uniques par mois en Septembre, Octobre et Novembre 2015. Cette fréquentation est plus de 2,5 fois supérieure à celle constatée à la fin de l'année 2014. En effet, le nombre de visiteurs uniques était en octobre 2014 de 3 800.

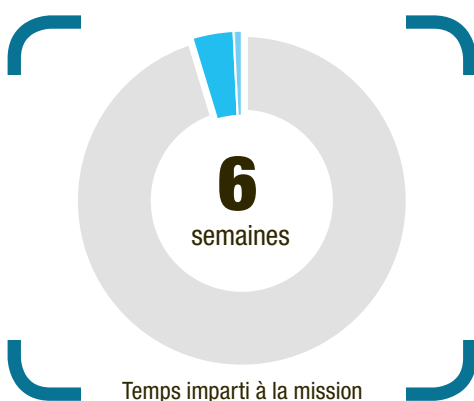
Cette progression constante et soutenue depuis le début de l'année 2014 jusqu'à fin 2015 témoigne d'un intérêt croissant des partenaires pour les outils et données proposées par la plateforme PEIGEO.

Par exemple en 2015, la plateforme PEIGEO héberge une nouvelle application intégrant la base permanente des POS&PLU à destination du grand public et des professionnels.

Ainsi, chaque citoyen a désormais accès à son document d'urbanisme sur Internet avec la possibilité de connaître le règlement correspondant à sa parcelle de terrain.

SOLDE DU PROJET PEIGEO 2007-2013

En 2015, l'AGORAH a réalisé le bilan administratif et financier du 1^{er} programme d'actions PEIGEO en lien avec le cabinet d'expertise comptable FIDECOREX et le service instructeur des fonds européens. Ce bilan est l'une des pièces constitutive du dossier de solde du programme d'action PEIGEO.



La constitution du dossier de solde a permis l'obtention de l'aide financière de l'Union Européenne correspondant à 60% des investissements réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du projet PEIGEO en aout 2015.

PEIGEO 2.0

Concernant le projet PEIGEO 2.0 et suite à la présentation du programme FEDER 2014-2020 en septembre 2015, l'AGORAH a pu rencontrer le guichet unique « Recherche, Développement Technologique, Innovation » les 26 septembre et 16 octobre 2015 pour présenter le programme d'actions correspondant au projet PEIGEO 2.0.

Ce programme d'actions est construit pour permettre de répondre aux objectifs suivants sur le moyen et long terme :

- une plateforme techniquement performante,
- un portail riche de contenus,
- un outil fréquemment et largement utilisé,
- un dispositif pérenne.

La réalisation du projet PEIGEO 2.0 s'appuie sur un descriptif méthodologique constitué de plusieurs phases de travail.

- Le développement d'un portail intuitif et convivial ;
- La création et mise à jour d'applications « métiers » à destination des partenaires (y compris un réseau sociétal)
- L'animation de la sphère géomatique de La Réunion via des formations et des ateliers en lien avec le thème de l'information géographique ;
- La coopération avec les autres plateformes régionales et en particulier avec GéoMayotte dans l'Océan Indien et les autres plateformes des DOM-TOM.

MOS

L'occupation du sol, souvent représentée sous forme de «mode d'occupation» ou MOS, représente une source de données importantes pour tous les organismes et acteurs de l'aménagement.

Un Mode d'Occupation des Sols (MOS) est un inventaire exhaustif de la couverture physique d'un territoire et de ses usages, réalisé au moyen d'un Système d'Information Géographique (SIG).

Pour permettre un suivi des enjeux liés à l'aménagement du territoire et notamment la question de la consommation d'espace, l'État et la Région Réunion ont souhaité mettre en œuvre de façon partenariale cet outil de mesure, spatialisé, permettant de calculer de multiples indicateurs et s'appuyant sur diverses sources de données.

Pour l'AGORAH, dont la mission est d'alimenter la réflexion stratégique et prospective dans le domaine de l'aménagement pour le compte de ses adhérents (État, Conseil Régional, Conseil Général, EPCI, bailleurs sociaux...), ce type de données est un outil idéal pour aider à bâtir le futur projet de territoire. C'est donc naturellement que l'agence d'urbanisme s'est positionnée pour la mise en œuvre du MOS dont la réalisation va permettre de consolider ses observatoires et son expertise dans les thématiques de l'aménagement du territoire à La Réunion.

L'objectif est ici de produire une base de données permanente de l'occupation du sol à grande échelle qui sera réalisée à terme, de façon régulière à compter d'une date de référence T0.



LES GRANDS ENJEUX DU MOS

Les enjeux de l'élaboration d'un MOS à La Réunion par une agence d'urbanisme locale sont multiples et participent au développement de la Région Réunion dans plusieurs domaines :

— La connaissance du territoire ;

L'objectif est d'établir une base de connaissance initiale sur l'état de l'occupation du sol au 22 novembre 2011, date d'approbation du SAR et d'en produire l'actualisation à partir de 2015 de manière annuelle afin de quantifier et qualifier les changements intervenus.

— L'acquisition de savoirs faire ;

Dans un contexte économique et social de plus en plus difficile, La Réunion pourrait développer des pôles de compétences de premier rang sur site, et accompagner l'ensemble des acteurs de l'aménagement, dans une connaissance des outils de mesure de l'espace territorial.

— La coopération régionale ;

La position géographique particulière de La Réunion et ses relations historiques avec les autres îles du sud-ouest de l'océan Indien et des pays d'Afrique australe et orientale (Mozambique, Afrique du Sud), favorisent le développement des actions de coopération régionale. Ainsi, l'AGORAH a un rôle à jouer dans le partage et la transposition des savoirs faire de mise en œuvre d'un MOS dans les contextes particuliers des territoires de la zone Océan Indien. Il s'agira de proposer aux partenaires régionaux un outil opérationnel de prospective territoriale compatible avec leurs problématiques et moyens propres.



— L'utilisation de l'imagerie satellitaire issue de la station régionale SEAS-OI.

La réalisation du MOS et notamment sont actualisation annuelle passera par l'utilisation et l'exploitation des images satellites. A La Réunion, il existe une plateforme d'acquisition et de traitement d'images satellites haute résolution portée par l'UMR ESPACE-DEV, la Région Réunion, l'Université de La Réunion et l'Etat. Mise en service en juillet 2012, la Station de Surveillance de l'Environnement Assistée par Satellite pour l'Océan Indien (SEAS-OI) est basée à Saint-Pierre. Le développement de méthodologies opérationnelles de traitement de ces images satellites est donc un enjeu fort pour consolider le partenariat entre la station SEAS-OI et les acteurs de l'aménagement du territoire à La Réunion et dans les territoires de l'Océan Indien.

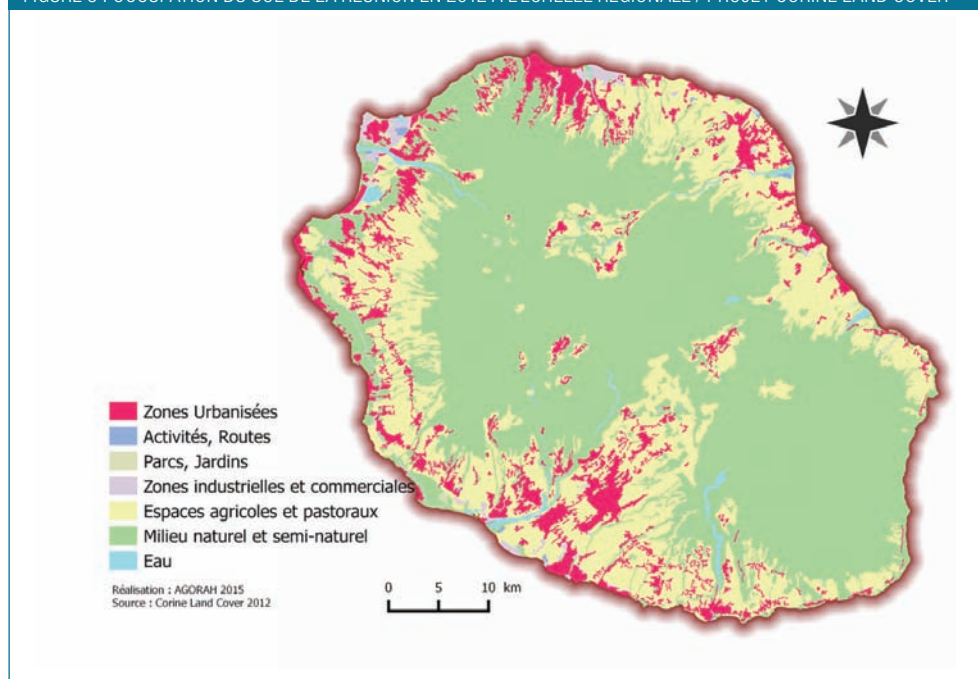
MÉTHODOLOGIE

La carte ci-dessous représente l'occupation du sol de La Réunion en 2012 à l'échelle régionale. Il s'agit du projet Corine Land Cover

Corine Land Cover est une base de données européenne d'occupation biophysique des sols (couverture végétale, couverture imperméabilisée non bâti, couverture bâti, couverture ligneuse, roches nues). Ce projet est piloté par l'Agence européenne de l'environnement et couvre 38 Etats. Cette base de données et fait partie du champ de la directive européenne INSPIRE. Trois versions ont été produites : 2000, 2006 et 2012. La surface de la plus petite unité cartographiée (seuil de description) est de 25 hectares.

A titre de comparaison, le projet de MOS de La Réunion propose une taille minimale d'objet de 300m² pour des objets numérisé à l'échelle de la parcelle voire du bâti.

FIGURE 8 : OCCUPATION DU SOL DE LA RÉUNION EN 2012 À L'ÉCHELLE RÉGIONALE / PROJET CORINE LAND COVER

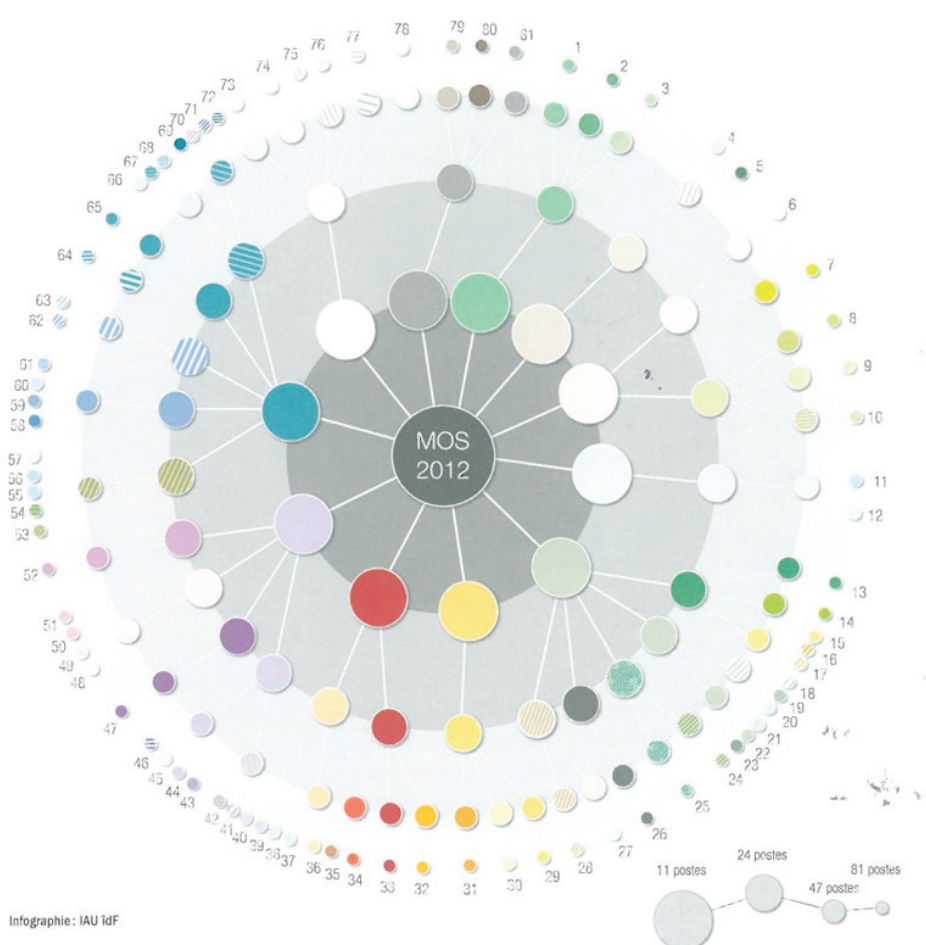


Pour arriver à une telle précision on utilise plusieurs types de descripteurs en plus de la couverture biophysique :

- Un descripteur d'usage ou de fonction (usage agricole, usage habitation, usage sport et loisir, usage activité, usage production de matériaux).
- D'autres types de descripteurs sont également envisageables (descripteur morphologique ou descripteur de caractérisation).

La combinaison de ces descripteurs engendre une richesse sémantique qui va de pair avec une représentation plus fine des détails au sol. On parlera alors de base de données des Modalités d'Occupation du Sol à grande échelle (MOS-GE).

La nomenclature détaillée des différentes classes de ce MOS a fait l'objet d'une large concertation partenariale entre les différents acteurs locaux pilotée par la DEAL au cours de l'année 2014, qui a abouti à la réalisation d'une nomenclature à 106 postes différents.



NOMENCLATURE DU MOS DE L'ÎLE DE FRANCE EN 81 POSTES (EXTRAIT DES CAHIERS DE L'IAU – DE LA CARTE AU TERRITOIRE – MOS 1982-2012, VOLUME 2)



Pour se représenter une nomenclature MOS, voici un visuel de la classification du MOS de l'Île de France en 81 postes. La logique du Mode d'occupation des sols est une nomenclature hiérarchique à plusieurs niveaux correspondant à des échelles de visualisation. Les niveaux 1 et 2 correspondent à l'échelle Corine Land Cover et les niveaux suivants permettent de préciser chaque type d'espace parmi les : surfaces artificialisées

- espaces naturels, semi-naturels et milieux aquatiques
- surfaces cultivées agricoles

La constitution d'une telle base de données résulte de la combinaison de différents types de traitement :

- La photo-interprétation assistée par ordinateur (PIAO) à partir d'images satellites ou photographie aériennes ;

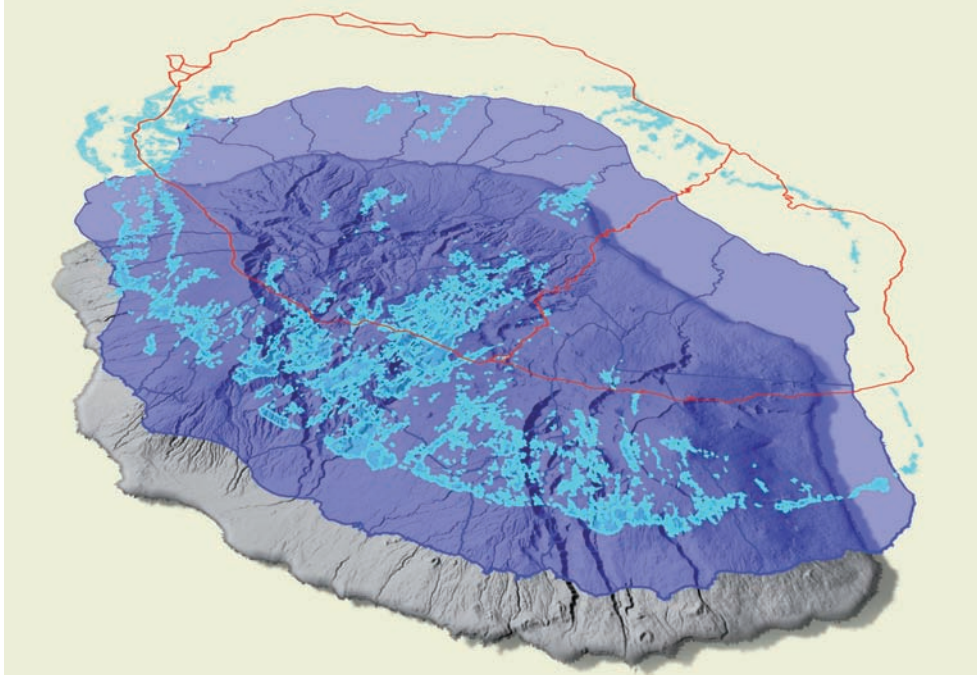
- Le traitement automatisé des images satellites (la télédétection) ;

- L'utilisation de données de référence déjà existante.

Une ossature de référence pour le MOS doit être définie à l'échelle régionale. Elle est constituée d'un squelette routier et d'un squelette hydrographique (emprise des cours d'eau / fonds de ravines). L'ossature routière découpe les îlots urbains et délimite les quartiers dans les espaces périurbains. Elle découpe également les espaces agricoles et naturels, mais de façon beaucoup plus lâche.

L'objectif pour la Réunion est de produire un MOS TO au 22 novembre 2011 et son actualisation annuelle à partir de l'année en cours au sein d'un observatoire du foncier.

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉUNION



MISSION IMAGE

VALORISATION DES TRAVAUX DE L'AGENCE

L'AGORAH a renforcé son équipe de production en recrutant un infographiste/webdesigner en tant que Chargé de mission Image. Ses domaines de compétences permettent de donner à l'agence une identité et visibilité qui lui faisaient défaut. La mission image est transversale, et l'objectif est de valoriser de façon claire, captivante et synthétique l'ensemble des productions de l'agence pour une meilleure appropriation des travaux de l'AGORAH par les partenaires de l'aménagement du territoire.

La mission Image est donc l'instrument de communication de l'AGORAH, agence vivante et dynamique, identifiable, et soucieuse de la qualité de son travail. Le chargé de mission Image accompagne l'ensemble des pôles thématiques, dans la valorisation de leurs expertises. Les projets, études et publications de l'agence requièrent régulièrement des composants graphiques ou des habillages permettant d'en agrémenter ou expliciter le contenu. 2015 a vu le nombre de productions de l'agence s'accroître sensiblement.

CHARTe GRAPHIQUE DE L'AGORAH

Suite à la redéfinition de l'identité graphique de l'agence en 2014, une charte graphique a été produite en 2015 traduisant l'évolution des pratiques et des méthodes de valorisation des productions de l'AGORAH. Elle s'adapte aux moyens modernes de communication et de diffusion. Elle offre à des conseils graphiques précis et suggère des solutions adaptées pour la réalisation des supports d'information et de communication.

Ces bonnes pratiques existent pour maximiser la cohérence de la communication de l'agence, et ainsi favoriser son empreinte identitaire positive et forte auprès de ses partenaires comme du grand public.

La charte graphique de l'AGORAH a été conçue pour être simples à appliquer, et ne requière pas de compétence technique spécifique.

GESTION DES COULEURS ET ÉQUILIBRE DES TEINTES DANS LA CHARTe GRAPHIQUE DE L'AGORAH

COULEURS

Un jeu de couleurs est mis en place pour faciliter la cohérence des documents, études, courriers. Il se décompose comme suit :

Éléments graphiques, tirages, puces...

Rouge profond	IMB (RGB) : 100 / 44 / 41 CMJN (CMYK) : 00 / 100 / 100 / 0
Taupe	IMB (RGB) : 210 / 200 / 200 CMJN (CMYK) : 20 / 20 / 20 / 0
Aire	IMB (RGB) : 100 / 200 / 0 CMJN (CMYK) : 20 / 0 / 100 / 0
Anthracite	IMB (RGB) : 87 / 87 / 86 CMJN (CMYK) : 0 / 0 / 0 / 80

Tout le noir à défaut

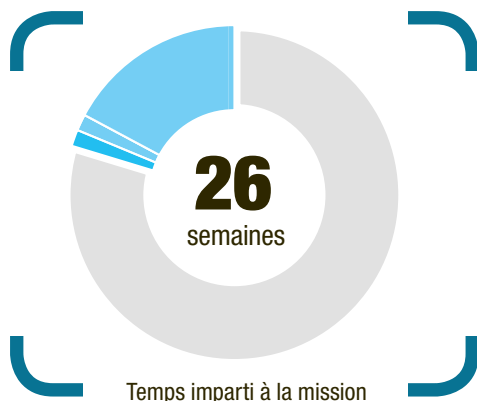
Blanc foncé	IMB (RGB) : 54 / 40 / 7 CMJN (CMYK) : 55 / 55 / 100 / 75
-------------	---

Ces teintes peuvent être sauvegardées dans les modèles Word, et accessibles dans la section « Thème » de la mise en forme. Le modèle word présent (Cf) les contient déjà.

Équilibre des teintes

Ce schéma représente les proportions des couleurs les unes par rapport aux autres dans votre document final. C'est également un guide de « priorité d'utilisation » en fonction de l'importance des éléments colorés.





SUPPORTS DE COMMUNICATION EXTERNE DE L'AGORAH

En 2015, l'AGORAH a participé à plusieurs événements comme le CARRECO, le forum sur les villes intelligentes ou encore le forum des métiers.

Ces événements ont permis à l'agence de communiquer différemment auprès de ces partenaires et du grand public via la mise en place de stands dédiés. Ces espaces de communication ont nécessités la création d'un stand agencé par trois supports de communication :

- Un kakémono,
- Une banderole,
- Un poster géant de 3m x 3m

Ces supports accompagnent désormais l'agence lorsqu'elle se déplace sur les forums, salon et autres événementiels à La Réunion et dans l'Océan Indien.



Stand sur le salon carreco en décembre 2016.

L'AGORAH, observatoire, centre d'expertises et d'analyses de l'aménagement de La Réunion est une agence d'urbanisme structurée pour étudier et anticiper les impacts des évolutions démographiques du territoire.

Ainsi, l'agence recense toutes les données en lien avec l'aménagement et produit des études stratégiques et prospectives sur l'urbain, l'habitat, l'environnement.

Pour imaginer La Réunion de demain, l'agence s'appuie sur des référentiels exigeants et fiabilisés, en concertation avec les différents acteurs institutionnels, publics, privés ou issus de la société civile.

Cette approche avant tout innovante, riche de partages, et plus créative dans la compréhension de l'espace, constitue pour l'AGORAH, un nouveau challenge d'intelligence territoriale.

www.agorah.com

OBSERVER

Les observatoires représentent le socle de l'agence et la mémoire vivante du territoire. Véritables outils d'aide à la décision pour les politiques publiques, ils répondent à tous les enjeux complexes d'aménagement et à une territorialisation des résultats. Les informations alimentent également les bases de données de l'agence et son système d'information géographique.

DES OBSERVATOIRES POUR MIEUX COMPRENDRE ET GUIDER L'ACTION

ÉTUDIER

Sur la base des données construites et rassemblées par les observatoires, l'AGORAH produit des analyses et expertises sur les différentes composantes de l'aménagement de La Réunion. Ces expertises sont mises au service du suivi et de l'animation du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) et répondent notamment aux besoins des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et des acteurs de l'aménagement (État, Région, Département et organismes publics et parapublics).

DES EXPERTISES AU SERVICE DES POLITIQUES PUBLIQUES D'AMÉNAGEMENT

ANIMER

Apres plusieurs décennies d'existence, l'AGORAH capitalise une immense banque d'informations. C'est un véritable centre de ressources et un espace d'échanges entre tous les partenaires de l'aménagement. Ainsi, l'AGORAH impulse désormais des événements thématiques privilégiant le partage des connaissances et la capitalisation des bonnes pratiques.

UN LIEU D'ÉCHANGES, DE DÉBATS, DE PARTAGE DE LA CONNAISSANCE

SITE INTERNET

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le site internet de l'agence a été entièrement refondé en 2015 suite au travail préparatoire débuté dans le courant de l'année 2014. L'objectif était de faire bénéficier l'AGORAH d'une plateforme de communication efficace, à la technologie actuelle et solide, évolutive, et qui puisse être un atout majeur dans l'animation et la communication de l'agence, ainsi que de se doter de la capacité de remettre le contenu à jour facilement et fréquemment.

Le site est opérationnel depuis mars 2015, date de sa présentation aux partenaires de l'AGORAH ; il est accessible au www.agorah.com.

ACTIONS RÉALISÉES

Ce nouvel outil a été intégralement réalisé en interne. A ce titre, le pôle Ressources s'est appuyé sur un système de gestion de contenu ou SGC (« CMS » ou « Content Management System ») qui permet non seulement de vastes

possibilités d'organisation de l'information (et donc une meilleure accessibilité de celle-ci), mais également une fiabilité reconnue, soutenue par l'une des plus grosses communautés d'utilisateurs et contributeurs au monde.

L'extrême flexibilité de ce système vient des principes d'agrégation de contenus.

La multiplication des vues et des mécanismes de choix, diminue la profondeur de l'information par rapport à la page d'entrée en multipliant les chemins, et la rend donc plus accessible.

Derrière la mise en place de ce système, il y a la volonté d'accroître l'activité du site internet de l'agence et d'en faire une réelle vitrine de l'activité actuelle, actualisée, de l'équipe et de ses partenaires. Ainsi, le processus de publication fait intervenir tous les collaborateurs dans la mise à jour des informations, la création de nouveaux contenus.

De plus, un agenda aisément navigable guide les utilisateurs vers les nombreux événements à venir, et différentes fonctions permettent de visualiser la documentation de l'agence directement en ligne en feuilletant les pages, tout simplement.

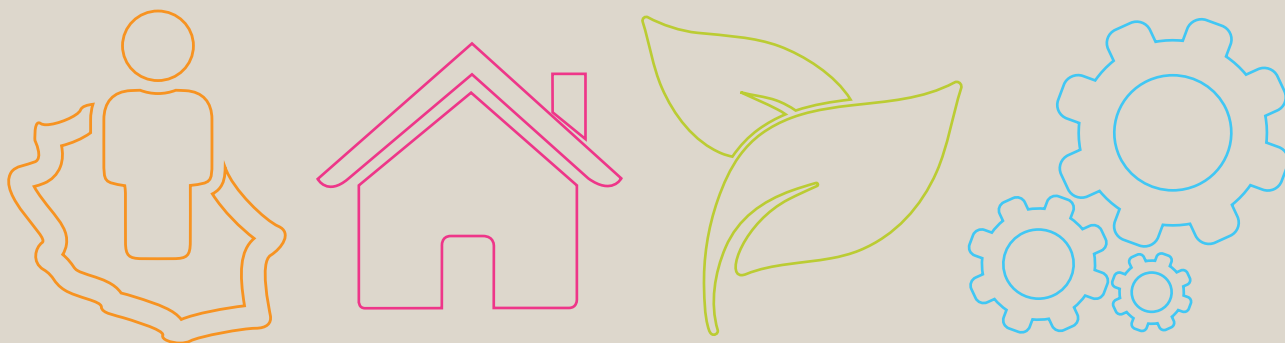


Capture d'écran du site Internet de l'AGORAH.





Missions Transversales



PRODUCTIONS GÉNÉRALES	94
COOPÉRATION RÉGIONALE	101
DÉVELOPPEMENT DE L'AGENCE	104

PRODUCTIONS GÉNÉRALES

LE SUIVI DES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX DU SAR

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le Schéma d'Aménagement Régional de La Réunion est porté par la Région Réunion et l'Etat. Il a été approuvé le 11 novembre 2011 par le Conseil d'Etat.

Le SAR est soumis à évaluation environnementale. L'article L.4433-7 du code général des Collectivités Territoriales indique en effet que «le schéma d'aménagement régional fait l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions définies par les articles L.121-10 à L.121-15 du code de l'Urbanisme».

Dans ce cadre, la Région Réunion et l'Etat a engagé depuis plusieurs années un suivi annuel de ce document cadre.

Ce suivi constitue un état des lieux, basé sur les indicateurs environnementaux du SAR qui ont été définis lors de l'élaboration du schéma. Il consiste en une collecte pluriannuelle et une analyse systématique des informations recueillies au fur et à mesure de l'évolution du projet. Cette capitalisation de connaissances est à ce titre, une base fondamentale pour l'évaluation environnementale du SAR.

Pour assurer ce suivi des indicateurs environnementaux du SAR, une commission de suivi du SAR a été mise en place au sein de la Région Réunion, en vue d'en présenter les résultats au courant du mois de novembre de chaque année. L'AGORAH, agence d'urbanisme de La Réunion, a en charge la coordination de cette démarche pour le compte de la Région Réunion, et auprès des différents partenaires institutionnels participant à ce projet.

Dans ce processus, l'AGORAH pilote le suivi de l'ensemble des 23 indicateurs environnementaux. Parmi eux :

— l'agence produit 14 indicateurs, dans la mesure où elle est détentrice des données sources, et en capacité de calculer les valeurs recherchées.

— Les 9 autres indicateurs sont produits par les partenaires en possession des informations nécessaires à leur calcul. L'AGORAH a la responsabilité de recueillir les données et de mettre en place des démarches pour leur obtention.

AVANCEMENT ET ACTIONS RÉALISÉES EN 2015

MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE METHODOLOGIE

L'AGORAH coordonne la démarche de suivi des 23 indicateurs environnementaux du SAR depuis plusieurs années, pour le compte de la Région Réunion, et auprès des différents partenaires institutionnels participant à ce projet.

Depuis 2013, l'AGORAH a élaboré une fiche type « fiche méta donnée » pour chacun des indicateurs environnementaux du SAR. S'en est suivie une phase de définition des indicateurs, de la méthodologie pour renseigner les indicateurs.

L'AGORAH a identifié en interne un chef de projets par volet thématique du SAR (Environnement, Habitat, Urbanisme). Référents des acteurs pilotes, ils ont en charge la coordination des chargés d'études de l'AGORAH. Tous travaillent en mode projet.

Un comité technique de suivi a été mis en place avec les partenaires de l'Agence (Etat, Région, Département). Cette instance a pour rôle de vérifier en continu l'état d'avancement de la mission globale et d'en valider le contenu.

Des groupes techniques par indicateur ou par groupe d'indicateurs ont été initiés avec les acteurs principaux de différents indicateurs.

L'AGORAH a ainsi assuré l'animation et/ou la coordination des différents comités techniques mis en place : groupe risques naturels, groupe déplacements, groupe étalement urbain, groupe espaces naturels, groupe déchets,...

Les différentes étapes méthodologiques portées par l'AGORAH, et qui visent à renseigner et à analyser les indicateurs sont les suivantes :

- Collecte des informations nécessaires aux calculs des différents indicateurs, auprès des partenaires fournisseurs de données. Pour l'ensemble des indicateurs l'AGORAH assure la coordination, le recueil et le recollement d'informations afin d'assurer une cohérence dans le renseignement des fiches.

- Mise à jour de la fiche « méta donnée » de chaque indicateur, principalement en termes de résultats numériques, mais le cas échéant également en terme de définition, ou de description méthodologique.

- Analyse des indicateurs : en parallèle des fiches, chaque indicateur fait l'objet d'une note d'analyse contextuelle, réalisée par l'AGORAH et/ou le partenaire fournisseur de la donnée.

- Validation : ces différentes productions font ensuite l'objet d'une validation partenariale avant publication, par le biais des différentes instances mises en place à cet effet. La coordination de cette étape importante de validation (réunions des groupes techniques, centralisation et transmission des informations, etc.) est assurée par l'AGORAH.



— **Compilation** : l'ensemble de ces travaux fait enfin l'objet d'un rapport final annuel récapitulant le suivi des 23 indicateurs du SAR. Il a vocation à être présenté à la commission du SAR, puis à être publié aux partenaires institutionnels. Dans le cadre de la présente édition, le rapport a été remis et présenté en commission, le 23 octobre 2015.

Ce séquençage du projet a fait l'objet d'un suivi associé à un contrôle qualité systématique de chaque étape et pour chaque indicateur. Pour l'année 2015, ce suivi a été formalisé par la mise en place d'un outil de gestion et de pilotage. Il était composé des éléments suivants :

— **Tableau de bord de suivi de mission, comprenant pour chaque indicateur, un contrôle de l'avancement (A FAIRE ; EN COURS ; FAIT) de chacune de ses étapes :**

- Méthodologie effectuée ;
- Donnée collectée / Calcul ;
- Fiche indicateur renseignée ;
- Envoi fiches / résultats au comité de lecture ;
- Analyse indicateur (production note d'analyse et validation du comité lecture) ;
- Intégration de l'indicateur au rapport final.

Ce suivi permettait par ailleurs d'assurer un suivi temporel instantané de la mission au regard des échéanciers de mission fixés par la Région Réunion (objectif final : commission SAR du 23 octobre 2015) :

- **Planning de mission 2015,**
- **Tableau bilan des séries de valeurs des indicateurs,**
- **Bilan des indicateurs 2015.**

RAPPORT FINAL

Dans le cadre de cette édition 2015, le rapport final du suivi des indicateurs environnementaux du SAR a été présenté lors de la commission de suivi du SAR du 23 octobre 2015. Il comporte les éléments suivants :

- Une présentation des 23 indicateurs environnementaux du SAR ;
- Un rappel de la méthodologie et de l'organisation proposée, en vue de piloter ce projet partenarial ;
- Une présentation :
 - des fiches « indicateurs », qui constituent un socle méthodologique et la capitalisation des résultats sur plusieurs années ;
 - des résultats 2015 des indicateurs environnementaux du SAR, associée à une analyse des résultats constatés, en vue de mettre en perspective l'évolution du territoire réunionnais au regard des projections du SAR ;
- Une synthèse des résultats des indicateurs environnementaux du SAR, sous forme de tableau bilan.



Couverture du rapport final 2015 du suivi du SAR

DENSITÉ DANS LES PROJETS D'URBANISATION

CONTEXTE ET OBJECTIFS

En 2015, la Région Réunion a souhaité que l'AGORAH propose une réflexion sur différentes méthodes de calcul de densité dans les projets d'urbanisation. Il s'agit de propositions, qui constituent une base de réflexion à partager et à compléter avec les partenaires, en vue d'assurer une vision collective et partagée de la prise en compte des prescriptions du SAR dans le calcul des densités logements des projets d'urbanisation.

MÉTHODE

Pour cela, l'AGORAH s'est appuyé sur plusieurs cas pratiques afin de confronter ses différentes méthodes de calcul de densité et leurs impacts sur l'opérationnalité d'un projet. Les collectivités concernées ont donc été rencontrées afin de récupérer les données nécessaires à l'exercice sur des opérations en cours, en renouvellement ou en extension urbaine :

- Le Port pour deux opérations : « Ville et Port » et « Ariste Bolon »
- Saint-Paul pour ZAC « Renaissance III »
- Saint-Pierre pour l'opération ANRU « Ravine Blanche »

RÉSULTATS

Une note méthodologique a ainsi été formulée. Ce document comprend :

- Un rappel de la densité définie dans le SAR ;
- Les différentes méthodes de calcul proposées ;
- Plusieurs tests sur des cas pratiques ;
- L'analyse des tests et l'exposé des limites.

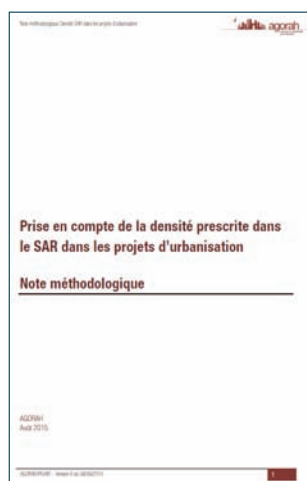
Cette analyse a fait l'objet de plusieurs présentations :

- En réunion technique pour présentation à la DEAL le 26 août.

— À M. LORION David, 3^{ème} vice-président, délégué au développement économique, à l'aménagement équilibré du territoire, aux grands équipements et au SAR de la Région, le 8 septembre.

— À la commission technique du SAR le 9 septembre.

— À la commission (politique) de suivi du SAR le 30 octobre.



PERSPECTIVES 2016

L'année 2015 constitue pour le suivi environnemental des indicateurs du SAR le premier exercice pour lequel la quasi-totalité des indicateurs (hormis l'indicateur 4.11 « Taux d'artificialisation du trait de côte ») a pu être renseigné et/ou faire l'objet de séries de valeurs pluriannuelles. Ainsi, cet ensemble d'indicateurs tend désormais à constituer un outil représentatif permettant de fournir aux acteurs publics une vision globale du territoire. Dès lors, il conviendra à travers les prochains exercices de l'étoffer et de le conforter tant en termes de méthodologie que de renseignement des valeurs d'indicateurs, en vue de confirmer les tendances observées ainsi que les analyses associées. En effet, certaines méthodologies d'indicateurs restent encore perfectibles. Elles pourront être optimisées lors du prochain exercice 2016, où à l'occasion de la mise à disposition de nouvelles sources de données ; des outils tels que le MOS (Mode d'Occupation du Sol) où la télédétection constituent dans ce cadre des sources d'informations dont il serait pertinent de se doter à court terme.

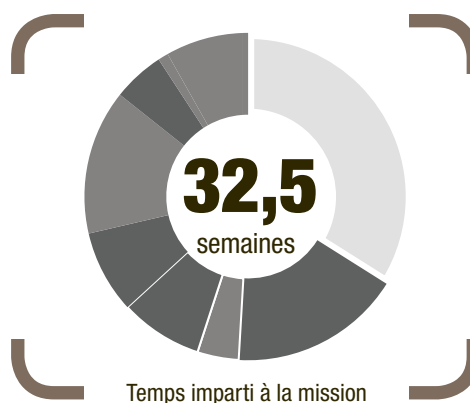
L'amélioration méthodologique pourrait également porter sur l'appréciation environnementale des indicateurs. Il apparaît en effet pertinent de se doter d'une méthodologie ou d'une grille d'analyse qui soit concertée, standardisée et fiable en ce qui concerne l'approche environnementale de l'ensemble des 23 indicateurs.

En parallèle de ces indicateurs, même si leur nombre est déjà important, il peut également s'avérer pertinent de leur adjoindre des indicateurs complémentaires, en vue de parfaire la vision du territoire qu'ils fournissent. En ce sens, les travaux de l'AGORAH portant sur la densité de logement et les densités de projets urbains qui ont été initiés en 2015 et qui seront poursuivis en 2016 s'inscrivent dans cette perspective.

Si de tels indicateurs complémentaires étaient prévus à l'avenir, afin de faciliter au mieux leur processus de création, il conviendrait de s'assu-

rer qu'ils répondent aux critères suivants, préalablement à leur constitution : faisabilité, simplicité (tant en termes de construction que de lecture), et reproductibilité.

Enfin, les analyses que permettent d'apporter ces indicateurs, pourraient également être complétées de préconisations et de leviers d'actions, en vue d'accompagner au mieux l'aménagement de notre territoire. Ces recommandations existent déjà pour la plupart : elles sont formulées dans le SAR ou au travers des autres documents de planification du territoire. Il conviendrait toutefois de les mettre en lumière et de les hiérarchiser au regard de l'image et de l'évolution du territoire qui est présentée par les 23 indicateurs environnementaux du SAR.



BILAN DES OBSERVATOIRES 2015

CONTEXTE ET OBJET

Les observatoires de l'AGORAH représentent le socle de l'agence mais aussi de véritables outils d'aide à la décision pour les politiques publiques.

Afin de valoriser ce travail, l'AGORAH a mis en place depuis 2014 un bilan de ses observatoires et de ses bases de données.

Cette publication permet d'établir un état des lieux des observatoires existants mais surtout de valoriser les données disponibles (bases internes et externes) afin d'établir des croisements de données pertinents selon différentes échelles géographiques.

In-fine, ce document a pour objet de participer à la construction du futur projet de territoire en proposant des données fiables, pertinentes et spécifiques à chaque thématique de l'aménagement du territoire à La Réunion.

MÉTHODE

Dans ce cadre, la constitution de ce second bilan des observatoires était basée sur la méthodologie suivante :

Travaux récurrents des observatoires :

En 1^{er} lieu, ce bilan s'appuie sur les travaux des différents observatoires qui sont réalisés en continu par les chargés d'études dédiés.

Pour chacun de ses observatoires et bases de données, l'AGORAH met en place une méthodologie planifiée et structurée, comprenant la définition d'une équipe dédiée à la réalisation de l'observatoire, un pilotage séquencé de l'outil et la constitution d'instances de suivi et de gouvernance.

Ces observatoires sont appuyés par :

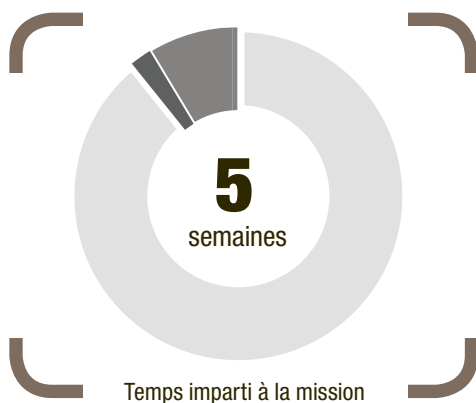
- l'animation des réseaux d'acteurs de l'aménagement du territoire, permettant l'échange des savoirs et savoir-faire et la capitalisation de bonnes pratiques ;
- un centre de ressources équipé de systèmes d'information géographiques de pointe.

Croisement de données :

Afin de proposer une valeur ajoutée à ces différents observatoires, il est ensuite procédé à un croisement des différentes données produites par chacun d'entre eux.

Pour 2015, voici les croisements de données qui seront proposées dans les différentes thématiques.





CROISEMENTS DE DONNÉES ENVISAGÉES

Urbain :

- Calcul prospectif expérimental d'une tache urbaine à l'horizon 2030.

Construction :

- Croisement de la localisation des permis de construire par rapport à la typologie urbaine immédiate (nombre de logements, densité, en distinguant les bas, des mi-pentes et des hauts).

Habitat / Volet social :

- % de logements sociaux rapportés au revenu médian (représenté à l'IRIS) ;
- Taille moyenne des ménages rapportée aux typologies de logements sociaux (représenté à l'IRIS) ;
- Loyers moyens au m² rapportés à la densité de population par IRIS.

Économie :

- Implantation des zones commerciales au regard de la densité de population.

Équipements publics :

- Isochrone : temps de déplacement à pieds vers les écoles élémentaires ;
- Arrêts de bus liés à la densité de population pour préfiguration de futures plateformes inter-modales.

Risques

- Impacts côtiers liés au changement climatique (élévation potentielle du niveau de la mer à horizon 2100).

L'ensemble des membres de l'AGORAH, qui sont autant d'experts thématiques, ont participé en commun et de manière collégiale à l'élaboration de ce bilan des observatoires. La pluridisciplinarité de l'équipe est ainsi mise en avant et permet de proposer une analyse fine des résultats et donc du territoire et de ses problématiques.

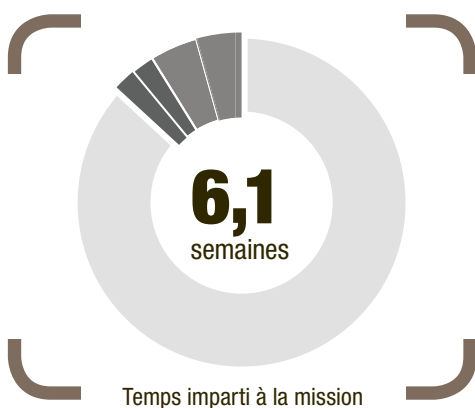
COOPÉRATION RÉGIONALE

CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER ET TECHNIQUE ENTRE L'AFD ET L'AGORAH

CONTEXTE

L'Agence Française de Développement (AFD) et l'AGORAH partagent des sujets d'intérêt commun dans les domaines de l'aménagement, du développement urbain durable et de l'appui aux collectivités locales. De ce fait, les deux agences ont souhaité mettre leur volonté d'agir en commun en établissant un partenariat de deux ans sur la période 2015-2017. Ce partenariat prévoit ainsi l'adhésion de l'AFD à l'AGORAH, à travers un appui financier complémentaire.

L'objectif de ce partenariat est de déployer et renforcer des actions communes en faveur du développement stratégique des territoires, afin de répondre aux besoins de logements, d'équipements, d'accès aux services publics, ce au travers du savoir-faire reconnu de l'agence d'urbanisme.



MÉTHODOLOGIE

Cette convention permet à l'AGORAH d'accompagner l'AFD sur trois axes thématiques :

— **Axe n°1 - la thématique « Déchets » :**

L'AGORAH anime depuis 2014, la mise en œuvre, le redéploiement et le pilotage de l'Observatoire Réunionnais des Déchets. Son objectif final est de contribuer à la définition d'une politique de gestion durable des déchets du territoire, grâce à une meilleure connaissance commune du secteur. Dans ce cadre, le partenariat permet à l'AFD d'intégrer la gouvernance de l'Observatoire Réunionnais des Déchets de l'AGORAH, et de participer à l'organisation des manifestations annuelles présentant les résultats de l'observatoire.

— **Axe n°2 - la thématique « Urbanisme et Aménagement » :**

L'AGORAH ayant impulsé en 2003, la création d'un Observatoire des Zones d'Activités Economiques (ZAE), aujourd'hui devenu l'Observatoire du Foncier Economique. Son objectif final est d'éclairer la conduite des politiques de développement économique des acteurs opérationnels, en suivant l'évolution du foncier économique à l'horizon 2030. Dans ce cadre, le partenariat permet à l'AFD d'intégrer la gouvernance de l'Observatoire du Foncier Economique de l'AGORAH, et de s'associer à la production d'un atlas des Zones d'Activités Economiques (ZAE) qui précisera les retombées socio-économiques sur l'ensemble du territoire.



— **Axe n°3 - la thématique « Coopération régionale »** : Unique agence d'urbanisme dans l'Océan Indien, l'AGORAH anime une mission transversale portant sur la coopération régionale, dont l'objectif est d'une part, de partager le savoir-faire technique local en matière d'urbanisme, d'habitat et d'environnement, et d'autre part, d'être un relais des bonnes pratiques internationales. Dans ce cadre, l'AGORAH apportera son expertise au programme mauricien de «smart cities», puisque le premier territoire visé est l'île Maurice.

RÉSULTATS

Le rapprochement de ces deux agences s'est concrétisé par la signature d'une convention partenariale le mardi 23 juin 2015 dans les locaux de l'AGORAH.



*Intervention de l'AGORAH lors de la conférence d'ouverture
«Quelle approche des Smart Cities dans nos territoires insulaires ?»
lors des 4^e Rencontres Réunion-Maurice.*

LES 4^{ÈMES} RENCONTRES RÉUNION - MAURICE : DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SMART CITIES

5 & 6 novembre 2015

Le concept des «Rencontres Maurice Réunion» a été créé en 2012 par le Club Export et mis en place en partenariat avec la CCIFM (Chambre de Commerce France Maurice), afin de valoriser les savoir-faire et de développer la coopération économique entre l'île Maurice et La Réunion. Ces rencontres annuelles présentent sur deux jours, à la fois des expositions (espace stand), des conférences, des ateliers thématiques, des visites de sites, des espaces BtoB et des soirées networking.

L'approche de ces rencontres est reconnue pour être innovante, mettant un fort accent sur le contenu des conférences et ateliers et des espaces d'échanges entre les professionnels des deux îles. Cette année, l'événement s'est déroulé à Maurice avec pour thème «Développement durable & Smart Cities». L'AGORAH s'est inscrit en amont de ces 4^e Rencontres

Dans ce cadre, l'AGORAH a participé activement à cette 4^e édition en tant qu'exposant et par le biais de plusieurs interventions sur différentes thématiques.

Stand d'exposition

Afin d'assurer la lisibilité de l'agence d'urbanisme et de communiquer sur ses métiers, un espace d'exposition a été alloué à l'AGORAH. L'équipe dédiée a ainsi pu dialoguer avec le public présent lors des deux journées d'événements.

Animation de la séance plénière « Quelle approche des Smart Cities dans nos territoires insulaires ? »

L'AGORAH a pris part à la conférence d'ouverture de ces 4^e rencontres Réunion-Maurice à travers l'intervention de Delphine DE DEA, Directrice Générale de l'AGORAH aux côtés de :

- Vanessa MIRANVILLE, Maire de La Possession,
- Gaëtan SIEW, Président du Construction Industry Development Board and State Land Development Company
- Joël Bruneau, Président de Property Development, Omnicane Management and Consultancy Ltd,
- Christophe Barge, Directeur associé, SmartCity Group

Animation d'ateliers thématiques

L'AGORAH a également participé à l'animation de deux ateliers :

- « Master-plan et big data : développer et utiliser les nouveaux outils de gestion territoriale sur nos îles »,
- « Innovations collaboratives : les nouveaux leviers du dynamisme économique au cœur des Smart Cities ».



Espace d'exposition de l'AGORAH lors des 4^e Rencontres Réunion-Maurice.

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE MISSION DE VOLONTAIRE

Un partenariat entre l'AGORAH, France Volontaires, et l'Institut des Métiers et de la Ville (IMV) de la communauté urbaine d'Antananarivo à MADAGASCAR, a pu se concrétiser en 2015 par la signature d'une convention. Cette dernière porte sur une coopération internationale entre les deux pays, permettant de valoriser des réflexions urbaines des territoires insulaires tropicaux, comme par exemple, la préfiguration d'une agence d'urbanisme, la création d'un observatoire de l'urbain à Antananarivo, des études sur la mobilité, les déchets, la planification, ... Des volets méthodologiques plus transversaux sont également abordés dans le cadre d'un partage de savoirs et de savoir-faire, et évoquent la gestion de bases de données, ou la création d'un centre de documentation sur l'urbain.

Ce partenariat de 12 mois minimum s'appuie sur la présence sur place à Madagascar d'un volontaire, qui tisse des passerelles avec La Réunion, via son accompagnement d'expertise par l'AGORAH. Ainsi, Benjamin MARKA, diplômé d'un Master Pro Génie Civil et Urbanisme à l'Université de La Réunion, a donc été recruté par France Volontaires sur un poste cofinancé par le Ministère des Affaires Étrangères Français au travers de la subvention versée par France Volontaires, par le Conseil Régional de La Réunion et par le FEDER.



DÉVELOPPEMENT DE L'AGENCE

PROJET URBAN WASTE

La Région des Canaries a sollicité l'AGORAH (par l'intermédiaire de la Région Réunion) pour faire partie d'un consortium européen en vue de répondre à un appel à propositions au titre du programme HORIZON 2020 sur la question des déchets urbains dans le secteur du tourisme.

Il réunit plusieurs partenaires (régions, université, organismes de recherche et entreprises) de différents Etats (Espagne, Portugal, Croatie, Italie, Pays Bas, Suède etc.). Les Canaries sont la région coordinatrice du projet.

Le projet comprend 2 étapes :

- la définition d'un état des lieux : étude et connaissance des déchets urbains dans le secteur du tourisme (quantification, analyse et cartographie);

- l'élaboration de stratégies innovantes, la définition des besoins, les échanges de bonnes pratiques dans le traitement et la prévention /déchets.

Dans le cadre de ce projet, l'AGORAH propose d'apporter un regard croisé sur le territoire insulaire réunionnais en matière de gestion des déchets urbains et de fréquentation touristique. Pour ce faire, l'AGORAH réalisera les étapes suivantes :

- Collecte de données (périmètre Réunion) en matière de déchets urbains et fréquentation touristique ;
- Caractérisation des déchets urbains et typologie de la fréquentation touristique ;
- Estimation et analyse du gisement de déchets urbains générés par l'activité touristique ;
- Présentation et analyse des politiques locales relatives aux déchets intégrant les problématiques touristiques ;
- Délivrables, création d'indicateurs et de cartographies.

Le projet a été soumis à la Commission Européenne et a été retenu fin 2015 ; le déclenchement des missions devraient quant à lui se produire au second semestre de l'année 2016.

PROJET RENOVRIK

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le projet RenovRisk est un projet multi partenarial réunionnais portant sur la gestion intégrée des risques météorologiques, géologiques, hydrologiques et côtiers associés aux cyclones tropicaux ou La Réunion face au changement climatique. Il est piloté par l'Université de La Réunion, et se déroulera sur 4 ans ; les autres partenaires étant notamment l'IRD, le BRGM, et l'AGORAH.

AVANCEMENT ET ACTIONS RÉALISÉES EN 2015

Dans le cadre de ce projet, l'année 2015 fut consacrée au montage du dossier partenarial, en vue de le soumettre aux financements européens. A cette occasion, l'AGORAH a formalisée sa méthodologie d'intervention à travers un projet de convention qui à terme sera passé avec l'Université.

Dans le dossier soumis aux financements européens, les prestations relevant de l'AGORAH portent sur les points suivants :

- Cartographie de l'occupation des sols des zones étudiées : réalisation de la cartographie de l'occupation des sols pour les périmètres d'étude «Salazie / Rivière des Pluies» et «Maido» (de l'amont du bassin versant, au récif corallien).
- Typologie des parcelles : localisation, taille, type de bâtiment (bâti / non bâti, hauteur, surface), usages (présence d'activité professionnelle ou non).
- Evaluation de la valeur des parcelles :

évaluation des coûts directs (biens non marchands, immobiliers et services liés à l'activité humaine) voire indirects (biens et services non marchands, qui sont rendus par l'environnement ou le milieu naturel vis-à-vis de l'activité humaine).

— Automatisation de l'évaluation des scénarii « évènements cycloniques » : évaluation via la modélisation d'une base de données et des chaînes de traitement de données associées

— Volet urbain des scénarii liés à l'aléa littoral : traduction en matière d'aménagement urbain de scénarios présentés d'un point de vue technique (aménagements préventifs, équipements structurants, recul de l'urbanisation, ...)

— Capitalisation / bancarisation des données et des productions du projet

PERSPECTIVES 2016

Le dossier du projet a été soumis aux financements européens fin 2015.

Dans ce cadre, les différentes missions et actions du projet, dont celles de l'AGORAH, devraient démarrer en cours d'année 2016.

L'AGORAH devrait notamment débiter sa mission par la création d'un site internet dédié au projet permettant la coopération entre les différents packages.

CONVENTION MÉTÉO FRANCE

Suite aux travaux de l'AGORAH sur les risques naturels et en particulier sur le volet risque cyclonique, des contacts ont été noués avec Météo France pour l'accès à leur bases de données sur le sujet. Le principe d'une convention de partenariat entre Météo-France et l'AGORAH a été posé en septembre 2015 et finalisé en toute fin d'année pour une collaboration qui commencera dès 2016.

Les attentes de Météo-France par rapport aux travaux à l'AGORAH de l'Observatoire des Risques Naturels se concentrent sur la production d'outils de communication / vulgarisation permettant à Météo-France de toucher un public plus large, à l'instar de ce qui a été réalisé pour le risque cyclonique.

Au-delà de ça il s'agira de mener une réflexion commune sur l'adaptation de La Réunion aux changements climatiques en particulier sur les questions de l'aménagement du territoire.

Enfin, l'accès aux bases de données et une coopération renforcée avec Météo-France s'inscrivent dans cette démarche de partenariat.

CONVENTION PIROI

Dans le cadre de l'Observatoire des Risques Naturels, des liens se sont tissés entre l'AGORAH et la PIROI, la Plateforme d'Intervention Régionale pour l'Océan Indien de la Croix-Rouge française, qui regroupe sept sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Mozambique, Tanzanie, Comores, Madagascar, Seychelles, Maurice, France-Réunion-Mayotte).

Une volonté commune s'est dégagée afin de collaborer d'une part sur la sensibilisation des populations vulnérables – en particulier les plus jeunes – face aux risques de catastrophes, et d'autre part sur des échanges de données et d'expertises dans le cadre d'actions de formation.

Ces liens se sont matérialisés via la rédaction en 2015 d'une convention de partenariat qui sera entérinée en 2016 et qui, au-delà du cadre des risques naturels et au vu de la zone d'intervention de la PIROI, fait également sens pour l'AGORAH relativement à son volet coopération régionale.





Participation de l'agence

ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS	108
ÉVÈNEMENTIELS	113
FORMATIONS	119

ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS

RÉNOVATION URBAINE : SUIVI DE L'ÉLABORATION DES PROJETS NPNRU DU CENTRE-VILLE DE SAINT-ANDRÉ ET DU QUARTIER DE BOIS D'OLIVES SUR SAINT-PIERRE

Avril 2015

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du centre-ville de Saint-André, la commune a souhaité mettre en œuvre une démarche de concertation avec les partenaires du projet avec une série de rencontres en vue l'élaboration du protocole de préfiguration du NPNRU (concomitamment au nouveau contrat de ville).

Pour cela l'AGORAH a participé aux workshops organisés sur la thématique du rayonnement et l'attractivité du centre-ville et sur la thématique Proximité - Vie et dynamique du quartier en avril 2015.

La Ville de St-Pierre poursuit également les études de définition du projet du quartier de Bois d'Olives à inscrire dans le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU). Des comités et rencontres avec les services et les acteurs présents sur le territoire, ont eu lieu. L'AGORAH a assisté au comité de pilotage du 4 septembre 2015 validant les grandes orientations d'aménagement.

Ces participations permettent à l'agence d'investir ce champ de l'aménagement urbain et de prendre connaissance de l'avancement des démarches et des besoins à venir concernant les études complémentaires servant à affiner le projet afin d'envisager des possibles collaborations.

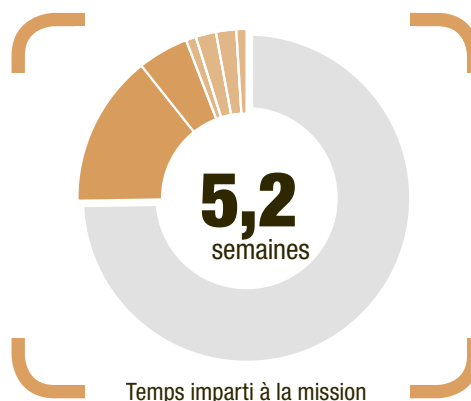
DIAGNOSTIC 360° DU MAL LOGEMENT

29 avril 2015

Ce diagnostic piloté par la DJSCS est réalisé par le cabinet Eneis Conseil. Il s'inscrit dans le cadre d'une instruction ministérielle. L'objectif principal est après une phase de diagnostic partagé du « sans-abrisme au mal logement », d'élaborer des préconisations afin d'améliorer la gestion des demandes. Ces préconisations pourront servir de pistes d'actions dans le cadre de l'écriture du nouveau PDALHPD (anciennement PDALPD arrivant à échéance en 2015).

Des ateliers de concertation ont été organisés au 1^{er} semestre 2015 afin d'approfondir les éléments recueillis. L'AGORAH a assisté à l'atelier sur la gouvernance de la politique hébergement/logement qui s'est déroulé le 29 avril 2015.

L'objectif final étant de problématiser les enjeux afin d'établir dans un second temps des recommandations sur la politique du logement et de l'hébergement.

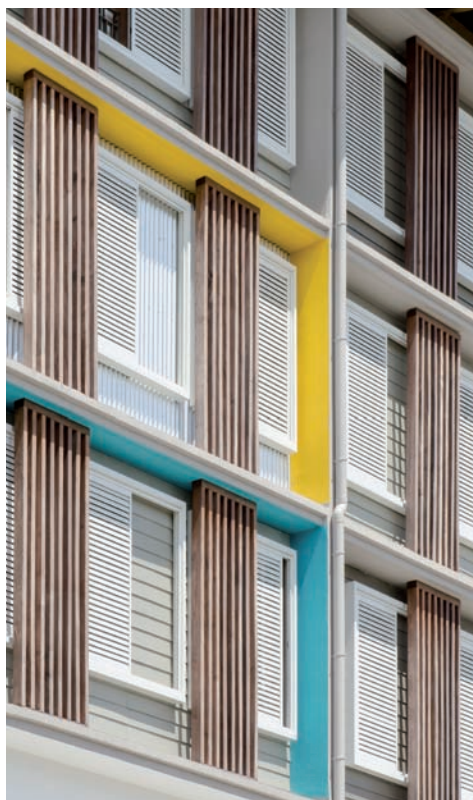


ATELIERS PLAN LOGEMENT OUTRE-MER

12 juin 2015

Suite à la signature le 26 mars 2015 du plan « Logement Outre-mer 2015-2020 » par les Ministères en charge du logement, des outre-mer, et de la politique de la ville, la Préfecture de La Réunion a invité tous les acteurs de la filière du logement pour travailler sur des réponses concrètes aux problématiques de construction et de rénovation qui se posent sur les territoires ultramarins. L'objectif a été d'assurer une adaptation du plan aux spécificités et aux besoins propres de La Réunion et de réaliser un travail de déclinaison opérationnelle.

Afin d'élaborer cet accord régional sur l'élaboration du Plan logement outre-mer, plusieurs sessions d'ateliers ont regroupé tous les acteurs locaux de l'aménagement du territoire.



Les thématiques abordées étaient les suivantes :

- Libérer et aménager le foncier nécessaire à la construction de logements ;
- Favoriser la construction neuve de logements de qualité ;
- Développer les parcours résidentiels et l'accession ;
- Encourager la réhabilitation et l'amélioration du parc existant dans un souci de développement de l'offre de logements ;
- Engager la transition énergétique dans le secteur du bâtiment ;
- Maîtriser les coûts de production et de réhabilitation des logements ainsi que les besoins de financement associés.

L'équipe du pôle habitat de l'AGORAH s'est donc répartie sur ces différentes réunions afin de contribuer aux réflexions et propositions pour aboutir à la rédaction d'un protocole de préfiguration. Ce dernier a été signé le 12 juin 2015.

PARTICIPATIONS AUX COMITÉS TECHNIQUES ET DE PILOTAGE DES PLANS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE EN COURS D'ÉLABORATION OU DE MISE EN ŒUVRE

En 2015, l'AGORAH a été conviée aux réunions techniques et points d'étape des démarches PCLHI-PILHI engagées sur les communes de la CIREST, de Petite-Ile et du TCO.

Cette participation permet de suivre l'état d'avancement des plans et de prendre connaissance des résultats et difficultés rencontrées mais également d'apporter une cohérence d'ensemble en lien avec les autres missions de l'agence et plus particulièrement l'observatoire de l'habitat indigne.



GESTION INTÉGRÉE DE LA MER ET DU LITTORAL

7 juillet 2015

Le Territoire de la Cote Ouest (TCO) a lancé en novembre 2013, le projet Gestion Intégrée de la Mer et du Littoral (GIML) pour une durée de 2 ans. La GIML est une démarche issue du Grenelle de la mer et dont l'expérimentation sur l'île est inscrite dans le Livre Bleu Sud Océan Indien. Son objectif est d'améliorer la gestion du continuum terre-mer afin de faciliter la cohabitation entre l'ensemble des activités humaines et le bien commun (mer et littoral).



Pour cela, un territoire d'expérimentation, s'étendant du Cap La Houssaye à la Ravine de Trois-Bassins et des Remparts du Maïdo au large de l'Ermitage, a été identifié. Car, il présente sur un espace terrestre restreint et ouvert sur le large, un condensé des enjeux présents sur la micro-région (mitage des terres agricoles, urbanisation des zones de savane, conflits d'usage entre eau urbaine et eau agricole, surfréquentation du lagon...).

La mise en œuvre du projet GIML s'articule autour de 3 phases :

- La co-construction d'un diagnostic partagé,
- La construction de scénarios d'évolution possibles pour ce territoire,
- L'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions pour la zone d'expérimentation.

L'AGORAH a donc été sollicitée afin de participer au comité d'expert organisé dans le cadre de la phase 2 de co-construction de scénarios de la GIML, le 7 juillet 2015.

SCOT DU TCO

30 septembre 2015

En 2015, l'AGORAH a été conviée à des ateliers dans le cadre de la révision du SCOT du TCO. Elle a ainsi participé à l'atelier 2 du 30 septembre animé par le groupement DBW, TETRA et ECOVIA, sur la thématique de « L'articulation des transports et de l'armature urbaine de l'Ouest ».

Cette participation a permis de suivre l'état d'avancement du diagnostic établi sur le territoire, de partager les grands enjeux et les orientations de développement.

SÉMINAIRE SEAS-OI « PROSPECTIVE TERRITORIALE ET MODÉLISATION DE DYNAMIQUES SPATIALES » : PROJET DESCARTES, GIML

Mercredi 7 Octobre 2015

Dans le cadre des séminaires sur les applications de la télédétection organisés à SEAS-OI, des travaux sur la prospective territoriale et la modélisation de dynamiques spatiales à l'île de La Réunion ont été présentés. Dans un premier temps, les notions de prospective territoriale et de modélisation sont définies. Puis dans un second temps, trois applications sont présentées :

— DS et DS-SAR: outil de médiation et d'aide à la décision permettant de simuler l'évolution de la population et du Mode d'Occupation des Sols à La Réunion grâce à une technique de modélisation multi-agent.

— DESCARTES (DEFinition, Simulation CARTographique et Evaluation de Scénarios) : outil de simulation cartographique pour l'aide à l'évaluation agro-écologique de scénarios de l'usage des sols en milieu insulaire tropical. Le langage OCELET permet de simuler différents scénarios de l'évolution du territoire réunionnais (densification, extension et mitage).

— GIML (Gestion Intégrée de la Mer et du Littoral) : projet qui répond à la nécessité de mettre en cohérence les différentes politiques sectorielles, de mieux prendre en compte et d'améliorer la gestion du continuum terre-mer. C'est un travail collaboratif visant à construire un diagnostic partagé et à explorer les futurs possibles pour le territoire.

SÉMINAIRE SEAS-OI « DRONES : DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR LES SCIENCES DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE »

Mercredi 25 Novembre 2015

Dans le cadre des séminaires sur les applications de la télédétection organisés à SEAS-OI, des travaux sur les perspectives d'utilisation des drones pour les sciences de l'information géographique ont été présentés.

— Dans un premier temps, la notion de drone est définie. A ce sujet, plusieurs points sont abordés : avantages et limitations liés à l'utilisation d'un drone, aspects réglementaires et différents domaines d'applications.

— Un second temps est dédié à la présentation du drone eBee et aux trois grandes phases qui composent une mission permettant la cartographie d'un site d'étude : préparation de la mission, réalisation du vol et traitement des données.

Pour finir, deux exemples d'applications sont présentés :

— Agriculture : le projet MAFOR (matière fertilisantes d'origine résiduaire) a pour but d'acquiescer des références sur l'utilisation de plusieurs MAFOR sur la canne à sucre à l'île de La Réunion. Pour ce faire, un survol de la parcelle a été réalisé avec un drone équipé de capteur infrarouge et visible.

— Industrie et BTP : Dans le cadre du suivi des matériaux pour la nouvelle route du littoral, MAPALI a été mandaté afin de réaliser à l'aide d'un drone le bilan de matières de différentes zones de stockage.



FORMATION « URBANISME » AMDR

A la demande de l'association AMDR – Association des Maires de La Réunion – l'AGORAH a organisé et animé une journée de formation le 5 octobre à destination des élus intitulée « *Les règles de l'urbanisme et autres généralités* ». Cette formation a pour objectif tout en explicitant les fondamentaux de l'urbanisme (hiérarchie des normes, codes applicables, outils de planification, dernières lois approuvées, les acteurs de l'aménagement, les procédures opérationnelles, les outils de la maîtrise foncière... illustrés de cas pratiques), d'initier les élus à la compréhension du projet urbain et de ses principales composantes (système parcellaire, constitution de l'ilot, espaces libres/espaces bâtis, maillage viaire et typologie des voiries, densité et verticalité...).

INITIATION AUX SIG

Le volet « animation » du projet PEIGEO, permet notamment de promouvoir l'outil et de développer des partenariats avec les acteurs de la géomatique à La Réunion.

Depuis plus de 10 ans avec le Club BD Topo, le Club Géomatique & les Rencontres PEI de la GEOmatique, l'AGORAH a pu fédérer les acteurs de la géomatique à La Réunion autour de thématiques partagées.

Dans ce cadre, l'AGORAH a organisé une session de formation sur les logiciels QGIS et Illustrator ainsi qu'un focus sur le projet OpenStreetMap les lundi 7 & mardi 8 décembre 2015. Cette session de formation était animée par des ressources internes et un expert des Systèmes d'Information Géographique et l'un des principaux contributeurs au projet Open Street Map.

La formation a rencontré un vif succès et une seconde session identique et d'ores et déjà prévue en février 2016 pour répondre aux demandes des différents organismes publics et privés désireux de s'initier aux techniques de l'information géographique.



ÉVÉNEMENTIELS

L'AGORAH INVITE... CONFÉRENCE SUR LES PLANS GUIDES URBAINS

CONTEXTE

L'AGORAH a initié depuis 2014 un concept novateur dans son volet animation. En effet, les partenaires de l'agence ont acté la mise en œuvre d'un nouveau mode d'animation des réseaux d'acteurs de l'aménagement du territoire, permettant lors d'un colloque, l'échange des savoirs et savoir-faire et la capitalisation de bonnes pratiques.

Ce séminaire appelé « A la croisée des regards sur notre territoire, l'Agorah invite... » est un temps de partages dédié aux acteurs de la ville, du paysage et du développement durable, au cours duquel l'AGORAH propose à une personnalité de venir exposer et débattre sur son domaine d'expertise. L'AGORAH a également souhaité ouvrir ce séminaire aux étudiants afin de permettre la création de passerelles entre le monde professionnel et celui de la formation.

Forte de deux éditions dédiées, tout d'abord en mai 2014 aux politiques du logement dans les quartiers de rénovation urbaine avec l'accueil du CES de l'ANRU, puis en septembre 2014 aux dynamiques économiques et commerciales dans les quartiers de rénovation urbaine avec la CCI Réunion, l'AGORAH a organisé en 2015 sa troisième édition en invitant Matthias ARMENGAUD, urbaniste associé d'AWP, agence de reconfiguration territoriale internationale, sur le thème de ses « Expériences de Plans Guides Urbains : quelle transcription possible à La Réunion ? ». Ce séminaire s'est articulé autour d'une conférence, suivie par un temps d'échanges avec les participants.

Il s'agissait donc d'enrichir la réflexion autour des possibilités de mise en œuvre d'une nouvelle pratique urbanistique locale, basée sur la concrétisa-

tion d'un outil innovant et créatif, les Plans Guides Urbains articulant les documents réglementaires et les projets urbains opérationnels.

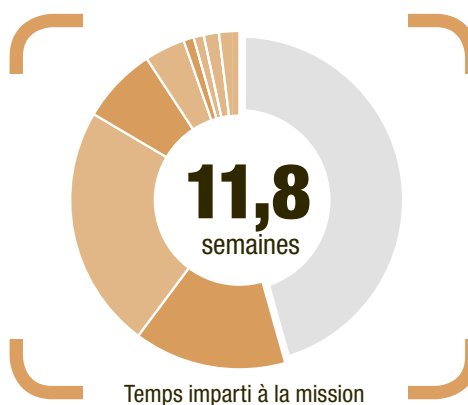
Cette demi-journée technique a donc été l'occasion d'aborder les logiques et les critères de mise en œuvre par le cas concret du Plan de la Défense à Paris, dont l'objectif était de donner un sens et une cohérence aux espaces publics de ce territoire.

RÉSULTATS

Le séminaire « Expériences de Plans Guides Urbains : quelle transcription possible à La Réunion ? » a été organisé le jeudi 23 avril 2015 dans les locaux de l'AGORAH.

Pour veiller à la qualité d'animation de l'atelier, plusieurs types de livrables ont été réalisés :

- un support de présentation introduisant la mission portée par l'AGORAH de transcription de Plans Guides Urbains à La Réunion ;
- un livret de la demi-journée « A la croisée des regards sur notre territoire, l'AGORAH invite... Matthias ARMENGAUD sur Expériences de Plans Guides Urbains : quelle transcription possible à La Réunion ? » a été remis aux participants en début de séance.



LA TABLE RONDE DE L'INTA

11 septembre 2015

En vue de la conférence Habitat III organisée par les Nations Unies en octobre 2016 à Quito, l'Association Internationale du Développement Urbain (INTA) en partenariat avec « Live In A Living City » (LIALC) a lancé une initiative à l'échelle internationale afin de formuler une contribution à l'élaboration de l'agenda urbain des 20 prochaines années. Le livrable final de cette initiative devrait prendre la forme d'un Position Paper diffusé avant Habitat III et contenant des propositions opérationnelles sur le thème central de l'innovation comme levier d'un développement urbain plus équilibré et responsable. L'INTA a ainsi identifié 10 thématiques qui seront traitées sous la forme de tables rondes de 2 jours prenant place dans 10 villes à travers le monde, chacune engageant les réflexions sur une des thématiques.

Dans ce cadre, l'INTA a proposé au Conseil Régional que La Réunion soit l'île hôte pour l'organisation d'une table-ronde centrée sur l'Océan Indien, avec pour partenaires locaux, le Conseil Régional et l'AGORAH. L'agence d'urbanisme aurait ainsi pu mener l'organisation de cette manifestation, permettant d'alimenter les réflexions et les échanges d'expériences en vue de la rédaction par l'INTA d'un document d'orientation.

En vue de la préparation de cet événement une première réunion a eu lieu entre le Conseil Régional et l'AGORAH. Les échanges lors de cette rencontre ont permis de dégager les grandes lignes d'organisation de la rencontre et de détailler les missions confiées à l'AGORAH.

Une seconde réunion a également été fixée entre l'INTA, le Conseil Régional et l'AGORAH le vendredi 11 septembre 2015, permettant d'aborder de manière plus précise les éléments d'organisation de la table-ronde.



Stand d'exposition de l'AGORAH à la 2^e édition du Carrefour des communes (CARRECO).

LA 2^{ÈME} ÉDITION DU CARRECO

1^{er} & 2 Octobre 2015

L'association des maires de La Réunion (AMDR) et Com'see ont organisé cette année la 2^e édition du CARRECO – Carrefour des communes et des EPCI. L'événement se veut ainsi un lieu de rencontre pour les acteurs du marché de la commande publique et un moment d'échanges et de réflexions autour de thématiques relatives aux spécificités territoriales de La Réunion. Cette année, la 2^e édition du CARRECO était placée sous le thème central « Enjeux et territoires ». L'AGORAH a alors participé activement à l'organisation et à l'animation de cet événement.



Animation de la conférence « Réfléchir ensemble à la ville de demain : durable, connectée et citoyenne » avec le Conseil Régional, l'AGORAH et Orange.

Stand d'exposition de l'AGORAH

A l'occasion de la 2^e édition du CARRECO, l'AGORAH a poursuivi sa démarche de lisibilité et d'explication de ses métiers auprès des acteurs de l'aménagement, publics et privés. Pour cela un stand d'exposition a été octroyé à l'agence d'urbanisme, permettant à l'ensemble de l'équipe présente lors des deux journées d'assurer la représentation de l'AGORAH.

Présentation de l'Observatoire du Foncier Economique

L'AGORAH a eu le plaisir d'animer un temps d'échanges, le jeudi 1^{er} octobre 2015, à travers lequel l'agence a présenté l'Observatoire du Foncier Economique. Ce temps d'échanges a ainsi été l'occasion de présenter la nouvelle gouvernance partenariale de cet outil, ainsi que les nombreuses évolutions. La seconde partie de la présentation est ensuite venue illustrer la mutation de l'observatoire et ses ambitions à travers l'exposé d'un extrait de l'Atlas du Foncier Economique.

Organisation et animation de la conférence : « Réfléchir ensemble à la ville de demain : durable, connectée et citoyenne » avec le Conseil Régional, l'AGORAH et Orange

Sous la forme d'un dialogue entre les différentes structures animatrices, cette conférence, qui s'est tenue lors de la 2^e journée du Carrefour des Communes, a proposé aux participants d'investir les réflexions autour de la ville durable intelligente et de son application opérationnelle sur le territoire réunionnais.

Pour cela le partenariat entre le Conseil Régional, l'AGORAH et Orange a permis d'aborder la problématique par le biais d'une double approche, à savoir :

- La technicité du numérique et des réseaux,
- L'impact de ces innovations numériques sur l'aménagement urbain et l'économie réunionnaise.

D'abord invitées à partager leur propre vision de ce que sera la ville intelligente et leur champ d'actions par rapport à ce phénomène émergent de « Smart City », les structures animatrices ont ensuite débattu entre elles et avec la salle afin de déterminer les grands enjeux de la ville intelligente qui, au vue des échanges fructueux, semble se dessiner à travers trois grandes caractéristiques qu'il s'agira pour La Réunion d'appréhender :

— Une ville durable : la ville intelligente est énergique, attractive et intuitive ; tout autant qu'esthétique, respectueuse de son environnement, et résiliente.

— Une ville connectée : La création de la ville intelligente nécessite le partage des données, ce qui passe par le stockage d'une multitude de données (Big Data) et par une ouverture de ces données (Open-Data).

— Une ville citoyenne : La ville intelligente est citoyenne à travers les services apportés aux habitants dans les usages du quotidien, aussi bien fonctionnels (déplacements, informations, administration,...), ludiques (loisirs, tourisme,...), environnementaux (énergie, eau, déchets,...) que pour la sécurité des biens et des personnes (risques naturels).



SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LE THÈME « SOLAR ENERGY IN URBAN PLANNING »

Vendredi 2 octobre 2015

A l'occasion de la venue à La Réunion d'experts internationaux de l'agence internationale de l'énergie, l'AGORAH a été invitée à participer au Symposium international « Public Solar Energy in Urban Planning », le vendredi 2 octobre 2015 à l'amphithéâtre bioclimatique du Moufia à Saint-Denis. Cet événement organisé par le laboratoire PIMENT de l'Université et l'ADEME, a permis de nombreux échanges avec les experts internationaux et les acteurs locaux, et l'AGORAH, présente à la table ronde, a pu évoquer deux thèmes inhérents à la notion de « ville tropicale durable » :

— L'articulation possible entre les univers de l'urbanisme et de l'ingénierie, dont les cultures métiers sont parfois, éloignées ;

— Et la gouvernance de projet comme outil d'intégration des prescriptions environnementales à l'aménagement du territoire.

LA 3^{ÈME} SEMAINE DE L'INNOVATION

27 octobre 2015

Le 27 octobre 2015, l'AGORAH est intervenue dans le cadre des semaines de l'innovation organisées par NEXA et « Innovons La Réunion ». Cette démarche partenariale constitue des moments de partage des connaissances sur des thématiques transversales constituant des leviers d'innovation afin d'accompagner le territoire à travers les mutations en cours et à venir.

Partenaire d'« Innovons La Réunion » pour la mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Innovations, l'AGORAH participe activement aux réflexions sur la ville réunionnaise de demain et l'émergence de villes intelligentes à La Réunion, mais aussi à l'échelle de l'Océan Indien. L'inscription de l'AGORAH dans la 3^e semaine de l'innovation dédiée au design, confirme ainsi l'investissement de l'agence dans les champs de l'innovation et de ses impacts sur l'aménagement du territoire.



Participation au Symposium International «SOLAR ENERGY IN URBAN PLANNING!».

Sous la forme d'un débat, ouvert à tous, il s'agissait ainsi d'animer le réseau d'acteurs sur la thématique du design en proposant une approche urbaine. Par ce biais, il était proposé un moment d'échanges et de propositions autour du design urbain, élément fondamental d'une ville fonctionnelle, esthétique et vectrice de cohésion sociale.

L'événement s'est composé de deux grandes parties :

Une première partie sous la forme d'interventions thématiques, permettant :

- D'investir le thème du design et de son application dans l'aménagement urbain à travers une intervention de l'AGORAH intitulée « Le design urbain au service d'une ville fonctionnelle, vecteur de lien social et esthétique ».
- De découvrir des exemples récents et récents en design urbain via un benchmark international réalisé et présenté par l'agence Thema Design.
- D'avoir un retour d'expériences sur un aménagement local s'étant inscrit dans une réflexion en termes de design urbain à travers le témoignage de la ville de Saint-Pierre et du programme de rénovation urbaine du quartier de Ravine Blanche.

Une seconde partie sous la forme d'une table ronde avec différentes institutions locales en lien avec l'aménagement du territoire et/ou le design afin de débattre de la question du design urbain à La Réunion : les formations proposées, les compétences existantes à l'échelle locale en termes de design et d'art urbain, les champs d'application du design dans l'espace urbain, les types d'accompagnements proposés par les institutions, ...

Le sujet abordé était large et les échanges ont été particulièrement intéressants, poussant Innovonsla Réunion et l'AGORAH à renouveler leur partenariat pour l'année 2016 sous la forme d'autres événements autour du design urbain et de la ville intelligente.



Débat local « Penser la ville de demain ? Quel apport du design ? » animé par l'AGORAH lors de la 3^e semaine de l'innovation organisé par Innovonsla Réunion.





RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL DE L'OBSERVATOIRE VOLCANOLOGIQUE DU PITON DE LA FOURNAISE

Mercredi 4 Novembre 2015

L'AGORAH était présente à la présentation du rapport d'activité annuel de l'Observatoire Volcanologique du Piton de la Fournaise dans les locaux de l'OVPF. L'activité du Piton de La Fournaise est retracée, mois par mois, de novembre 2014 jusqu'à octobre 2015. Un bilan est réalisé à chaque mois de l'année sur plusieurs thématiques : activité volcanique, sorties terrain, visiteurs importants, colloques scientifiques, publications scientifiques et financements.



FORUM DES PROJETS URBAINS

Mardi 10 novembre 2015

L'AGORAH a participé au 15^e Forum des projets urbains s'est tenu à Paris, au Palais des Congrès, le 10 novembre dernier. Lieu d'informations sur les principales opérations d'aménagement à l'échelle française et européenne, ce forum a pour ambition d'échanger, de partager les savoir-faire et les expériences entre les acteurs de l'aménagement.



SALON RÉGIONAL DE LA JEUNESSE

Vendredi 27 novembre 2015

Dans le cadre du Salon Régional de la Jeunesse qui s'est tenu du 26 au 28 novembre 2015 au Parc des expositions de la ville de Saint-Denis, l'AGORAH a participé sur invitation de l'Université de La Réunion à un *Job-Dating des rencontres Sup'Entreprise* le vendredi 27 novembre.



Ceci a permis le recrutement de deux jeunes apprentis à l'AGORAH :

- Anne-laure AMABLE, assistante administrative (23 mois) ;
- Joël MARTIN, infographiste/webdesigner (10 mois).

FORMATIONS SUIVIES

FORMATION LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE ARS/DEAL/CNFPT

Sessions de juin et d'octobre 2015

L'ARS-OI organise des séminaires/formation sur la « lutte contre l'habitat indigne ». Dans le prolongement de 3 sessions de formation programmées en septembre 2010 puis en décembre 2012 et en octobre 2014, une formation intitulée «Le traitement des situations d'habitat indigne en secteur diffus» a été proposée aux collectivités en juin 2015.

Sur le thème «enjeux et outils de mise en œuvre de lutte contre l'habitat insalubre » une seconde session formation a été assurée par le CNFPT fin octobre en collaboration avec la DEAL.

Dans la continuité des précédents cycles de formation, l'AGORAH a été sollicitée par l'ARS et par la DEAL lors de ces deux sessions et est intervenu sur les enseignements de l'étude ZHPI et la création de l'observatoire habitat indigne.

Ces cycles de formation sont l'occasion pour l'agence de s'informer sur les outils de lutte contre l'habitat indigne, et les évolutions réglementaires (nouveaux dispositifs de la loi « Letchimy », loi ALUR) et de communiquer sur la démarche de l'observatoire habitat indigne engagée.

FORMATION ÉCO-QUARTIERS

Les 16 et 17 septembre 2015, la DEAL, par l'intermédiaire du CAUE et en partenariat avec la Caisse des Dépôts et de Consignations a organisé un module de formation de deux journées portant sur le montage économique et financier d'un éco-quartier. L'AGORAH a ainsi eu l'occasion de participer à cette formation qui s'est articulée sur deux journées de la manière suivante :

— Une première journée d'interventions d'experts, permettant de rappeler la définition d'un éco-quartier et les bases de l'économie de l'aménagement, mais aussi de connaître les stratégies et les outils à disposition pour maîtriser le foncier ainsi que de savoir positionner



son projet en adéquation avec le marché et les budgets de la demande.

— Une seconde journée d'ateliers en sous-groupe, permettant de mettre en pratique les notions abordées lors de la première journée. Il s'agissait ainsi d'analyser et d'équilibrer le bilan d'un projet d'aménagement afin de comprendre le processus global d'élaboration d'un montage financier, les logiques d'acteurs économiques et de connaître les grands postes d'un bilan. La notion de l'approche en coût global a également pu être mieux appréhendée à travers cet exercice.

FORMATION MANAGEMENT DES RESPONSABLES DE PÔLES

Afin de renforcer les compétences en management des responsables de pôle, Aurélie RIGAL, Benoît PRIBAT et Arnaud RITTER, ont pu bénéficier en 2015 d'une formation de six jours enrichis d'un dispositif de suivi pour comprendre et adapter leur style de management, déléguer et développer l'autonomie, savoir résoudre les conflits dans leur équipe.

L'intitulé exact de cette formation est : **Parcours Manager de proximité, de la fonction technique à la mission encadrement.**

Elle est directement destinée aux postes d'encadrement direct, pour des cadres nouvellement en poste, ou des techniciens amenés à exercer une fonction d'encadrement.

Mieux appréhender la dimension relationnelle, prendre conscience des différents styles de comportements et des conditions de la motivation de chaque personne, apprendre à définir les priorités de sa fonction et savoir fixer des objectifs, savoir déléguer, s'entraîner aux entretiens avec les collaborateurs, gérer des situations difficiles, repérer les conflits, identifier leurs

causes et les gérer, sont d'autant d'objectifs qui ont été abordés et traités lors des trois sessions de deux jours de cette formation.

Des méthodes pédagogiques ont été appliquées, constituées de 70 % de mise en application et de pratique. L'aspect communication et connaissance de soi s'appuie sur la méthode OPR® (Optimisation du Potentiel Relationnel) exclusive à VAKOM.

Les **avantages de cette formation** ont été l'individualisation grâce à la phase préparatoire et au suivi, le pragmatisme des méthodes utilisées, de nombreuses mises en applications concrètes, l'intégration par la pratique terrain (plan d'action à la fin de chaque module et retour d'expérience formel 2 mois après la fin du cycle) et le langage OPR® partageable avec les cadres et les dirigeants formés à la méthode, permettant une totale cohérence hiérarchique.

Les responsables de pôle ont pu ainsi directement mettre en pratique des outils, méthodes dans leur management d'équipe et établir un plan individualisé afin de faire progresser l'ensemble des collaborateurs de l'AGORAH.



Le présent rapport d'activités 2015 a été approuvé
par le Conseil d'Administration du 23 mars 2016.





Directrice de publication : Delphine DE DEA
Conception : Sophie AFCHAIN, Graphiste / AGORAH

Les droits de reproduction (textes, cartes, graphiques, photographies)
sont réservés sous toutes formes.

© 2016

agorah
agence d'urbanisme à La Réunion
140, rue Juliette Dodu - CS 91092
97404 Saint-Denis CEDEX

0262 213 500

www.agorah.com